Benoît Malbranque

RAND PAUL

ou le réveil de l'Amérique



Rand Paul
ou le réveil de l'Amérique

Rand Paul
ou le réveil de l'Amérique

Benoît Malbranque



Paris, mai 2014

Institut Coppet

www.institutcoppet.org

Pour être informé de nos publications, contactez :
info@institutcoppet.org

à Gilles Laurent

en témoignage de ma
profonde reconnaissance
et de mon amitié

« À l'inverse de son père, Rand Paul n'est pas tant intéressé par la pédagogie. Ce qui l'intéresse, c'est la victoire. »

John Samples, Cato Institute

INTRODUCTION

Le chant de louanges qui accompagna l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche en novembre 2008 fut si vigoureux, si passionné, si unanime, et si sincère même dans son extravagance, que les échecs politiques qui ont parsemé son premier mandat n'ont pas encore effacé au sein de la presse et de la classe politique françaises les marques de l'antique « Obamania ». Ce ne fut assurément pas la première fois, ni malheureusement la dernière, qu'un candidat promettant le changement était encensé et cru naïvement par la classe journalistique française, et qu'elle admettait avec difficulté son erreur de jugement.

À considérer la situation de la société américaine en 2007-2008, il est certain que nous pouvions y trouver des raisons de renforcer cet enthousiasme un peu béat. Depuis trente ans, le Parti républicain, que de l'autre côté de l'Atlantique on appelle communément « Grand Old Party » (GOP), n'avait su conduire à la présidence que Ronald Reagan, considéré en France comme le chantre de l' « ultra-libéralisme », et les Bush, père et fils, qui avaient jeté sur leur nom un opprobre mérité en rompant leurs promesses pour le père (augmentation d'impôts après un célèbre « Read my lips : no new taxes »), et la débâcle en Irak, notamment, pour le fils.

Et pourtant, en 2010, l'Amérique assiste à un raz-de-marée conservateur et à l'émergence d'une force politique nouvelle à droite : le Tea Party. Plus encore, après un deuxième mandat en demi-teinte de Barack Obama et l'essoufflement de la dynamique qu'il avait su enclencher lors de sa campagne et ses premiers mois au pouvoir, la droite américaine, reprenant Reagan comme grand modèle, apparaît favorite.

Expliquer ce revirement aussi soudain, ainsi que l'émergence du Tea Party, cette droite libérale radicale, est l'une des ambitions de ce livre. L'autre, la principale en réalité, est de présenter l'homme par lequel est passée cette transformation, et celui aussi par lequel elle est amenée à

passer en 2016 : il s'agit de Rand Paul. Chef de file du Tea Party, icône du libéralisme américain, successeur naturel de son père, Ron Paul, au sein de la frange droitière du Parti républicain, Rand est la personnalité centrale de la droite américaine du futur. Comprendre son parcours, ses ambitions, et ses idées, c'est ainsi, par la même occasion, comprendre la dynamique de la droite américaine et les raisons de sa résurrection récente, déjà annonciatrice de succès.

Pourquoi s'intéresser néanmoins à cet homme politique, quand, de l'avis unanime des commentateurs politiques français, il est un personnage insignifiant ? Eux, en effet, se désintéressent de lui, et quand il est mentionné ou étudié, c'est affublé du qualificatif de « libertaire », alors qu'il est en vérité libertarien — une erreur presque aussi grave que de dire qu'il est libraire. [1]

Si nous nous intéressons à Rand Paul et qu'ils ne le font pas, c'est qu'ils ne voient pas ce que nous croyons voir : que cet homme est appelé à marquer l'histoire. Il est difficile de leur en vouloir, puisque seule l'étude rétrospective des faits historiques nous fait tirer aisément les bonnes leçons. Les grands personnages de l'histoire s'y illustrent devant

---

[1] Le terme « libertarien », qualifie un promoteur du libertarianisme, une philosophie politique qui défend la liberté individuelle dans tous les domaines : en économie, les libertariens sont favorables au capitalisme de libre marché, avec peu de réglementations et peu d'impôts ; sur le plan social, ils insistent pour que l'État respecte tous les modes de vie, sans en pénaliser aucun ; en politique étrangère, ils défendent la non-intervention ou neutralité. D'un point de vue général, les libertariens veulent laisser l'individu libre d'agir comme bon lui semble, tant que ses actes ne viennent pas enfreindre les droits égaux de ses semblables. Ils ne sont pas anarchistes, mais défendent l'idée d'un État réduit aux fonctions régaliennes : police, justice, et armée.

Le contresens avec le terme libertaire, qui recouvre une toute autre réalité, est d'autant moins excusable que le mot libertarien a fait son entrée dans le Petit Larousse, édition 2014. On lit : « Libertarien, enne. n. et adj. (angl. libertarian). Partisan d'une philosophie politique et économique (princip. Répandue dans les pays anglo-saxons) qui repose sur la liberté individuelle conçue comme fin et moyen. Les libertariens se distinguent des anarchistes par leur attachement à la liberté du marché et des libéraux par leur conception très minimaliste de l'État. *adj.* Relatif à cette philosophie. »

Et pourtant, même dans un article du *Monde*, en mars 2014, on lit dès la première phrase que « le sénateur Rand Paul se définit comme républicain et libertaire ». (« Rand Paul prépare sa candidature à l'élection de 2016 », *Le Monde*, 10 mars 2014)

nos yeux de spectateurs, et nous observons leurs actions dès le début, conscients que nous sommes du rôle historique qu'ils sont sur le point de jouer. Les faits mineurs sont écartés avec toute la nonchalance que nous fournit notre connaissance, même très superficielle, des évènements historiques. Mais qu'en est-il de l'étude de l'histoire future, ou plutôt, de l'histoire en train de se faire ? Voilà que disparait notre assurance ; voilà que nous devenons incapables de comprendre si oui ou non, à un moment historique donné, et du fait d'un évènement historique donné, il est possible de dire que « l'histoire est à nouveau en mouvement », selon la phrase de Toynbee.

Comment justifier, dans ces conditions, que nous pensons que tel évènement possède une importance considérable ? Comment faire entendre raison aux commentateurs, quand l'Histoire n'a pas apporté sa sanction finale sur nos anticipations ? Comment faire comprendre et rendre séduisante notre prédiction, que Rand Paul est amené à devenir un acteur majeur de la vie politique américaine future ?

La raison se trouve dans la vie de cet homme politique, dans son tempérament, et dans sa formidable ascension.

Dans sa vie, d'abord, car par son nom, il se rattache à l'homme politique le plus influent du début de siècle, Ron Paul, celui qui se trouve à l'origine du mouvement du Tea Party, et qui a dicté au GOP une large partie de ses nouveaux principes.

Dans son tempérament aussi, car c'est un homme rebelle, provocateur, et anticonformiste, que nous avons sous les yeux. Or les héros de l'histoire sont ceux qui domptent le flot des évènements et qui paraissent en dicter le rythme. Ainsi, si nager à contre-courant vous offre une belle place dans le Panthéon de l'Histoire, que les historiens se préparent à considérer avec attention le nom de ce sénateur américain, qui conduit un mouvement radical sur le point de changer l'Amérique.

La raison se trouve dans son parcours, enfin, car l'Amérique aime les *success stories*, et que l'ascension du jeune sénateur du Kentucky en est une à plus d'un titre. Tandis que son père commença par essuyer de nombreux échecs, consentant au sacrifice afin de diffuser les idées qu'il considérait bonnes pour l'Amérique, Rand Paul a su tout de suite profiter du vent nouveau pour l'emporter dès sa première élection, en

2010, et envoyer un signal fort. Deux ans plus tard, en participant à la campagne des primaires au côté de son père, il a déstabilisé le camp républicain en montrant que la frange libertarienne du parti pouvait recevoir les voix en masse et qu'elle était sur le point de devenir majoritaire. En soutenant Mitt Romney, il a montré aux cadres du parti qu'il était l'un des leurs et qu'il admettait le résultat du vote des primaires, pourtant entaché de tant d'irrégularités. La défaite de Mitt Romney face à Barack Obama a tourné à l'avantage de Rand Paul, dont la stratégie était décidément parfaite : il est gagnant puisque c'est un modéré, Romney, qui échouait face aux démocrates ; il est encore gagnant puisqu'en le soutenant ouvertement, il ne pouvait pas être accusé d'avoir divisé son camp et causé la défaite du candidat du Parti républicain.

Ainsi, son parcours est sans faute, ses réalisations sont nombreuses, et sa filiation avec son père, à laquelle s'ajoutent ses choix stratégiques payants, lui donnent une légitimité hors du commun pour rassembler son camp en 2016. Cet homme apparaît finalement comme le mieux placé dans la course à la nomination du GOP, ce que de récents sondages viennent d'ailleurs confirmer. Selon une enquête menée par CNN, il serait le candidat préféré des électeurs républicains. Cela pourrait le conduire à affronter Hillary Clinton, la candidate pressentie pour le camp démocrate, pour prendre la route de la Maison Blanche.

Pour autant, quand bien même cet homme serait amené à obtenir une place proéminente au sein de la droite américaine, jusqu'à, peut-être, un jour, remporter l'élection présidentielle, cela a-t-il une importance pour nous Français ? La vie politique américaine et les idées politiques américaines ne nous concernent pas, pourrait-on croire de prime abord.

En vérité, bonnes ou mauvaises, les idées politiques en provenance d'Amérique exercent de l'autre côté de l'Atlantique une influence sensible. Il n'est pas rare de trouver sur la scène politique européenne des figures qui se présentent, ouvertement ou non, comme des disciples ou des continuateurs de quelque politicien américain. Et cela se retrouve à toutes les époques : Franklin D. Roosevelt, en son temps, fit de nombreux émules ; John F. Kennedy n'en eut pas moins ; d'aucuns,

à l'image de Jean-Marie Le Pen à l'époque libérale du Front National, voulurent être les Ronald Reagan de leur pays ; enfin, Barack Obama, séduisit et inspira toute l'Europe. Souvent, certainement, l'influence de la politique américaine est plus subtile, plus diffuse, et plus imperceptible. En France comme ailleurs en Europe, les modes se font et se défont, et il est difficile de retrouver toujours d'où elles nous viennent : et pourtant, combien de fois nous viennent-elles d'Amérique !

Contrairement aux autres pays, les États-Unis nous influencent. Politiquement, c'est à la personnalité de Barry Goldwater, marqueur du renouveau de la droite américaine dans les années 1970, que l'on doit rattacher la vague du « néolibéralisme » qui a touché, pourrait-on dire contaminé, l'ensemble de la planète dans la décennie suivante, de Margaret Thatcher au Royaume-Uni à Deng Xiaoping en Chine.

Assisterons-nous à un phénomène similaire en cette décennie 2010, avec la montée en puissance du Tea Party et de cette droite radicale et libertarienne érigée autour de Rand Paul et, anciennement, de son père Ron ? Oser répondre oui à cette question et en tirer toutes les conclusions est le pari que nous faisons avec ce livre. Si, comme nous en sommes convaincus et comme nous vous en convaincrons sans doute, cette nouvelle droite américaine est un jour amenée à porter son représentant Rand Paul jusqu'à la Maison Blanche, et si cette victoire impulse un mouvement intellectuel et politique comparable à celui dont le monde a fait l'expérience dans les années 1980, combien une connaissance de cet homme et de cette droite nous semblera alors urgente, et combien nous aurons honte d'avoir détourné les yeux !

Étant donnés les objectifs fort larges que nous nous sommes fixés, ce livre n'est pas à proprement parler une biographie de Rand Paul. Il est plutôt le récit d'un mouvement intellectuel et politique fondamental, crucial peut-être dans et pour l'histoire des États-Unis, un récit raconté du point de vue de son plus grand représentant actuel, Rand Paul, et de son prédécesseur, son père Ron.

Le séquencement et le propos général des différents chapitres se rapporteront à la personnalité de Rand Paul. Nous le verrons jeune, luttant pour ne pas succomber trop vite à l'appel de la politique, cette arène dans laquelle son père s'était jeté, mais qui le lui avait assez mal rendu. Nous le retrouverons à l'âge mur, sentant son destin l'appeler, et

se présentant au poste de sénateur dans le Kentucky. Nous l'abandonnerons solidement élu, élevé au rang de leader du camp républicain, et promis au plus brillant des avenirs. Mais nous ne pouvons évoquer son enfance sans évoquer le travail de précurseur de son père à la tête de la droite libertarienne, ou de raconter son élection sans la rapprocher à l'émergence du Tea Party, à laquelle Rand Paul a tant contribué.

Tel est donc le sujet de ce livre : Rand Paul, chef de file d'une droite qui veut réveiller l'Amérique. Ce projet ambitieux, ou du moins je m'en flatte, est aussi profondément nouveau. À ce jour, non seulement Rand Paul et son père n'ont fait l'objet d'aucune étude de détail, mais le Tea Party lui-même a été peu compris, faute d'avoir été correctement suivi dans son avènement et correctement étudié dans ses principes fondamentaux. À en croire l'ensemble de la classe journalistique française, les membres du Tea Party sont des « populistes »[2], des « ultra-conservateurs »[3], des « isolationnistes »[4], ou des « fondamentalistes chrétiens »[5]. Comment les qualifier pourtant d' « ultra-conservateurs », eux qui ne veulent justement à peu près rien conserver : ni impôt sur le revenu, ni assurance maladie universelle, ni éducation nationale ? Comment peut-on également confondre l'isolationnisme, qui prône la fermeture des frontières, le repli sur soi, le protectionnisme et la recherche de l'auto-suffisance, avec le non-interventionnisme des libertariens, qui prône le libre-échange, le rapprochement des peuples et l'immigration libre ? Pourquoi seraient-il nécessairement populistes ces hommes et ces femmes qui s'inquiètent d'un gouvernement américain devenu hors de contrôle, d'une dette atteignant 16 000 milliards de dollars, et de violations continuelles à la Constitution de leur pays ? N'y aurait-il pas enfin un grand paradoxe à qualifier de fondamentalistes chrétiens ces gens qui, de l'avis des mêmes journalistes[6], sont tous des idolâtres de la

---

[2] « Tea Party : une nouvelle droite populiste », *Libération*, 20 janvier 2010

[3] « Les ultraconservateurs déferlent sur Washington », *Le Figaro*, 28 août 2010

[4] « Le tea-party est viscéralement isolationniste » se permet même le journal *L'Express* (« Dette américaine: à quoi jouent les élus du Tea Party ? », 2 août 2011

[5] « Les fondamentalistes sont en passe de mettre la main sur la droite américaine », *La Tribune*, 4 décembre 2012

[6] « Ayn Rand, l'égérie du Tea Party », *Mediapart*, 22 juillet 2011 ; « Ayn Rand, l'apôtre de l'égoïsme qui inspire la droite américaine », *Telerama*, 27/10/2012 ; « Ayn Rand, muse de l'Amérique ultralibérale », *Les Inrocks*, 28/08/2012

philosophe et romancière Ayn Rand, par ailleurs radicalement et vigoureusement athéiste ?

Les contre-vérités ont même trouvé leur place jusque dans les livres. Le plus typique est celui d'Aurélie Godet : *Le Tea Party : portrait d'une Amérique désorientée*, salué par le journal communiste *L'Humanité* comme une étude « « sérieuse, claire et documentée », qui enchaîne les erreurs factuelles et les déformations, volontaires on l'espère, des idées libertariennes. Ainsi le non-interventionnisme, par exemple, est-il toujours transformé en isolationnisme. Pire encore, tandis qu'un sondage conduit par le journal USA Today et l'institut de sondage Gallup montrait dès avril 2010 que le profil type des soutiens du Tea Party, tant en termes d'âge, de race, et de sexe, que de niveau d'études ou de niveau de revenu, était très similaire à l'Amérique dans son ensemble[7], Mme Godet ose nous les présenter comme des « hommes blancs en colère », reprenant le stéréotype raciste d'une partie de la gauche américaine.

Alors que le Tea Party se met en ordre de marche pour influer sur les prochaines élections, il m'a paru qu'il était temps de remplacer ces fadaises partisanes par une exposition vraiment rigoureuse de ce nouveau mouvement politique, ainsi que de l'homme qui le représente aujourd'hui : Rand Paul. Bon connaisseur de la vie politique américaine, mais aussi des idées libertariennes, y compris celles de l' « École autrichienne d'économie », qui sont à la base de leurs convictions économiques, je me suis senti bien placé pour effectuer ce travail. J'ai d'abord cru que ne pas être américain me disqualifiait pour écrire sur la politique américaine : j'ai plus tard compris que cela était au contraire le plus grand des avantages pour avoir un avis neuf, détaché des querelles de clocher, et donc digne de confiance. J'ose donc me targuer d'offrir ici un aperçu véridique de ce qu'est la droite américaine d'aujourd'hui, en même temps qu'une étude biographie intéressante, à défaut d'être exhaustive, pour comprendre la politique américaine du futur.

Avant de terminer, j'aimerais profiter de l'occasion de cette introduction, et plus encore de cet ouvrage, pour remercier chaleureusement Gilles Laurent, Édouard Hesse, et Charles Huet, pour m'avoir fait

---

[7] « Tea Partiers Are Fairly Mainstream in Their Demographics", Gallup Poll, 5 avril 2010

l'honneur de leur amitié, et pour avoir partagé avec moi, dans des discussions interminables et sans cesse renouvelées, leur goût pour la politique américaine et le débat d'idées. Une mention doit être réservée aux membres du GOP France, association française de défense des idées de la droite américaine, auprès desquels il m'a été agréable d'évoluer. Je suis également redevable à Thibaud Denolle de m'avoir incité à prêter une plus grande attention à Rand Paul, à une époque où seul son père recevait les hommages, et avoir ainsi motivé l'écriture de ce livre. Un dernier remerciement à ma compagne, qui a comme à chaque fois rendu possible ce projet par ses encouragements et par son agréable sollicitude.

CHAPITRE 1
ÊTRE JEUNE COMME LES AUTRES

Lake Jackson, TX — Les raisons du prénom Rand — Controverse sur son lieu de naissance — Le couple Ron Paul et Carole Paul — Leurs deux premiers enfants — L'installation au Texas — Un père comme modèle — L'éducation de Rand — Sa curiosité intellectuelle — Son tempérament et ses folies — Noze Brotherhood.

L'État du Texas, le deuxième du pays en termes tant de superficie que de population — il est plus vaste que la France et plus peuplé que l'Australie — reste pour nous autres Européens l'objet de nombreux fantasmes et préjugés. Nous croyons pouvoir y trouver le « cœur » de l'Amérique « profonde », alors que le Texas fut espagnol pendant deux siècles, puis mexicain, puis indépendant après la révolution texane de 1835, avant de sceller enfin son rattachement aux États-Unis d'Amérique à une date aussi tardive que 1845. Nous l'imaginons traditionnel, quand il est en réalité le deuxième État le plus riche d'Amérique, derrière la Californie. Nous l'associons spontanément aux armes, à la peine de mort, à Walker Texas Ranger et aux énormes steaks : il est en vérité tout autre.

Visitez donc Austin, une ville plus moderne que bien des capitales européennes, et vous comprendrez pourquoi Apple, Hewlett-Packard, Dell ou même IBM, s'y sont installés. Avancez même vers le sud, rapprochez-vous de la côte : vous rencontrerez Houston, la quatrième ville du pays derrière New York, Los Angeles et Chicago.

C'est pourtant dans un Texas plus modeste et plus tranquille que commencera notre histoire. Pour le trouver, il vous faudra sortir de Houston, emprunter la Texas State Highway 288, et rouler pendant près d'une heure en direction du sud.

C'est à quelque 80km du géant Houston que vous trouverez la petite commune de Lake Jackson, dans le comté de Brazoria. Ce petit comté côtier du Golfe du Mexique, qui a vu sa population quadrupler en cin-

quante ans, tire son nom du fleuve Brazos, ou Brazos de Dios (littéralement les « Bras des Dieux » dans la langue espagnol), qui y prend sa source. Tout comme les esprits, qui n'y paraissent pas taillés tout à fait comme ailleurs, le comté de Brazoria lui-même n'a pas la forme droite et carrée de certains comtés du nord du Texas, ou de certains États américains, découpés à la règle, comme jadis l'Afrique, par quelques fonctionnaires bien à l'aise dans leurs bureaux.

Dans la banlieue cosy de Lake Jackson, la classe moyenne y est à son aise. La ville elle-même n'a que 26 000 habitants, quand Houston en compte 2,5 millions, San Antonio 1,3 million, et Austin 790 000. À Lake Jackson, l'air semble plus pur, les gens plus aimables, et le bonheur plus à portée de main.

En périphérie, les rues sont même nommées d'après des noms de fleurs ou de fruits. On compte ainsi la rue Clover (Trèfle), la rue Persimmon (Kaki), la rue Pansy (Pensées), et même la rue Rose Trail (Traînée de roses). Au milieu de ces rues si bien nommées, il s'en trouve une petite en forme de U, qui prend le nom de Blossom Street (rue Floraison). C'est là, au numéro 101, que vécut la famille Paul : Ron Paul, sa femme Carole, leur premier fils Ronald, leur fille Lauri, et leur dernier venu, un petit garçon de 5 ans : Rand Paul.

Certains ont voulu voir dans son prénom peu commun une marque de l'estime portée par son père pour la romancière libérale Ayn Rand, l'auteur des romans *We the Living* (1936), *The Fountainhead* (1943) et surtout *Atlas Shrugged* (1954), et théoricienne de l'objectivisme. Il est certain que Ron a toujours vivement apprécié cet auteur. Dans une vidéo datant de 2007, on le voit discuter du sujet avec des étudiants de Darmouth. « Ayn Rand a eu une grande influence sur moi » concède l'élu du Texas. Et pourtant il est établi que le prénom de son fils n'a rien à voir avec cette haute considération pour la romancière.

Tout d'abord, et c'est là certainement la preuve la plus importante, le vrai prénom du sénateur du Kentucky n'est pas Rand, mais Randal. Rand ne fut jamais qu'un surnom affectif, qui ne fut pas choisi par ses parents, mais dont l'affubla plus tard sa femme. Carole Paul, la mère de Rand, avait elle pris l'habitude de surnommer son fils « Randy ». Ce fut aussi le nom par lequel on l'appelait durant ses années d'études. Dès les premières semaines de leur relation, Kelley Ashby, que Rand finirait par

épouser, troqua ce Randy qu'elle n'appréciait que modérément, contre le Rand qui lui restera dans la vie, et dans l'histoire. Le Sénateur du Kentucky raconta en effet :

> « À l'époque où nous ne faisions encore que sortir ensemble, Kelley ne trouvait pas que ce prénom m'allait bien. Elle disait : « Tu n'as pas la voix d'un Randy ». Elle pensait que Randal était trop formel et se mit à m'appeler simplement Rand. J'aimais bien. Surtout, Kelley l'aimait bien, et donc ce fut une affaire réglée. À part certains de mes vieux amis d'université, qui me charrient encore sur mon changement de prénom, plus personne ne m'appelle Randy aujourd'hui. Beaucoup de choses ont changé quand j'ai rencontré Kelley, et la plus insignifiante fut mon prénom. » [8]

C'est au cours de la campagne pour le Sénat que Rand Paul eut pour la première fois à répondre à la question sur l'origine de son prénom. Il s'en amusa d'abord. « Il y a une partie de moi qui dit que je devrais expliquer les raisons de mon prénom Rand Paul, et une partie de moi qui s'est tellement amusée des histoires et controverses sur mon prénom que je devrais peut-être rester muet, parce qu'alors je pourrais continuer à voir toutes les histoires sur internet. »

Cependant, il comprit vite que les allégations pouvaient aussi lui être néfastes, car Ayn Rand jouit aux USA d'une vraie popularité au sein des groupes conservateurs, mais est aussi vue comme une extrémiste par beaucoup de démocrates. Ainsi, en 2009, au cours de sa campagne dans le Kentucky, Rand Paul émit une vidéo expliquant les raisons de son prénom. « Je ne fus pas appelé d'après Ayn Rand, même si j'ai un sacré respect pour elle. »

Ron Paul a aussi clarifié les choses plusieurs fois : « Ma femme avait le privilège de choisir le prénom des enfants » expliqua-t-il. Et pour répondre plus précisément à la controverse sur Ayn Rand, il ajouta : « Son prénom n'est pas choisi d'après Ayn Rand. Son prénom est Randal malgré ce qui a été répandu sur Internet. Son surnom à la maison fut Randy et il est devenu Rand après être devenu médecin. » [9]

---

[8] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.25-26
[9] Steven Nelson, « Rand Paul wasn't named after Ayn Rand, Dad Confirms », *US News*, 23 août 2013

Une autre légende, moins tenace mais parfois défendue dans la presse politique et les blogs, prétend que Rand Paul serait né au Canada, à l'instar de son concurrent républicain le sénateur texan Ted Cruz. Récemment, cette hypothèse a reçu une certaine publicité et même l'apparence de la vraisemblance, après un échange de Rand avec la presse, au cours duquel cette question fut évoquée. La réaction du sénateur du Kentucky fut très vive, d'une part en raison de la fausseté des allégations, de l'autre en raison de la vigueur des efforts faits pour le décrédibiliser et l'écarter dans sa route vers la Maison Blanche. Il est à rappeler en effet que pour être élu président des États-Unis, il est nécessaire d'être né sur le territoire américain — d'où les incessantes polémiques autour du certificat de naissance de Barack Obama, que d'aucuns prétendent né au Kenya. Dans le deuxième article de la Constitution américaine, on lit en effet : « Nul ne pourra être élu président s'il n'est citoyen de naissance, ou s'il n'est citoyen des États-Unis au moment de l'adoption de la présente Constitution, s'il n'a trente-cinq ans révolus et ne réside sur le territoire des États-Unis depuis quatorze ans. »

C'est l'animateur David Gregory qui porta la charge sur ce sujet. Rand Paul répondit d'abord calmement aux rumeurs : « Ce sont des folies. Je suis né à Pittsburgh, en Pennsylvanie. » Mais l'animateur ne se satisfit pas de cette réponse pourtant claire, et expliqua les raisons de ses doutes : les services des douanes canadiennes affirment avoir autorisé le 5 janvier 1963 Ron Paul et son épouse Carole à entrer en voiture sur le territoire canadien. « C'est deux jours avant votre naissance, Sénateur. Êtes-vous né au Canada ? » a alors insisté David Gregory. « J'aime Toronto, répondit Paul. Ils ont de l'excellent bacon, de bons joueurs de hockey sur glace… — Mais Sénateur, poursuivit l'animateur, nous avons un certificat de naissance qui indique qu'un Randall Paul est né au Winnipeg's Grace Hospital le 7 janvier 1963… — Écoutez, rétorqua Paul visiblement agacé, le Sénateur Cruz est né à Calvary ou ailleurs au Canada, mais moi, je suis né à Pittsburgh. — Mais nous avons l'annonce d'une naissance dans la Winniped Tribune, continua Gregory… — Pittsburgh ! Pittsburgh ! Pittsburgh ! lança enfin le Sénateur. Je suis né à Pittsburgh. Pittsburgh comme dans Pitts-Burg ! » Vif, l'échange se termina sur cette réaction.

Ron Paul et sa femme Carole, lors de leur mariage
...bien vite rejoins par cinq enfants (Lauri manque sur la photo)

En vérité, Rand naquit lors d'une semaine où la famille Paul était sur le départ. Établis alors à Détroit, dans le Michigan, ils quittèrent le nord pour rejoindre le Texas où Ron était appelé après son enrôlement dans l'armée. Après un bref passage au Canada, le couple voyagea en direction du sud. Le 7 janvier, ils s'arrêtèrent à Pittsburgh en Pennsylvanie, la ville natale de Ron. C'est là que naquit Randal, troisième enfant de Ron et Carole Paul.

Le petit garçon fut la source d'une grande fierté pour un couple déjà modèle. Carole Paul, née Carolyn Wells le 29 février 1936, et Ronald Ernest Paul, né le 20 août 1935 à Pittsburgh, s'étaient rencontrés au cours de leurs années passées au lycée. Carole avait d'abord remarqué Ron près d'une piste d'athlétisme, quand l'un de ses amis lui montra du doigt ce jeune garçon, alors très bon athlète, en train de s'entraîner. Leur relation amoureuse commença en 1952, lorsque Carole cherchant un cavalier pour la fête donnée en l'honneur de ses 16 ans, jeta son dévolu sur Ron. [10] Elle l'invita, et le jeune homme accepta. Plus de 60 ans plus tard, le couple coule des jours heureux.

À l'été de l'année 1956, tandis qu'ils déjeunaient ensemble dans un parc, Ron demanda à Carole de l'épouser. Âgés de 20 ans pour Carole, et de 21 ans pour Ron, ils se marièrent le 1er février 1957 à la Dormont Presbyterian Church de Pittsburgh, devant plus de 300 convives. Le Dormont New Century accueillit la réception tenue de l'honneur des jeunes mariés, qui firent leur première danse sur le titre « When I fall in love » de Doris Day. Après une célébration fort réussie, le couple partit en lune de miel à Durham, en Caroline du Nord. [11]

Les deux premiers enfants du couple, Ronald (Ronnie) Paul Jr., et Lauri Paul, aujourd'hui Lauri Pyeatt, sont nés à Duke, où leur père faisait ses études de médecine.

Ronnie, le plus ancien, fit ses études à l'Université du Texas, où il brilla autant par son sérieux dans les études en génie chimique, que par son talent en natation (il remporta le championnat lycéen du Texas en nage papillon). Après une carrière passée en grande partie à la Dow

[10] Carol Paul, « The Ron Paul I know », LewRockwell.com, 14 décembre 2007
[11] Sheri & Bob Stritof, "Carol and Ron Paul Marriage Profile", About.com

Chemical Company, il est désormais à la retraite. Avec sa femme Peggy, il a eu trois enfants : Laura, Lisa, et Linda, âgées respectivement de 27, 25 et 23 ans.

Quant à Lauri Paul, la première fille de Ron et Carole, elle a épousé Tom Pyeatt et en a eu cinq enfants : Vicki, Valori (qui a travaillé activement pour la campagne de Ron Paul en 2012), Matt, Mark, et Michael.

Encore en bas âge, après avoir quitté Duke, Ronnie, Lauri et leurs parents vécurent à Détroit dans le Michigan, pendant un an, car Ron travaillait à l'Hôpital Henry Ford. Carole travailla dans une école de danse pendant cette année. Peu de temps après, Ron s'engagea dans l'armée et devint médecin de l'air. Lui et sa nouvelle famille durent déménager à San Antonio, au Texas. Peu avant, ils mirent au monde leur troisième enfant : Randal. Enfin, après San Antonio, ils retournèrent à Pittsburgh, afin que Ron Paul exerce comme obstétricien et gynécologue à l'hôpital Magee-Women.

Finalement, après de nombreux périples, la famille Paul retourna au Texas en 1968. Un poste d'obstétricien venait miraculeusement de se libérer dans le comté de Brazoria. La vie souriait à la famille Paul, qui s'installa donc à Lake Jackson. Ils firent l'acquisition d'une ferme, construisirent une grande piscine, et investirent dans une maison au bord de la plage. [12] C'était une époque de bonheur et d'insouciance.

La famille Paul, au cours de ces aventures, continuait à croître en nombre. En janvier 1963 était d'abord venu Rand. Vint ensuite Robert, qui devint un grand admirateur du mouvement politique de son père. Sportif comme le reste de la fratrie, Robert a remporté le championnat lycéen de baseball au Texas en 1984, et fut quater back pour l'équipe de football. Comme plusieurs membres de la famille, dont Rand, Robert a suivi des études de médecine et est devenu docteur. Avec sa femme Monica il a eu deux enfants : Robert et Katherine, tous deux excellents athlètes comme leur père et leur grand-père.

Enfin est venue une deuxième fille, Joy. Après des études de médecine, elle est devenue obstétricienne-gynécologue, comme son père, et a

[12] David M. Halbfinger, "Ron Paul's flinty worldview was forged in early family life", *New York Times*, 5 février 2012

participé à l'accouchement de près de 4,000 bébés, égalant du même coup le record de Ron. Elle a épousé Andy LeBlanc, un ingénieur de la Dow Chemical Company, avec qui elle a eu cinq enfants : une fille, Bonnie, et quatre garçons, Benjamin, Paul, Luke, et John David.

En tout et pour tout, Ron Paul a eu cinq enfants, et compte à ce jour dix-huit petits-enfants.

Aux dires des principaux intéressés, c'est-à-dire leurs enfants eux-mêmes, le couple Paul semble avoir exercé avec une grande responsabilité sa lourde tâche de parents. Participant de l'enthousiasme général à ce sujet, Rand ira jusqu'à écrire : « Je n'aurais pas pu espérer meilleurs parents que Ron et Carol Paul. » [13]

Il est un point sur lequel ce jugement mérite d'être précisé, c'est que si Rand eut toujours pour sa mère la plus ardente admiration, c'est surtout son père qui exerça une influence sur lui.

Ron Paul a en effet de tout temps exercé une grande influence sur ses enfants. Il a même, bien que tout à fait involontairement, tracé par son exemple le chemin qu'empruntera Rand après lui, tant dans le domaine de la politique que dans celui de l'activité médicale : comme son père, Rand suivit des études de médecine et devint docteur, bien que dans une autre spécialité.

Comme son père, également, Rand Paul et ses deux frères furent très sportif dès leur jeunesse. Au sein du Lycée Brazoswood, Rand s'engagea dans beaucoup d'activités sportives, rejoignant notamment l'équipe de football et l'équipe de natation. Lui et ses frères participèrent ensemble aux compétitions de natation et brillèrent tous les trois au championnat lycéen du Texas. « Je n'étais pas aussi bon qu'eux, confiera Rand avec modestie, mais j'eus des résultats au-dessus de mes capacités. » [14]

Ron Paul avait été, et était encore un grand sportif. Durant ses études, il avait été particulièrement brillant dans les épreuves de sprint, et, d'une manière générale, pour la course sur piste. Il remporta plusieurs récompenses. Lors du championnat de Pennsylvanie, il remporta

---

[13] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.21
[14] *Ibid*.

la première place au 200m, la seconde au 400m, et la troisième au 100m — ou, pour être précis, sur les distances de 220 yards (201,168m), 440 yards (402.336m) et 100 yards (91.440m). Suite à ces exploits, l'Université de l'État de Pennsylvanie lui proposa une bourse d'étude pour poursuivre une carrière dans l'athlétisme. Blessé au genou après un banal match de football, Ron décida de décliner l'offre. « Je n'étais pas certain de pouvoir être au niveau réclamé par cette bourse d'étude » se souviendra-t-il des années plus tard. [15]

Plus que l'importance du sport, Ron Paul témoigna durant toute sa vie à ses enfants l'importance d'avoir des principes et de les suivre constamment. Mieux : il tâcha à chaque occasion d'illustrer ce conseil par son comportement. Partout, toujours, il tenait à prouver à ses enfants qu'on pouvait rester ferme sur ses convictions, et qu'il n'y avait rien à gagner à les trahir.

Ainsi, en 1976, lorsqu'il engagea le jeune docteur Jack Pruett pour l'aider à gérer son cabinet, il lui exposa ses conditions : ne pas réaliser d'avortements, ne pas recevoir des fonds du Medicare ou Medicaid — équivalents américains de la Sécurité sociale —, et surtout, prendre en charge les femmes dans le besoin autant que possible, quitte à recevoir quelques produits alimentaires pour tout payement. [16] Quand l'année fut bonne, et dégagea un surplus de 60 000 dollars, le père de Rand proposa à son associé d'investir dans l'or, ce qu'ils firent. Suivant le conseil de Ron, ils achetèrent des Krugerrands, des pièces d'or sud-africaines. « Nous les avons payées 132 dollars chacune. Aujourd'hui elles valent environ 2000 dollars » se réjouira plus tard Pruett dans le *New York Times*. [17]

Au sein de son cabinet médical, Ron Paul restait le même homme qu'il était à la maison, et qu'il allait être devant les caméras de télévision et devant les électeurs. Passionné d'économie, celui qui centrerait bientôt ses meetings de campagne sur les questions monétaires, la Réserve

---

[15] Allen G. Breed, "In third White House bid, Paul's message the same", Yahoo News, 10 décembre 2011

[16] David M. Halbfinger, "Ron Paul's flinty worldview was forged in early family life", *The New York Times*, 5 février 2012

[17] *Ibid.*

fédérale et l'étalon-or, remplissait son cabinet d'ouvrages économiques, et recommandait même des lectures à ses enfants.

Sans doute pour cette raison, toute la famille se trouva bientôt acquise à la cause du libertarianisme. « C'est ce qu'il y a de plus incroyable à propos de notre famille, c'est que nous nous soutenons tous les uns les autres à 100%, racontera Lauri, l'une des petites-filles de Ron Paul. Chaque membre de la famille est pleinement derrière mon grand-père, et nous sommes tous adeptes du message de gouvernement limité, de libre choix, de liberté, et de retour au rôle premier que nos Pères Fondateurs avaient en tête pour le gouvernement de notre nation. » [18] Ronnie, le plus âgé des enfants de Carole et Ron, renchérira même : « Une fois que vous avez découvert le dérèglement de notre politique monétaire, il n'y a pas d'autre option. Nous considérons que voler le peuple n'est pas une bonne chose, que vous soyez l'Etat ou que vous ayez un masque sur votre visage. » [19]

Malgré cette unanimité vraiment touchante quand on comprend qu'elle est sincère, ils furent assez peu nombreux, pourtant, les enfants de Ron Paul qui ont suivi la voie paternelle du point de vue politique : Rand constitue même l'exception. Pour autant, la trajectoire du père fut très largement suivie d'un point de vue professionnel. En aucun cas ce père partisan du libre choix ne força ses enfants à poursuivre la carrière médicale : ce fut une sorte de passion de famille, une de celle qu'on ne s'explique pas sauf à avoir vécu au sein du même cocon familial. Parmi les fils, Robert et Rand firent des études de médecine et devinrent l'un généraliste, l'autre ophtalmologiste. L'une des filles, Joy, suivit même parfaitement le père et se fit obstétricienne-gynécologue.

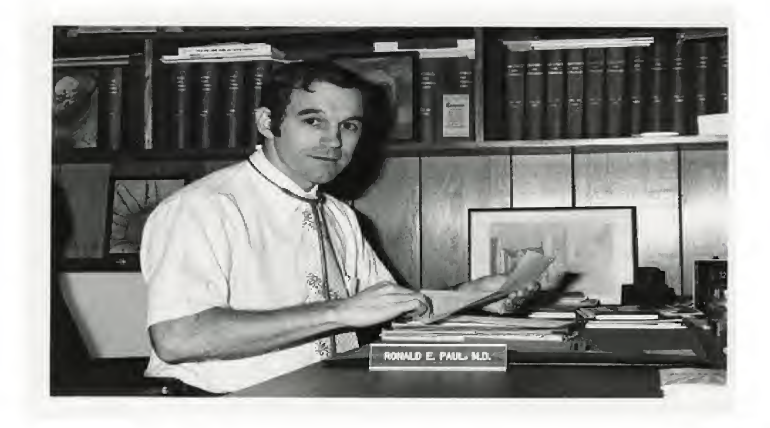
Dans l'exercice de la pratique médicale, Ron Paul communiqua quelques conseils à ceux de ses enfants qui avaient choisi d'en faire leur carrière. En particulier, il insista sur le devoir de refuser les paiements que ses patients effectuaient avec Medicare ou Medicaid, considérant qu'il s'agissait là d'argent issu de l'exercice d'une coercition, de l'argent volé, d'une certaine façon.

---

[18] Vicky Pyeatt, "The First Family?", DailyPaul.com, 24 avril 2007

[19] Mark Leibovich, "For Paul family, libertarian ethos began at home", *The New York Times*, 5 juin 2010

Ron Paul dans son cabinet médical, et avec ses patients



Son fils Rand se conforma à ce conseil, et à la plupart des recommandations de son père en matière de pratique médicale — bien que la gynécologie diffère grandement de l'ophtalmologie, l'éthique et les valeurs à suivre étaient les mêmes selon Ron.

En matière de politique, en revanche, Rand écouta d'une oreille plus critique les propositions de son père. En ce sens, il offrit une nouvelle illustration de cette vérité que les idées changent souvent en passant les générations. À la même époque, David Friedman, le fils de l'économiste libéral Milton Friedman, développait les idées de son père sur un plan radicalement nouveau, celui dit de l'anarcho-capitalisme. Quand Milton Friedman critiquait l'inefficacité de l'État, et la supériorité du marché libre sur les différentes formes d'interventionnisme public, il limitait encore son propos : les fonctions régaliennes, police, justice, armée, restaient des prérogatives de l'État, ainsi que l'éducation (à travers le « chèque éducation ») et divers autres aspects de la vie publique. [20] David Friedman refusa lui d'admettre que l'État, moins efficace par nature que des entreprises privées opérant sur un marché libre, doive se voir confier un quelconque rôle. Dans *The Machinery of Freedom*, il défendra donc l'idée d'une dénationalisation complète des missions régaliennes, et expliquera comment peuvent fonctionner des entreprises privées sur le marché de la sécurité, de la justice et de l'armée. [21]

Rand Paul ne suivit pas cette démarche radicale, mais il prit soin, comme David Friedman, de ne jamais considérer les idées défendues par son père comme des vérités inattaquables. Il sentit même que c'était là se conformer à la volonté de Ron, qui l'avait toujours élevé dans le souci de la critique et dans la recherche de la vérité. « Si je suivait aveuglément mon père sans poser de questions et sans différences d'opinion, je serais moins digne d'être le fils de mon père, et non l'inverse. » [22] Rand avait donc fait sienne la leçon donnée par son père : qu'il faut être un individu unique, critique envers les faits et les idées qui nous entourent.

---

[20] Cf. notamment Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*, Leduc, Paris, 2010

[21] David Friedman, *The machinery of freedom* [1971], Open court, 1989

[22] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.22

C'était là un principe d'éducation que Ron avait rendu très clair. Il s'était aussi donné comme règle de respecter les choix de ses enfants.

D'une manière générale, on peut même dire que Ron était assez permissif, bien qu'il dira que « nous ne disions pas aux enfants qu'ils pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient. » [23] Ni Ron ni sa femme Carole ne croyaient trop à l'efficacité d'être excessivement strict, et ne pensaient pas que la supervision constante des faits et gestes de ses enfants par leurs parents était désirable ni pour les premiers ni, naturellement, pour les seconds.

Il s'était contenté de donner comme règle à ses enfants : « Soyez sages et restez polis. » [24] Ce fait fera croire à beaucoup que Ron Paul fut un père « cool », ce que son fils Rand refusera toujours d'admettre.

Cependant, si l'éducation ne fut pas extrêmement stricte, Ron prêta tout de même une grande attention à l'inculcation de certains principes. « On enseignait aux enfants Paul la valeur de l'argent, racontera Rand. Nous étions sensés travailler dur et nous n'obtenions pas d'argent sans cela. Nous n'avions pas d'argent de poche. Je devais toujours tondre des pelouses — notre pelouse, la pelouse du voisin, la pelouse des amis de mes parents, la pelouse des voisins des amis de mes parents, n'importe quelle pelouse, je la tondais. À l'époque où j'étais au lycée, c'est dans un mini-golf que j'ai trouvé mon premier emploi, ce qui était génial parce que je pouvais rester dehors tard puisque mes parents ne savaient pas vraiment à quelle heure ferme un mini-golf. » [25]

Les parents Paul exigeaient aussi de leurs enfants qu'ils se comportent en individus responsables. Heureusement, ils le firent tous, notamment Rand, qui, comme le dira sa mère « était quelqu'un qui s'occupait lui-même de ses problèmes. » [26]

Indépendant, Rand Paul l'était donc tout autant dans sa vie quotidienne que sur le plan des idées. Il est pourtant assez intéressant pour nous de nous arrêter sur les années de la formation intellectuelle du jeune homme.

---

[23] Mark Leibovich, "For Paul family, libertarian ethos began at home", *New York Times*, 5 juin 2010
[24] *Ibid.*
[25] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.22
[26] Mark Leibovich, "For Paul family, libertarian ethos began at home", *op.cit*

La série de romans reçus par Rand Paul à ses dix-sept ans
et le jeune garçon avec son père, quand il était plus jeune

Le premier point qu'il convient de mentionner, et qui ressort de tous les avis portés sur le Rand des jeunes années, est sa remarquable curiosité intellectuelle, une curiosité évidemment entretenue et développée par son père.

Dès son plus jeune âge, Rand s'intéressa aux questions politiques, et se forma sur ces questions sans que son père s'en rende bien compte. Sentant plus tard cet intérêt croître chez son jeune fils, Ron l'accompagna autant que possible, en proposant des lectures et en discutant avec lui sur les sujets qui leur tenaient tous les deux à cœur. Ainsi Rand se mit-il à lire des ouvrages d'économie, recommandés par son père. Pour ses 17 ans, il reçut comme cadeau d'anniversaire une collection de romans d'Ayn Rand, qu'il dévora avec une extrême avidité, ainsi qu'il l'affirmera plus tard. [27]

Ron Paul répondait immédiatement aux demandes de lecture de Rand et précédait d'ailleurs ainsi avec tous ses enfants. Il les encourageait à approfondir l'étude des questions qui les intéressaient afin qu'ils se forgent une plus sûre conviction. « Je venais avec une question, racontera Ronnie, le grand frère de Rand, et mon père me disait : "Tiens, lis ce livre" ou "Voici le livre par lequel j'ai commencé quand je me suis posé la première fois ces questions." » [28] C'est de cette façon que Rand reçut de son père des livres d'économie, notamment ceux de Murray Rothbard, des ouvrages de théorie monétaire, ou, ainsi que nous l'avons dit précédemment, des romans d'Ayn Rand. « Je me suis mis à lire de nombreux économistes autrichiens partisans du marché libre, racontera Rand, des économistes tels que Ludwig von Mises, Friedrich A. Hayek (*La Route de la Servitude* de Hayek est une lecture essentielle pour tout conservateur sérieux), et Murray Rothbard. » [29]

Murray Rothbard eut selon Rand une influence toute particulière sur sa formation intellectuelle. Étoile montante du mouvement libertarien, Rothbard représentait un horizon intellectuel indépassable pour beaucoup de jeunes adeptes, dont Rand était. La fascination du jeune Rand fut aussi boostée par une rencontre dont il se souviendra toujours avec

[27] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.24
[28] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014
[29] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.25

quelque mélancolie : « Lorsque j'étais jeune j'eus la chance de rencontrer Murray Rothbard. Au début des années 1980, il venait à Washington DC pour donner une conférence devant des collègues de mon père. J'eus le privilège de le conduire à l'aéroport et ce fut une merveille d'avoir l'occasion de ce moment rien que tous les deux. » [30]

Durant ses années de lycée, Rand devint un grand fan d'un groupe de rock nommé Rush, parce que les paroles de certaines chansons, à tendance libertarienne, faisaient écho à ses propres conceptions politiques. L'un de ses amis de lycée, Gary L. Gardner Jr., témoignera de ce goût précoce et bien compréhensible eu égard à la destinée future du jeune homme : « De cette époque, confiera-t-il, je me souviens d'avoir été dans un bus de l'équipe de natation et qu'une chanson de Rush fut diffusée. Je pense que c'était la chanson « Trees ». Et Rand me dit : "Mon dieu, écoute les paroles de celle-ci, c'est certain, ces gars ne peuvent être que conservateurs." » [31] Cette chanson, dont les paroles sont reproduites plus loin, avec une traduction, raconte en effet l'histoire d'une forêt dans laquelle les arbres se disputent pour obtenir de la lumière, et dans laquelle le problème se règle par une loi qui s'assure, par l'usage de la force d'une hache, que tous les arbres restent égaux.

Ayant aperçu, s'étant étonné, et plus encore s'étant enthousiasmé de l'intérêt porté par son jeune fils Rand pour les débats d'idées, Ron abreuva sa soif étonnante par des flots généreux de discussions intellectuelles. La plus jeune des filles, Joy, se souviendra de l'époque de leurs grands débats passionnés : « Mon père et Rand débattaient de grandes questions philosophiques pendant des heures », racontera-t-elle plus tard au *New York Times.* [32]

Ce goût, qui s'était affirmé très tôt, n'attendait qu'à être validé par un père bienveillant pour s'épanouir pleinement. « Dans ma jeunesse, écrira Rand, quand des gens venaient à la maison et se mettaient à parler politique, je me sentais tout le temps très à l'aise avec ces dis-

---

[30] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.25

[31] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014

[32] Mark Leibovich, "For Paul family, libertarian ethos began at home", *New York Times*, 5 juin 2010

cussions d'adulte. Quand j'étais plus petit, je me contentais d'écouter, mais en grandissant, je devins pressé de participer. »[33] Et en effet, à peine sorti de l'enfance, Rand manifesta le plus grand des intérêts pour les activités politiques. Quand son père se faisait interviewer par téléphone, le petit Randy n'était jamais bien loin, lui si curieux de ce que son père pouvait avoir à dire, et de ce qu'il pensait sur les grandes questions qui les fascinaient l'un comme l'autre.

Lorsque Ron décida de se présenter à ses toutes premières élections — c'était pour un poste de membre du Congrès, en 1974 — Rand insista pour participer. À peine âgé de 11 ans, il fit du porte à porte pour inciter ses voisins à voter pour son père, candidat pour le parti républicain. Convaincu du bien-fondé de sa démarche, il alla jusqu'à insister auprès de ses frères et sœurs pour qu'ils l'accompagnent. À peine revenu de ces missions de militantisme en famille, Rand était le seul qui prenait le temps d'étudier les sondages et les statistiques démographiques pour guider son père.

Cela ne surprit personne, en réalité, lorsque, à l'âge de la maturité, ce jeune militant de la liberté, lecteur passionné d'Ayn Rand et grand connaisseur de l'École Autrichienne d'économie, se mit tout à coup à faire de la politique et à vouloir se faire élire. Son père racontera que le caractère de son jeune fils permettait parfaitement de l'anticiper. « Tout le monde disait toujours : "Si quelqu'un doit se présenter à une élection, ce sera Rand." »[34]

Cette disposition très particulière, Rand la devait certainement pour beaucoup à son tempérament et à sa curiosité naturelle, qu'il assouvissait avec des études approfondies, quand beaucoup à son âge se contentent d'une vue superficielle avant de se forger un avis sur les grandes questions du monde.

Par le soin constant et sans cesse renouvelé apporté par son père, Rand avait progressé d'une façon sensible dans la quête de la vérité, seul objectif digne de la réflexion intellectuelle. Conscient que ses idées n'étaient pas parfaitement en phase avec l'opinion commune, il n'en

---

[33] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.22

[34] Mark Leibovich, "For Paul family, libertarian ethos began at home", *New York Times*, 5 juin 2010

sera ainsi pas déboussolé pour autant. « Peut-être cela me vient-il de mon père, écrira-t-il, mais je me suis toujours senti très à l'aise avec le fait d'être un homme indépendant et d'avoir une philosophie conservatrice non traditionnelle. » [35]

Plus tard, son père fit même davantage : en luttant de manière dévouée pour les idées de liberté et pour le respect de la constitution ; en fournissant, avec ses nombreuses campagnes électorales, des occasions à son jeune fils de parfaire son propre engagement politique et de faire l'expérience de ce qui reste, pour un homme politique, l'exercice ultime ; en attirant, surtout, des centaines de milliers de supporters dévoués autour de son nom, Ron porta sur ses épaules le destin politique du plus prometteur de ses fils.

Bien conscient de cela, Rand admettra et avouera toujours l'importance de son père dans sa jeune carrière politique : « La popularité dont jouit mon père et l'influence qu'il a ont été une aide considérable pour ma carrière politique. Je ne pense pas que j'aurais pu devenir Sénateur sans lui, mais pendant la plus grande partie de ma vie, et cela est vrai également pour ma vie politique, je n'ai jamais été dépendant de mon père — ce qu'il n'aurait de toute manière pas accepté. » [36]

Parler de Rand Paul comme un jeune homme brillant, passionné par les questions politiques et économiques, et affuté à la rhétorique politique, présente certainement une image flatteuse. Elle ne serait fausse et malhonnête que si nous passions sous silence le tempérament un peu rebelle du futur sénateur du Kentucky. Ainsi elle ne sera pas négligée.

En se proposant de l'exposer, nous ne pensons pas faire offense à l'homme politique, ni même à l'homme tout court. En parler nous permet même de nous le rendre plus vrai, et donc plus aimable. Cela nous fournit aussi l'occasion de clarifier l'un des thèmes qui servit d'attaque contre sa personne. En juillet 2010, peu avant son élection au poste de sénateur pour le Kentucky, une controverse était née autour d'un groupe à l'identité trouble et aux activités sulfureuses, que Rand avait rejoint durant ses années d'études.

---

[35] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.24-25
[36] *Ibid.*, pp.22-23

"The Trees"
Chanson du groupe Rush

There is unrest in the forest
There is trouble with the trees
For the maples want more sunlight
And the oaks ignore their pleas

The trouble with the maples
(And they're quite convinced they're right)
They say the oaks are just too lofty
And they grab up all the light
But the oaks can't help their feelings
If they like the way they're made
And they wonder why the maples
Can't be happy in their shade

There is trouble in the forest
And the creatures all have fled
As the maples scream 'Oppression!'
And the oaks just shake their heads

So the maples formed a union
And demanded equal rights
'The oaks are just too greedy
We will make them give us light'
Now there's no more oak oppression
For they passed a noble law
And the trees are all kept equal
By hatchet, axe and saw

"The Trees"
Chanson du groupe Rush

La forêt n'est pas tranquille
Les arbres sont en colère
Car les érables veulent plus de soleil
Et les chênes négligent leur demande

Le problème des érables
(Et ils sont convaincus d'avoir raison)
Ils dissent que les chênes sont trop grands
Et qu'ils attrapent toute la lumière
Mais les chênes ne peuvent rien y faire
S'ils aiment leur constitution naturelle
Et ils se demandent pourquoi les érables
Ne peuvent être heureux dans leur ombre

Il y a du trouble dans la forêt
Et toutes les espèces ont disparu
Tandis que les érables crient "Oppression"
Et que les chênes hochent la tête

Alors les érables s'unissent
Et demandent l'égalité des droits
"Les chênes sont trop gourmands
Nous devons les forcer à nous donner de la lumière"
Désormais l'oppression des chênes a disparu
Car est apparue une loi noble
Et tous les arbres sont maintenus égaux
By hatchet, axe and saw

Créé en 1926 à l'Université de Baylor, que Rand rejoindrait en 1967, ce groupe était intitulé NoZe Brotherhood. Avant d'être associé à des activités de contestation et de provocation, il avait d'abord constitué une blague : un jeune homme nommé Leonard Shoaf venait d'entrer à l'Université, et ses amis plaisantèrent sur le fait que son nez, qui était en effet plus grand que la moyenne, l'était tellement qu'il pourrait se former un club autour de lui. Ainsi naquit Nose Brotherhood.

Au fil des années, ce qui fut jadis une plaisanterie entre amis se constitua en groupement organisé. Le groupe se mit à se positionner contre la mentalité pieuse et sérieuse de l'université. Les nouveaux membres, dont l'identité, d'abord libre, finira par devenir confidentielle, se faisaient élire et intégrer dans la communauté en suivant des procédures étonnamment bien définies. Ils se retrouvaient ensuite ou pour fumer, ou pour discuter, ou pour préparer la publication humoristique du groupe, intitulée *The Rope*.

Cette publication, inaugurée en 1954, fut une réponse à l'existence du journal officiel de l'Université de Bayle, intitulée *The Lariat*. Dans *The Rope* étaient publiées des tirades humoristiques contre le conservatisme des mœurs, le respect de l'autorité, mais plus encore contre la religiosité de l'établissement universitaire. Dans un article intitulé « Fishy Bibles », nous lisons l'histoire d'un Californien de 83 ans qui avoue être le véritable auteur de la Bible : « je l'ai écrit comme une blague » raconte l'homme. Ces textes provocateurs n'étaient bien évidemment pas du goût de l'administration de l'université.

Le groupe Nose Brotherhood fit également parler de lui par des actes de provocation et de vandalisme. Un jour, le groupe fit lâcher près de 4 000 balles de ping-pong dans la chapelle de l'université. Une autre fois, ils y lâchèrent un âne. Certains membres s'amusèrent également à repeindre en rose — c'était la couleur du groupe — certaines constructions de l'université, comme la fontaine, ou du matériel, tel que les sièges de toilette. Ces provocations servaient parfois l'objectif principal du groupe, qui était de se moquer de la religion. C'est ainsi que la statue de Jésus-Christ présente sur le campus disparut un jour, et qu'on trouva à la place cette note : « De retour dans trois jours », un moyen de moquer la résurrection du Christ.

Au cours des années 1960, Nose Brotherhood se radicalisa. Les actes de provocation, et même de vandalisme, s'accrurent, jusqu'à ce qu'en 1965 l'administration de Bayle ne décide d'interdire le groupe. « Ils se sont moqués non seulement de la religion baptiste, mais du christianisme et de Jésus-Christ » écrira Herbert Reynolds, le président de l'université, dans les colonnes du *Lariat*. Le groupe fonctionna alors de manière illégale, et fit évoluer son nom de Nose à NoZe, sans doute pour accompagner cette mutation.

C'est en 1967 que Rand Paul rejoignit l'Université de Bayle, deux ans après l'interdiction, et surtout deux ans après que, par voie de conséquence, l'identité des membres soit devenue secrète. Il n'est donc pas possible d'affirmer clairement que Rand se soit mêlé à ce groupe, ni, s'il l'a fait, de mesurer la portée de son engagement. Selon le témoignage de certains étudiants, qui étaient à Bayle en même temps que Rand, ce dernier aurait bel et bien été un membre du groupe, mais aurait été peu actif tant dans la préparation des actes de provocation ou de vandalisme que dans la publication du journal *The Rope*. Certainement, Rand n'était pas tendre en privé avec le christianisme. Selon William John Green, à l'époque membre de NoZe, « Randy fumait de l'herbe et se moquait des croyants. Aucun d'entre nous ne l'a jamais entendu faire un sermon en faveur de la religion. » [37] Cependant, ce même jeune homme affirmera que Rand ne participait pas beaucoup à l'écriture de *The Rope*, ce qui permet de supposer que s'il fut un participant, il ne fut jamais l'un des leaders du groupe.

On raconte cependant un épisode précis dans lequel Rand est intervenu, et qui fit naître de nombreuses critiques à son endroit. La scène se déroula à l'université de Bayle, dans l'une des chambres étudiantes situées sur le campus. Elle fut décrite aux médias par une camarade de classe de Rand, restée volontairement dans l'anonymat. Cette jeune femme aurait vu Rand pénétrer dans sa chambre accompagné d'un ami. Les deux hommes lui auraient ensuite lié les mains, avant de la contraindre à fumer de la marijuana puis à se prosterner devant une fausse idole appelée 'Aqua Buddha'. Cet évènement fut pour la première fois

[37] Matt Taibi, "Rand Paul's bizarre college fraternity", *Rolling Stone*, 21 octobre 2010

raconté par le magazine GQ, en aout 2010, puis repris par de nombreux médias, qui parlèrent de séquestration et de kidnapping. Cette exagération a poussé la jeune femme à préciser son récit quelques jours plus tard. Dans le *Washington Post* du 11 août, elle précisa que les deux hommes étaient ses amis, et qu'elle les a laissés volontairement entré. Elle les a suivi volontairement car cette fausse séquestration était comme un jeu. « Je me suis laissé faire parce qu'ils étaient des amis à moi, affirma la jeune femme. Il y avait un degré implicite de coopération dans toute cette affaire. J'avais l'impression de me faire bizuter. » [38]

L'affaire sortit au grand jour à l'occasion de la campagne sénatoriale dans le Kentucky. L'opposant de Rand, le démocrate Jack Conway, l'accusa de ne pas être en phase avec les valeurs des habitants de l'État du Kentucky. Il fit mention de ces faits controversés lors des débats organisés entre les deux candidats, et fit même diffuser une publicité de campagne centrée exclusivement sur cet élément.

Dans la publicité, on entend que Paul était membre d'une société secrète qui se moquait de la religion en qualifiant la Bible de fumisterie, une société qui se fit bannir de l'Université pour ses attaques répétées contre le christianisme. La publicité mentionne aussi, bien sûr, l'affaire de la jeune femme, et pose cette question : « Pourquoi Rand Paul a-t-il un jour attaché une femme et l'a forcé à se prosterner devant une fausse idole en disant que son Dieu était 'Aqua Buddha' ? »

Pour terminer, des questions sont posées sur les propositions du candidat sur le sujet religieux, et notamment une : Rand est favorable à la fin des subventions fédérales pour les Églises. Cette position lui est reprochée, tandis qu'elle fait grand sens. Voici quelle est l'idée défendue par Rand : « Je pense que cette sorte d'argent [les subventions aux organisations religieuses] pollue en quelque sorte la mission d'une organisation purement chrétienne, ou musulmane, ou autre, quelle qu'elle soit, et cela rend plus obscure la séparation entre l'Église et l'État, qui devrait vraiment exister. Nous ne devrions pas envoyer de l'argent public dans les églises. Nous devrions laisser les églises réaliser le travail de charité, ce travail qui est formidable, mais nous ne devrions pas les cor-

---

[38] Greg Sargent, « Exlusive: Rand Paul's accuser clarifies 'kidnapping'', *Washington Post*, 11 août 2010

rompre avec de l'argent public. » [39] C'était donc déformer profondément l'idéal de Rand Paul que de l'accuser d'être anti-chrétien, quand son seul désir est en réalité de protéger l'Église de la main corruptrice de l'État fédéral.

Au cours du débat télévisé entre les deux candidats, la discussion a dès le départ été porté sur le sujet de l'appartenance de Rand Paul à cette société secrète — Conway prétextant que « les valeurs sont importantes » pour attaquer son adversaire sur ce terrain. Rand répondra en niant les allégations de kidnapping et s'offusquera qu'un débat politique puisse arriver sur un terrain aussi peu approprié : « Vous ne faites que mentir et mentir, parce que vous avez honte de vos positions, affirma Paul d'un ton assuré. Vous rabaissez l'État du Kentucky. »

Jesse Benton, porte-parole de la campagne de Rand, s'indigna du tour pris par la campagne sénatoriale entre les deux camps : « Maintenant les démocrates viennent déterrer des articles vieux de 30 ans, qui ne sont même pas attribués à Rand ? Ils doivent voir comment le programme gauchiste de Jack Conway, avec l'assurance santé obligatoire, les plans de sauvetage, et les augmentations d'impôt, est accueilli dans le Kentucky, et ils sont vraiment désespérés. » [40]

Il est vrai que l'affaire était assez ridicule. Malheureusement pour le candidat démocrate, la vigueur de sa campagne négative contre son adversaire se retourna finalement contre lui, les électeurs y voyant un moyen de s'éloigner des vrais sujets.

Surtout, il est un fait assez évident, et c'est que l'appartenance au Noze Brotherhood (qui d'ailleurs n'est pas véritablement prouvée) ne signifiait pas que Rand, dans sa jeunesse, ait eu des sentiments anti-chrétiens, qu'il ait cultivé une haine de la religion, ou même qu'il ait été un mauvais croyant. Son appartenance à ce groupe signifie simplement qu'il avait l'esprit critique, qu'il aimait la provocation et refusait le respect aveugle de l'autorité.

Au lieu de fonder ou de rejoindre les nombreux groupes étudiants chrétiens, religieux, ou même conservateurs, comme c'était l'usage

---

[39] Rand Paul dans l'émission "Kentucky Tonight", 20 juin 2008

[40] Ben Smith, « Rand Paul's college group mocked Christians », *Politico*, 10 décembre 2010

quand on était le fils d'un homme politique républicain, Rand Paul fit le choix de Noze, un groupe provocateur. Si cela prouve donc quoi que ce soit à propos de cet homme, c'est qu'il a le sens de l'humour et aime être créatif, innovant et anticonformiste. Certains journalistes, prenant la défense de Rand Paul devant une attaque déplacée et excessive, firent valoir que cet élément était plus de nature à bénéficier au candidat républicain qu'à lui être néfaste :

> « Ce que cette affaire enseigne, écrivit Jason Zengerle pour *The New Republic*, c'est que contrairement à de nombreux hommes politiques qui disent être non-conformistes, Paul l'est bel et bien. Tout au long de sa vie, d'abord en tant qu'étudiant à Baylor, ensuite en tant qu'ophtalmologiste proscrit qui essayait de faire sécession de l'organisation professionnelle principale dans sa spécialité, afin de protester contre ses règles d'admission, et finalement en tant que candidat pour le Sénat, qui se présenta contre l'avis de l'appareil du Parti républicain du Kentucky au cours de la primaire, Paul a prouvé un manque de respect profond pour l'autorité et les institutions. En cela, il est très différent de beaucoup de sénateurs américains. Et si Rand Paul parvient jusqu'à Washington, il est évident qu'il montrera une attitude identique. » [41]

En allant plus loin, on pourrait même ajouter qu'il est rassurant de s'apercevoir qu'à la fin d'une campagne de décrédibilisation de Rand Paul, les équipes de son adversaire démocrate ne sont parvenus qu'à trouver ce fait pour effectuer leur charge critique. C'est ce qu'affirmera Kevin D. Williamson : « Si le pire qui puisse être raconté sur Rand Paul est qu'il a été jadis un adolescent rebelle avec un sens de l'humour légèrement déplacé, alors Rand Paul est probablement l'homme politique le plus irréprochable au Sénat depuis Charles Sumner. » [42] Voilà un compliment bien vigoureux, quand on sait que Sumner siégea au Congrès américain au cours des années 1860 !

---

[41] Jason Zengerle, « The Most Despicable Ad of the Year », *New Republic*, 19 octobre 2010

[42] Kevin D. Williamson, "Good for Rand Paul", *National Review*, 18 octobre 2010

CHAPITRE 2
UN PÈRE ENGAGÉ

Les origines de la famille Paul — Les premières convictions de Ron — 1971 : la révélation de la politique — Première campagne, premier échec — L'élection au Congrès — Ron Paul, soutien de Ronald Reagan — L'envie d'en faire davantage.

La famille Paul n'avait pas joui d'une destinée facile. Casper Paul, le premier de la famille à s'être installé aux États-Unis, avait été contraint de quitter son Allemagne natale au début des années 1920 pour éviter de faire tomber sa famille dans une faillite financière. Lui avait connu les dangers du papier monnaie et les ravages de l'hyperinflation, deux thèmes qui hanteraient plus tard la conscience politique de son petit-fils, Ron Paul.

Casper s'installa à Pittsburgh, en Pennsylvanie, et travailla dans une aciérie. Le salaire modeste qu'il en retirait permettait à sa famille de vivre, mais lui comme sa femme vécurent dans la constante inquiétude de retourner dans la misère. Ron se souviendra du fait que quand on proposait à sa grand-mère de liquider certains avoirs pour élever leur niveau de vie, la femme répondait avec un grand sens des responsabilités : « Non. On ne sait jamais. Nous pourrions tomber à court d'argent ». [43]

Howard Caspar Paul et sa femme Margaret, les parents de Ron, n'avaient pas vécu dans un bien meilleur temps : ils se marièrent deux jours seulement avant le crash de 1929. [44] D'un milieu modeste, ils géraient une laiterie à proximité de Pittsburgh, celle que le grand-père Casper avait créée dans ses vieux jours. C'est dans cette laiterie que Ron Paul travailla pour la première fois. Dès son plus jeune âge, avec ses frères, il était chargé de vérifier la qualité des bouteilles de lait qui

---

[43] Brian Doherty, « The Ron Paul family saga », *Reason*, 12 décembre 2011
[44] David M. Halbfinger, "Ron Paul's flinty worldview was forged in early family life", *New York Times*, 5 février 2012

sortaient de la ligne de fabrication. Chacun d'eux gagnait un penny à chaque bouteille défectueuse repérée.

Les idées politiques de la famille Paul, profondément enracinées dans la droite américaine, formèrent un terreau pour le libertarianisme de Ron. Celui-ci mordit à l'hameçon de la politique dès son plus jeune âge. À chercher des traces de ce goût dans son enfance, on est surprise d'en trouver en si grande quantité. Ainsi que l'affirme le journaliste David M. Halbfinger, « ce qui surprend le plus à travers les interviews de Ron Paul et les souvenirs de ses proches, amis et collègues, ce n'est pas seulement à quel point ses idées sont différentes, mais aussi à quel point il développa sa vision du monde tôt dans sa vie, cette vision du monde qui a depuis guidé presque tous ses choix politiques ou financiers. » [45]

Avec ses frères, Ron abordait pourtant assez peu les questions politiques ou économiques. Étant enfant, c'est même eux qui avaient tendance à le former de ce point de vue. On raconte qu'un jour, en pleine Seconde Guerre mondiale, Ron Paul et son frère Bill, âgés respectivement de sept et dix ans, rassemblèrent leur argent gagné récemment à la laiterie dans le but de le dépenser ensemble. Devant la faiblesse de la somme ainsi collectée, à rapprocher de l'inflation de l'époque, le jeune Ron eut cette proposition : « Et pourquoi le gouvernement ne pourrait-il pas simplement imprimer de l'argent ? » Pour la première fois, quelqu'un lui expliqua pourquoi la création monétaire n'était pas une solution. Son frère Bill lui dit : « Alors la monnaie n'aurait plus aucune valeur. » [46]

Plus tard, pendant ses études, Ron Paul ayant pris de l'assurance, et ayant étudié plus en profondeur ces questions, il exposait à ses amis ses idées économiques et politiques, les étonnant par la vigueur de ses arguments. « Il pensait qu'il ne fallait pas que l'État fédéral agisse beaucoup, se souviendra Siegfried Smith, un camarade de classe. Et cela à une époque où il agissait peu. » [47]

---

[45] David M. Halbfinger, "Ron Paul's flinty worldview.."
[46] Allen G. Breed, "In third White House bid, Paul's message the same", *Yahoo News*, 10 décembre 2011
[47] David M. Halbfinger, "Ron Paul's flinty worldview.."

À côté de cela, Ron était un élève brillant, quoique peu sérieux. À deux reprises, il se fit expulser de l'école. « Il ne pouvait supporter les directeurs qui agissaient comme des dictateurs, dira son frère Jerry. Il les qualifiait de fascistes. » [48]

Quel que soit le cadre dans lequel il évoluait, Ron restait fidèle à ses principes et n'oubliait pas de les exposer aux autres, pour convaincre ou au moins pour informer. D'une manière générale, il semblait très fier de ses idées.

En formation à l'Hôpital Magee-Women, il profitait ainsi des temps de pause pour les exposer à ses collègues. « Il n'arrêtait pas de parler de la quantité d'or qu'il y avait à Fort Knox, et de pourquoi nous ne devions pas être au Vietnam, racontera Sheldon Weinstein, une collègue de l'époque. Pour moi, c'était nouveau. Je le considérais comme un excentrique. » [49]

Après des études à l'Université de médecine de Duke, à Durham, en Caroline du Sud, Ron Paul reçut une lettre lui proposant de rejoindre l'armée en tant que médecin. « Je me suis porté volontaire immédiatement » racontera-t-il plus tard avec fierté. [50]

L'époque de son enrôlement dans l'armée fut très influente pour sa carrière future. Confronté à l'expérience de la guerre, même sans participer sur le terrain des opérations, il eut conscience de la signification pratique de la politique étrangère américaine. Peu à peu, il rejeta l'idéal pervers d'une Amérique gendarme du monde :

> « Je fus employé comme chirurgien dans l'Air Force Flight à partir d'environ 1963. Une expérience personnelle qui m'a véritablement fait commencer à réfléchir à la guerre fut que je réalisais beaucoup d'opérations sur des officiers de l'armée qui cherchaient à devenir pilotes d'hélicoptère. Je ne sais pas si vous vous en souvenez, mais au cours des premières années de la guerre du Vietnam, beaucoup de nos hélicoptères furent abattus. Cela me fit réfléchir sérieusement à mon rôle dans le fiasco du Vietnam. Dans un certain sens je ne participais pas directement, mais je participais indirectement. Après que des

[48] Brian Doherty, « The Ron Paul family saga », *Reason*, 12 décembre 2011
[49] David M. Halbfinger, "Ron Paul's flinty worldview was forged in early family life", *New York Times*, 5 février 2012
[50] Brian Doherty, « The Ron Paul family saga », *Reason*, 12 décembre 2011

> années soient passées, je suis devenu nettement plus fasciné par la politique étrangère, en raison de cette expérience, et cela a joué un rôle majeur dans mon rejet de notre politique étrangère déraisonnable qui nous a fait intervenir dans des pays comme le Vietnam. » [51]

Ron Paul en conclut surtout que les guerres, si elles méritaient d'être combattues, devaient être déclarées et votées par le Congrès. En respect de la constitution américaine, ce serait au Congrès de se prononcer sur le fait de savoir si une guerre était inévitable, si elle était une réponse proportionnée à une agression, et si elle pouvait être gagnée. D'une manière générale, Paul recommandait d'être très prudent : « Ma conviction fondamentale, c'est que nos Pères Fondateurs avaient profondément raison quand ils s'engageaient dans une guerre très très prudemment, très très rarement, et non pas suite à la décision d'un seul homme. » [52]

C'est également au cours de ces années que Ron Paul trouva, par la lecture, des fondements intellectuels à ce qui avait constitué jusqu'alors une conviction intuitive et spontanée. Ce fut avec une grande avidité qu'il lut pour la première fois *La Route de la Servitude* de l'économiste autrichien Friedrich Hayek, un réquisitoire contre toutes les formes d'interventionnisme et en même temps un puissant manifeste en faveur de la liberté individuelle. Son goût se porta ensuite sur les ouvrages des économistes de l'École Autrichienne, tels Ludwig von Mises. Il dévora également les romans d'Ayn Rand, et notamment *The Fountainhead*, qu'il fera plus tard lire au jeune Randy, avant que lui-même, devenu père, le fasse lire à son propre fils.

C'est pourtant aussi tard qu'en 1971 qu'il décida de se lancer en politique. Cela était dû à un événement bien particulier, qui arriva le 15 août 1971, et dont il se souviendrait pendant toute sa carrière. Cet événement précis, ce fut la décision prise par le président Richard Nixon de suspendre la convertibilité en or du dollar. Pour le grand lecteur et désormais grand disciple des économistes autrichiens comme Ludwig

---

[51] « In Defense of our "Unalienable Rights". An Interview with Congressman Ron Paul, M.D. », "J Taylor's Gold & Technology Stocks" Newsletter, 3 Mai 2000

[52] Allen G. Breed, "In third White House bid, Paul's message the same", *Yahoo News*, 10 décembre 2011

von Mises, pour qui l'étalon-or était une assurance contre le désordre monétaire, c'était un véritable choc. « Après ce jour, expliquera-t-il plus tard, toute monnaie deviendrait de la monnaie politique plutôt que de la monnaie possédant une vraie valeur. J'étais stupéfait. » [53] Convaincu de la supériorité des monnaies métalliques sur les monnaies purement de papier, pour la simple raison que les unes ont une valeur réelle et que les autres ne reposent que sur la confiance en l'État émetteur, Ron Paul s'attendait à ce que cette décision soit suivie de larges critiques et d'une prise de conscience par la population américaine des dangers économiques qui se profilaient. Rien de tout cela n'arriva : bien au contraire, c'est dans les hourras des personnes initiées, et dans l'indifférence des autres, que fut accueillie la nouvelle. C'est alors que Ron Paul se décida à se présenter aux prochaines élections :

> « Je pris la décision de me présenter pour entrer au Congrès en réaction aux effets désastreux des contrôles sur les salaires et sur les prix, contrôles imposés en 1971 par l'administration Nixon. Lorsque les marchés financiers commencèrent à répondre euphoriquement à la mise en place de ces contrôles et à la fin de la convertibilité du dollar en or, et lorsque la Chambre du Commerce et de nombreux autres groupes et entreprises y apportèrent un soutien enthousiaste, je compris que quelqu'un en politique se devait de condamner les contrôles, et d'offrir l'alternative qui puisse expliquer le passé et donner de l'espoir pour le futur : la défense des marchés libres par les économistes autrichiens. » [54]

Il fallait du courage à Ron Paul, il fallait des convictions, des principes, et la foi en la politique, pour oser se lancer dans la grande bataille électorale de 1974. Le vingt-deuxième district congressionnel de l'État du Texas n'était pas réputé le plus facile pour un républicain. Certes, les dispositions démographiques et l'histoire même de cette population ne la rendaient pas tout à fait sourde au message du GOP. Cependant, depuis 1958, le district était dominé par le Parti Démocrate. En cette année de 1958, un certain Robert « Bob » Casey remporta l'élection au

---

[53] Allen G. Breed, "In third White House bid, Paul's message the same", Yahoo News, 10 décembre 2011

[54] Ron Paul, *Mises et l'école autrichienne*, Institut Coppet, 2013, pp.2-3

Congrès face à son adversaire républicain, Thomas Everton Kennerly Sr., avec une large avance, 61,7% contre 33%. Casey avait exercé plusieurs fonctions juridiques dans l'administration du Texas avant de participer aux élections, et il l'emporta sans difficulté.

En 1974, Robert Casey semblait être l'un des membres du Congrès les plus indéboulonnables. Sa réélection, qui lui paraissait tout à fait assurée, n'était contestée que par trois candidats : James T. Smith, Ron Paul, et Jill Fein. Des trois, seul Ron Paul paraissait un candidat crédible. Fein, notamment, membre du Parti des Travailleurs Socialistes (*Socialist Workers*), ne fournissait dans cette course qu'une candidature de témoignage.

La campagne s'engagea donc pour l'inexpérimenté Ron Paul. Il eut la chance d'être aidé par son jeune fils Rand. Celui-ci fit même du porte à porte avec ses frères et sœurs, essayant de convaincre les électeurs Texans de donner leurs voix au défenseur de la liberté individuelle, de la constitution et de la monnaie saine. Selon les dires de Mary Jane Smith, la directrice de campagne de Ron Paul, chaque fois que l'équipe de campagne se réunissait confidentiellement avec le candidat républicain pour discuter de la stratégie ou des sondages, le jeune Randy n'était jamais bien loin et prêtait toujours une oreille attentive aux propos tenus. [55]

Le mardi 5 novembre 1974, à 7 heures du matin, les bureaux de vote ouvrirent dans le sud du Texas, pour fermer à 8 heures au soir. Dans la nuit, les premiers résultats furent sans appel : le candidat démocrate Robert Casey l'emporta dans le vingt-deuxième district. Avec 69,54%, il devançait largement Ron Paul, deuxième avec 28,35%. Les deux autres candidats, Smith et Fein, récoltèrent respectivement 1,23% et 0,88%.

À l'heure de tirer un bilan de ce premier échec électoral, Ron Paul rappela qu'il n'était intéressé que par le message, et qu'il ne profitait de cette élection que pour diffuser ses idées. Ainsi, à ceux qui le réconfortaient d'avoir perdu, il répondait que tout cela ne comptait pas, et que surtout il ne voulait pas être élu : il voulait faire de la pédagogie. Satisfait d'avoir pu le faire, Ron Paul reprit sa casquette de docteur.

---

[55] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014



Ron Paul du temps de ses études à Duke (1961)
et lors de sa campagne pour le Sénat, en 1976

En 1976, la nomination inattendue de Robert Casey au sein de la Commission fédérale maritime fut l'occasion d'une nouvelle élection, et, pour Ron Paul et son fils, celle d'une nouvelle campagne. Dans l'urgence, le candidat libertarien n'apparaissait pas seulement comme le meilleur candidat pour représenter le camp du GOP, il apparaissait même comme le seul possible. La campagne, initiée dans la hâte bien qu'avec une vraie euphorie, vit s'affronter Ron Paul, candidat pour le Parti républicain, et Robert Gammage, qui prenait la suite de Casey pour les démocrates.

La campagne s'annonçait facile pour Gammage. Son prédécesseur démocrate, réélu depuis 1958, avait laissé aux électeurs un assez bon souvenir. Proche de ses électeurs, il savait se faire aimer… et élire. L'année 1976 était aussi particulièrement favorable. Le 8 août 1976, le président républicain Richard Nixon avait démissionné, à la suite du célèbre scandale du Watergate. Ce climat d'affaires avait provoqué un mouvement de défiance envers les hommes politiques du GOP. Comment Grammage aurait-il pu croire, dans ces conditions, qu'un candidat qui n'avait reçu que 28% deux ans auparavant, pourrait emporter la lutte ?

Son adversaire était en plus une sorte de marginal. « Beaucoup de gens ne le prenait pas au sérieux », dira Grammage. Cela tenait sans doute au fait que Ron ne jurait que par la politique monétaire. « Ron Paul fut toujours tout à fait constant et cohérent, se souviendra son adversaire. Je disais à l'époque que peu importe le sujet discuté, d'une façon ou d'une autre il finirait toujours par le ramener à l'étalon-or » racontera Gammage. [56]

Malheureusement pour le candidat démocrate, le discours cohérent de Ron Paul trouvait un réel écho auprès des électeurs Texans, inquiets devant la montée des prix et le dérapage des comptes publics de l'État fédéral américain.

Un autre point que Robert Gammage avait sous-estimé, c'est que son adversaire avait une vraie popularité auprès des femmes de son comté. « J'avais de grandes difficultés dans le comté de Brazoria, là où

[56] Wade Goodwyn, « Paul Has Long Drawn Support from Unlikely Places », National Public Radio, 7 Octobre 2007

Ron Paul exerçait, parce qu'il avait participé à l'accouchement de la moitié des bébés du comté, racontera Grammage, hilare, longtemps après l'élection. Il n'y avait que deux obstétriciens dans le comté, et l'autre était son partenaire. »[57]

Malgré ces quelques forces, Ron Paul n'imaginait en aucun cas être capable de mettre en difficulté son adversaire démocrate. Lui qui n'était pas là pour être élu, mais pour faire de la pédagogie, s'était fait peu d'illusion sur ses chances de succès, deux ans après sa première défaite. Et pourtant, la campagne pour le poste de membre du Congrès pour le vingt-deuxième district s'acheva au début du mois d'avril 1976, avec un résultat heureux pour Ron Paul. « Je ne m'attendais pas à être élu, parce que j'étais cynique, et j'étais négatif : je disais que les gens ne souhaitaient pas être libres, et qu'ils voulaient au contraire que l'État s'occupe d'eux, qu'ils voulaient dépendre de l'État, et qu'ils voulaient que l'État Providence et le complexe militaro-industriel soient puissants. »[58]

En avril 1976, Ron Paul remporta finalement l'élection au Congrès, et partit pour Washington. Dès l'été, il fut rejoint par son fils Rand, qui rejoignait le Capitole pour un stage d'été auprès de son père nouvellement élu.

En cette même année de 1976 était prévue l'élection présidentielle. Ron, bien entendu, n'y songea pas pour lui, mais vit dans les nombreux candidats aux primaires de son parti, le Parti Républicain, un homme représenter mieux que les autres les idées en lesquelles il croyait. Cet homme politique, ancien acteur reconverti, s'appelait Ronald Reagan.

Enfant de l'Illinois, Ronald Reagan avait fait ses armes à l'Eureka College. Il y étudia à la fois l'économie et la sociologie, mais c'est finalement dans l'industrie de la radio, et d'abord dans celui de la radio sportive, dans l'État de l'Iowa, que le jeune Ronald Reagan commença sa carrière. De rebondissements en rebondissements, celle-ci le conduisit finalement à Hollywood, où il signa un contrat de sept ans avec la Warner Bros. Sur la scène politique, les premiers pas de Reagan furent

---

[57] Wade Goodwyn, « Paul Has Long Drawn Support from Unlikely Places », National Public Radio, 7 Octobre 2007

[58] Wade Goodwyn, « Paul Has Long Drawn Support from Unlikely Places », National Public Radio, 7 Octobre 2007

réalisés dans le sillon du Parti Démocrate. Il apporta publiquement son soutien à Harry Truman, en 1948, avant de se prononcer en faveur des Répu-blicains Eisenhower et Nixon, tout en conservant son affiliation au Parti Démocrate. Son évolution se fit au fil des années. En 1961, à l'occasion de l'introduction de ce qui deviendrait le Medicare, le programme gouvernemental de couverture maladie, il se fit plus radical pour indiquer son opposition. Lors d'une allocution radiodiffusée, il expliqua aux auditeurs qu'il était de leur devoir d'envoyer des courriers à leurs hommes politiques pour empêcher le vote de cette loi, sans quoi :

> « Nous nous réveillerons et trouverons que nous vivons dans le socialisme. Si vous ne faites pas cela, si vous ne le faites pas, un de ces jours vous et moi nous allons passer nos vieilles années à raconter à nos enfants, et aux enfants de nos enfants, ce que c'était que l'Amérique au temps où les hommes étaient libres. » [59]

Trois ans plus tard, lors de l'élection présidentielle de 1964, Ronald Reagan, désormais ardent défenseur du libertarianisme, fit campagne auprès de Barry Goldwater. Dans un discours intitulé « A Time for Choosing », il expliqua :

> « Vous comme moi sommes priés de choisir entre la gauche et la droite, mais je considère qu'il n'y a pas de gauche ou de droite. Il n'y a que le bas et le haut : en haut, les rêves éternels de l'homme — le maximum de liberté individuelle compatible avec l'ordre — ou en bas, les fins fonds du totalitarisme. »

Ce discours historique rapporta plus d'un million de dollars de dons à la campagne du candidat Goldwater, en même temps qu'elle transforma Ronald Reagan en personnalité politique de premier plan. Conscient de cela, l'année suivante il annonçait sa candidature pour l'élection de Gouverneur de Californie. Il remporta l'élection et conserva son poste jusqu'en 1975.

[59] Ronald Reagan, Operation Coffee Cup Campaign against Socialized Medicine, 1961

Ron Paul et son fils Rand (à droite sur la photo), avec Ronald Reagan
et Ron Paul s'entretenant avec le candidat Reagan (1976)

Finalement, après ces premières expériences politiques, Reagan osa défier le président républicain en place, Gérard Ford, lors de la primaire du GOP de 1976.

La campagne des primaires du GOP devait s'achever, comme elle le fait chaque fois, lors de la Convention Nationale du Parti républicain, tenue cette année-là à Kansas City.

Ron Paul se positionna pour Ronald Reagan. Ils ne furent que trois membres du Congrès à faire comme lui le choix de l'audacieux et radical Ronald Reagan.

Rand Paul, alors âgé de treize ans, accompagna son père lors de la Convention nationale de 1976. Il en garda un souvenir impérissable : « La Convention Nationale Républicaine de 1976 fut probablement la convention la plus formidable du siècle. » [60]

C'est surtout l'aspect sensationnel de l'évènement qui retint l'attention du jeune homme. Pour la première fois, également, il voyait un homme défendant ses principes se faire ostraciser ouvertement. « Tout le monde pressait Reagan de s'asseoir et de se taire, racontera Rand. Ils disaient que ce n'était pas son heure, et que son heure ne viendrait pas. L'appareil du parti souhaitait Ford. » [61] Rand Paul et son père furent parmi les seuls à soutenir Ronald Reagan, à cette époque où il n'était encore qu'un prétendant jugé trop radical.

C'est avec une certaine amertume que Rand Paul se fit plus tard sermonner par des collègues républicains, lesquels lui firent la leçon sur ce qu'aurait fait Reagan, notamment en politique étrangère.

> « J'étais là à la convention de 1976 lorsque mon père fut l'un des quatre membres du Congrès seulement à soutenir Reagan face au président républicain en place, et maintenant ces hommes d'appareil osent venir me faire la leçon à propos de Reagan ? À ce moment j'ai pensé : la plupart de ces gens ont soutenu Ford ! C'est moi qui devrais leur faire la leçon ! » [62]

---

[60] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.22
[61] Erica Ritz, « Rand Paul's Prediction About Future Presidential Elections", The Blaze, Feb. 13, 2014
[62] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.24

Finalement, Ford l'emporta en glanant 1 187 délégués, contre seulement 1 070 pour Reagan. Quatre ans plus tard, ce serait enfin son tour, et il remporterait deux fois consécutivement les élections présidentielles. Mais en 1976, seuls Ron Paul et son fils voyait en lui ce que vit ensuite tout le camp républicain. Ne sachant pas que l'histoire finirait par donner raison à leur positionnement, les deux hommes s'en retournèrent à leur vie personnelle, déçus de la politique.

Fatigué par l'enchainement des campagnes électorales infructueuses, Ron Paul se désintéressa provisoirement de la vie politique nationale. Ce n'est qu'en 1984, après les premiers dérapages de l'administration Reagan, qu'il fut à nouveau convaincu de l'utilité et de la pertinence de ses propositions et de son message.

Cette année-là, Ron Paul se présenta aux élections pour le Sénat américain, et affronta Phil Gramm. C'était à nouveau l'ambiance des campagnes chez les Paul, pour le plus grand bonheur de Rand, alors étudiant à l'Université de Baylor.

Cette campagne ne s'avéra pas plus heureuse pour le candidat Ron Paul, toujours affiché comme un républicain. Elle offrit néanmoins à Rand une opportunité unique et rare de construire sa propre destinée politique. Invité pour un débat télévisé face au démocrate Phil Gramm, Ron laissa son jeune fils de 21 ans prendre sa place, parce que lui était attendu à Washington DC pour un vote important à la Chambre des Représentants.

Il s'agissait là de la première intervention publique du jeune homme. Bien que peu habitué à cet exercice, il sembla effectuer là une solide première, de l'avis même de son adversaire, qui racontera plus tard : « Je l'ai écouté très attentivement et je me souviens que le jeune homme s'en sortit très bien. » [63]

Ce fut une leçon formidable pour Rand, qui comprit qu'il pouvait enfiler le costume de l'homme politique sans qu'on puisse dire qu'il n'était pas taillé pour. Il comprit que cette carrière lui tendait les bras, et qu'il la voulait. « Je n'oublierai jamais l'exemple de mon père et les opportunités qu'il m'a données au tout début de ma propre odyssée

[63] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.21

politique » expliquera-t-il, commentant cet évènement de jeunesse. [64] Nous avions assistés à la naissance d'une personnalité politique.

[64] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.21

CHAPITRE 3
LE TEMPS DES ÉTUDES ET DE LA VIE

Les années au Lycée — Le goût pour la médecine — De Baylor à Duke — La rencontre avec Kelley Ashby — Mariage et famille — Le métier d'ophtalmologiste — La Southern Kentucky Lions Eye Clinic.

En attendant une éventuelle carrière politique, ou en attendant du moins une nouvelle campagne électorale de son père, qui lui faisait sentir comme s'il avait déjà embrassé cette carrière, Rand Paul devait poursuivre ses études, obtenir son diplôme, se former à un métier, trouver une épouse, et fonder une famille, autant de défis qui nécessitent plus de volonté et de courage que toutes les campagnes électorales du monde. Avant le temps de la politique, c'était le temps des études et de la vie.

Rand Paul commença ses études à l'Université de Baylor, située à Waco, au Texas. Au sein de cette université de taille américaine — on y compte aujourd'hui près de 14 000 étudiants — Rand fut un étudiant intéressé, quoique distrait, mais néanmoins brillant. En peu d'années, il réussit à se faire remarquer par l'École médicale de Duke, qui était restée aussi prestigieuse que durant les années où Ron Paul y fut étudiant. Rand y fut accepté, et partit rejoindre sa nouvelle université, située à Durham en Caroline du Nord. Il n'en sortit qu'en 1988, son diplôme en main.

Il est difficile de démêler, dans les raisons qui poussèrent le jeune Rand à faire le choix des études de médecine, ce qui tenait de l'attrait personnel pour ces matières, de ce qui était le résultat d'une certaine tradition familiale. Quoi qu'il en soit, quand il fut temps pour le jeune étudiant en médecine de sélectionner une spécialité, la voie paternelle ne fut pas suivie, et son choix se porta sur l'ophtalmologie. Rand nous a plus tard fourni les raisons de ce choix. Selon ses dires, ce choix important se joua dès l'enfance, à partir d'un épisode de sa vie personnelle.

> « J'ai fait le choix de l'ophtalmologie parce que, quand j'étais adolescent, j'ai accompagné ma grand-mère à de nombreux rendez-vous avec son ophtalmologiste. Elle eut à subir une opération de la cataracte, un implant de cornée, et finalement un traitement au laser pour cause de dégénérescence maculaire. En raison de cette expérience je voulus devenir le genre de docteur qui aiderait les gens à voir. Aujourd'hui, je garde une photo de ma grand-mère dans l'entrée de ma maison, sur laquelle on la voit accroupie, l'œil dans le viseur de sa carabine, avec des cibles dans le fond, un exercice qu'elle faisait de temps en temps, elle qui était membre de l'équipe de tir de l'Université d'Ohio dans les années 1930. » [65]

Après avoir passé ses premières années d'études au Texas, dans l'Université de Baylor, à Waco, Rand poursuivit donc à l'Université de Duke, et fit le choix de l'ophtalmologie. En 1988, il en sortit avec un diplôme de l'École Médicale de Duke. Comme c'était l'usage pour les nouveaux « gratuates », entendez les nouveaux diplômés, un stage professionnel devait être effectué. Rand quitta ainsi la Caroline du Nord et partit pour Atlanta. C'est dans cette ville de Géorgie qu'il eut l'opportunité de travailler au Georgia Baptist Medical Center, et de faire le choix définitif de l'ophtalmologie. C'est à Atlanta également qu'il fit la rencontre de Kelley Ashby, une jeune femme de 25 ans native du Kentucky, et qui devait devenir son épouse.

C'est grâce à son goût pour les livres que Rand Paul rencontra sa femme Kelley. Vous ne me croirez certainement pas si je vous disais que c'est parce qu'il connaissait des économistes tels que Ludwig von Mises ou Friedrich Hayek, ou qu'il avait lu les romans d'Ayn Rand, que la jeune femme le remarqua et tomba sous le charme, et en effet ce n'est pas ainsi que cela se passa.

Depuis sa jeunesse, Rand Paul avait toujours beaucoup apprécié les romans de l'écrivain russe Dostoïevski. Il avait notamment lu *Les Frères Karamazov* ainsi que *Crime et Châtiment.* Il les considérera plus tard comme « deux des plus grands romans de l'Histoire ». Sur le second, *Crime et Châtiment*, Rand était particulièrement élogieux. Il expliqua les raisons de son admiration :

---

[65] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.26

> « Dans *Crime et Châtiment*, Dostoïevski met en récit la croyance commune au dix-neuvième siècle, selon laquelle si Dieu n'existait pas, tout serait permissible. Raskolnikov, le personnage de Dostoïevski, agit en fonction de cette prémisse en assassinant une femme et en le justifiant dans son esprit. Il se convint lui-même de ce qu'il fera le bien avec ce produit mal acquis, et que la fin justifie les moyens. La grandeur du livre tient dans le fait que l'on peut voir et sentir sa peur le mener jusqu'à l'acte, et l'on peut voir et sentir le mal qui ronge sa conscience tandis qu'il découvre que la théorie ne peut finalement pas l'emporter sur la conscience. » [66]

C'est en 1989 que Rand Paul, armé, si l'on peut dire, de Dostoïevski, fit la rencontre de sa future femme Kelley.

Rand a toujours eu le plus grand mal à oser raconter cette histoire, non pas que celle-ci soit foncièrement sulfureuse, mais témoigner de ses sentiments et exposer devant tous les bribes de certains de ses moments les plus personnels, a toujours été une grande difficulté pour lui, et c'est encore aujourd'hui, à l'entendre, un véritable déchirement. Il écrira par exemple : « Notre responsable de communication m'a un jour demandé face caméra de décrire ma première rencontre avec Kelley, mais j'ai alors rougi et donné une réponse ridicule. Être mis sous le feu des projecteurs pour parler de mes émotions en public n'est pas quelque chose de facile pour moi. » [67]

À partir du peu que le Sénateur du Kentucky nous ait expliqué de cet évènement, voici le récit que nous pouvons en faire.

Lors d'une fête organisée chez l'un de ses amis à Atlanta, le jeune « Randy », âgé de 25 ans mais ne les paraissant pas, tint à propos de Dostoïevski des propos semblables à ceux cités plus haut, quand une jeune diplômée, spécialisée en littérature, surprit cette conversation en apparence fort intéressante. Kelley n'était pas dans le genre entreprenante, mais il s'avérait qu'elle ne connaissait presque personne ce soir là, ayant été invitée par l'homme avec lequel elle avait une relation discontinue, et qui, finalement, n'était pas venu.

---

[66] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.24-25
[67] *Ibid.*, pp.25-26

Rand Paul et sa femme Kelley, dans un restaurant de Bowling Green dans le Kentucky, et à la soirée du Top 100 des personnes les plus influentes

Sur la base de la discussion littéraire sur le grand écrivain russe, une conversation s'amorça entre les deux jeunes gens, une discussion qui ne s'annonça pas immédiatement prometteuse. Kelley enchaîna en effet plusieurs maladresses. « Je lui ai fait un peu de peine quand je lui ai dit que je pensais qu'il n'avait que dix-huit ans » se souviendra Kelley. [68] Finalement, aux propos parfois maladroits de Kelley ce soir-là s'en suivirent d'autres plus posés, jusqu'au rapprochement. La suite nous est racontée par Rand, dans de rares moments de confidence :

> « L'une des choses que je n'oublierai jamais à propos de notre première rencontre c'est que je me suis rapproché d'elle et que je l'ai embrassé dans la cuisine de la maison de notre ami, devant je ne sais qui. Je n'avais jamais été aussi entreprenant ni audacieux auparavant. J'ai ensuite demandé à Kelley son numéro de téléphone, mais sans en prendre note, recevant ainsi ses moqueries. « Ne t'inquiète pas, je le retiendrai », ai-je dis. J'ai appelé Kelley le lendemain, et nous avons eu notre premier rendez-vous ce soir-là. Le reste appartient à l'histoire. » [69]

La nouvelle relation n'était pas sans défis. Kelley, élégante jeune femme de vingt-cinq ans, devait résister à l'intérêt que lui portaient beaucoup d'hommes de son âge. Randy, surtout, devait vaincre son attirance pour une autre femme, qu'il avait connu avant sa rencontre avec Kelley. D'abord détachée, et prenant sa nouvelle relation avec cette sorte d'indifférence qui suit souvent les déboires amoureux, Kelley finit par s'attacher et se faire plus pressante afin d'éliminer définitivement sa rivale. Dans une scène digne des séries télévisées, elle vint faire à Rand une visite surprise dans l'hôpital où il travaillait, et, l'ayant emmené jusqu'à la cafétéria, elle lui demanda de faire son choix : « moi ou elle » posera-t-elle. [70]

Le choix fut fait sans grande difficulté, et quelques années plus tard, les deux jeunes amoureux se fiancèrent. En 1991, trois ans après leur

---

[68] Jason Horowitz, ''Could Republican Senator Rand Paul Win the White House?'', *Vogue*, September 16, 2013

[69] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.25-26

[70] Jason Horowitz, ''Could Republican Senator Rand Paul Win the White House?'', *Vogue*, September 16, 2013

rencontre dans cette soirée d'Atlanta, Rand Paul et Kelley Ashby se marièrent.

À cette époque, Rand venait d'en finir avec son engagement professionnel à Atlanta. Installés ensemble, ils n'avaient auparavant pas pu partir ni dans le Tennessee, où Kelley avait fait ses études, ni en Caroline du Nord, où Rand avait effectué les siennes, ni même dans l'un des États d'où ils étaient originaires : le Texas pour l'un, le Kentucky pour l'autre. Le choix s'offrait désormais.

Conscient des opportunités importantes qui se présentaient à son nouveau mari à Durham, en Caroline du Nord, endroit où il avait effectué une large partie de ses études de médecine, Kelley accepta d'y fixer leur nouvelle résidence. Rand travailla ainsi auprès d'un ophtalmologiste, dans une ville qui, finalement, commença à leur plaire. « Nous aimions la plage, les montagnes, et le climat — il nous convenait vraiment bien. » [71] Les nouveaux mariés se projetèrent dans cette nouvelle vie en Caroline du Nord, et elle leur plût. Rand se mit à la recherche d'un poste stable dans la région, et le trouva dans la ville de Raleigh. Tout était prêt pour une installation définitive en Caroline du Nord.

Mais un jour, tandis que le couple se préparait à se fixer à Raleigh, où Rand allait pouvoir ouvrir son centre d'ophtalmologie, Kelley découvrit qu'elle était enceinte. Elle songea d'abord que cette bonne nouvelle n'impliquait pas de changer les plans, et pourtant elle s'aperçut vite que tout était changé. Habituée à l'éloignement de ses parents, restés dans son Kentucky natal, elle commença à être saisie d'une certaine nostalgie, et d'un désir compréhensible de voir naître et d'élever son premier enfant dans les lieux où elle-même avait passé ses plus jeunes années. Kelley proposa ainsi à Rand de partir rejoindre Hilton et Lillian Ashby, ses désormais beaux-parents. Rand accepta, et partit presque immédiatement à Bowling Green pour rechercher un cabinet d'ophtalmologie qu'il pourrait reprendre, ou dans lequel il pourrait travailler.

La seule exigence de Rand concernant cette nouvelle destination, outre le fait d'y trouver un emploi, était de s'installer dans une ville de taille assez faible. « J'ai grandi dans une petite ville et j'ai toujours voulu

---

[71] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.25-26

vivre dans une petite ville, affirmera-t-il plus tard. Et, bien évidemment, j'ai toujours souhaité fonder une famille dans une petite ville. » [72] Fort heureusement, le couple Paul ne tarda pas à trouver ce qu'il cherchait dans la ville, petite et tranquille, de Bowling Green, située à une cinquantaine de kilomètres au sud de Russellville, lieu de résidence des parents Ashby, dont la famille était établie dans l'État du Kentucky depuis des générations.

Après une expérience comme employé d'un centre d'ophtalmologie, Rand ne tarda pas à ouvrir son cabinet d'ophtalmologie. Il y consacra toute son énergie et beaucoup d'heures furent ainsi passées loin de la maison abritant sa femme et leur premier enfant, William. Ce sacrifice fut fait sans trop d'hésitation, et quelques années plus tard, observer ce cabinet jadis fort modeste prospérer de manière éclatante, sera pour le couple une source infinie de satisfaction. Rand en parlera toujours avec grande fierté. « J'ai développé lentement mon cabinet d'ophtalmologie : année après année, grâce à mon obstination et au bouche à oreille. J'ai aujourd'hui des patients qui viennent me voir parce que j'ai opéré leur mère, leur grand-père ou leur arrière-grand-père, et c'est très agréable et très satisfaisant. » [73]

Par la suite, Rand Paul fondit le « Southern Kentucky Lions Eye Clinic », un centre d'ophtalmologie apportant des soins gratuitement aux plus pauvres. Pour ses réalisations, ce club reçut de nombreuses récompenses du Lions Club de Bowling Green, auquel il était rattaché. Dans le même ordre d'idées, Rand Paul travailla également auprès des enfants déshérités, en réalisant des opérations gratuitement pour le « Children of Americas Program ».

C'était la vie rêvée : non pas, c'est certain, la vie telle que le jeune étudiant de médecine l'avait anticipée, mais tel qu'il voulait la vivre. Il était désormais entouré d'une famille, qui compta vite trois enfants. De l'avis de ses amis, et des personnes proches du couple, Rand paraissait plus aimable et plus sympathique quand il était entouré de sa famille. Peut-être que le jeune homme, jadis tourmenté entre son caractère

[72] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.26
[73] *Ibid.*

naturellement enthousiaste et joyeux, et l'aspect austère de ses préoccupations et de ses intérêts, avait-il finalement l'équilibre en épousant cette femme elle-même passionnée de littérature, auteur de fictions, mais aussi d'une nature très énergique et drôle.

Kelley, de son côté, semblait avoir tiré de sa relation avec Rand une plus grande sérénité. Elle qui dans sa jeunesse avait eu avec récurrence des difficultés pour gérer les paniques et maitriser son stress, avait trouvé un mari qui excellait justement à cela. Il est même justifié de considérer que ce fut l'un des éléments qui l'attira vers lui, comme elle semblera l'indiquer elle-même dans une interview.

> « Il est toujours très optimiste et pense que tout peut arriver et il n'a pas vraiment peur de prendre des risques. Et c'est ce qui est excellent et formidable quand vous avez la vingtaine. Mais vous réalisez à quel point cela compte quand la vie a des hauts et des bas. Des choses arrivent : vos enfants grandissent, vos parents vieillissent, et plus vous vieillissez vous-même, plus le nombre de défis auxquels vous êtes confrontés s'accroit. Et pour moi, ce que j'ai le plus aimé, et ce dont j'ai été le plus reconnaissante envers mon mari, c'est qu'il est toujours optimiste et qu'il ne s'effondre pas en morceaux lors des crises. » [74]

Pour tout ce qu'elle lui a apporté, et pour la stabilité et le bonheur qu'elle lui a offerts, sa femme Kelley est décrite avec raison comme l'un des grands atouts de Rand Paul dans sa vie politique, ainsi que dans la course à la nomination républicaine — et à la présidence.

Kelley joue d'abord le rôle de bras droit : elle conseille son mari et l'aide à écrire ses discours. En cela, déjà, elle ressemble bien peu à Carole Paul, sa belle-mère, qui resta toujours distante par rapport à l'activité politique de son mari Ron : non qu'elle ne le soutint pas, mais elle ne croyait pas que sa place était celle d'une conseillère de campagne.

Femme de caractère et de conviction, Kelley n'hésite pas à faire savoir ses désaccords, souvent d'ordre plus moral que politique. Du point de vue de la morale, elle reste très attachée aux bienséances et aux bonnes mœurs. Les valeurs familiales, qu'elle a apprises auprès de ses

---

[74] Jason Horowitz, "Could Republican Senator Rand Paul Win the White House?", *Vogue*, September 16, 2013

propres parents, puis en devenant mère de trois enfants, la pousse à avoir sur les gens et sur les évènements des avis parfois assez tranchés. Quand on lui demande par exemple ce qu'elle pense d'Hillary Clinton, pressentie pour devenir l'éventuelle adversaire de son mari lors d'une présidentielle en 2016, son attention ne se porte pas tant sur les programmes politiques, sur les réalisations au poste de secrétaire d'État, que sur la morale. Kelley avoue qu'elle n'apprécierait pas de voir revenir Bill Clinton et sa femme Hillary au pouvoir après l'affaire Monica Lewinsky. « Son comportement fut celui d'un prédateur, c'est insultant pour les femmes » raconte-t-elle. [75]

En tant que membre du comité directeur de l'association Helping a Hero, elle présente également une version plus feutrée et appréciable des idées non-interventionnistes de son mari. Cette association se charge de construire des habitations pour les vétérans de guerre revenus blessés de leur terrain d'opérations.

Le caractère détaché et plaisant de Kelley permet aussi de contraster avec l'ambition réelle bien que modérée de Rand. Bien qu'elle ait une parfaite connaissance de ce que sont les haines entre les deux camps, républicains et démocrates, elle prend parfois plaisir à les oublier et à agir comme si le monde politique n'était finalement pas si violent et si rempli d'antagonismes. Ainsi, lors de l'envoi traditionnel de cartes de vœux à l'occasion de Noël, elle édita et envoya une photo de la famille Paul réunie, entourant le vice-président démocrate Joe Biden, le signe d'une familiarité qui ne plairait peut-être pas aux républicains, élus comme électeurs. « Je me suis fait beaucoup grondé pour ça, dira-t-elle. C'était de la pure fainéantise de ma part. J'ai trois garçons qui détestent poser pour des photos. » [76]

Malgré cette nonchalance respectable mais peut-être dangereuse, Kelley joue aussi un rôle de premier plan auprès de son mari, et si elle n'a pas fait varier ses convictions libertariennes, on peut certes remarquer à quel point elle est capable de modeler son caractère. C'est sous son influence que Rand s'est mis à fréquenter plus régulièrement

---

[75] Jason Horowitz, ''Could Republican Senator Rand Paul Win the White House?'', *Vogue*, September 16, 2013
[76] *Ibid.*

l'église méthodiste, le rapprochant ainsi de la foi… et des électeurs conservateurs. Elle insista même auprès de son mari pour qu'ils passent l'une de leurs rares et courtes périodes de vacances à Jérusalem. À leur retour aux États-Unis, Rand avouera que ce voyage l'a incité à reconsidérer légèrement son opposition au versement d'une aide financière par les États-Unis à Israël.

Aujourd'hui, la famille Paul, faite de Rand, Kelley, et de leurs trois enfants, coule de beaux jours dans cette ville calme de Bowling Green, une ville loin de laquelle Rand est régulièrement tenu de rester, étant données ses obligations au Sénat américain, situé à Washington.

Cela ne l'empêche pas de se consacrer pleinement à l'éducation de ses enfants, et même à quelques travaux d'aménagement de sa maison, travaux qui paraissent bien lui apporter une sorte de sérénité.

L'éducation de ses trois fils, tous arrivés à l'âge important de l'adolescence, est assuré avec grande conscience par Rand Paul. La formation intellectuelle, bien évidemment, n'est pas négligée. Tant Robert, 14 ans, que Duncan, 17 ans, et William, 20 ans, ont été introduits à la philosophie libertarienne. Tandis que Duncan se plait à lire *1984*, le célèbre roman de George Orwell, William, aujourd'hui étudiant à l'Université du Kentucky, retrouve l'un des vieux amours de son père, Ayn Rand : avant de se lancer dans *Atlas Shrugged*, le magnum opus de la romancière d'origine russe, il a déjà terminé *The Fountainhead.* [77]

Pendant les weekends passés dans la maison familiale de Bowling Green, quand Rand Paul n'est pas à la maison avec sa femme et ses enfants, vous aurez toutes les chances de le trouver dehors, dans le jardin. Il avoue toujours être très à l'aise avec la nature, et se présente parfois comme un écologiste de droite. Il apprécie de pouvoir se promener dans la nature, et d'effectuer des descentes en kayak. C'est même avec grande fierté qu'il accompagne les journalistes qui viennent le rencontrer chez lui pour leur montrer le lieu de son jardin où il réalise du compost, et surtout les grands arbres qu'il a fait pousser. On compte un érable, un cerisier, et un séquoia, planté plus récemment. Parvenu

[77] Jason Horowitz, ''Could Republican Senator Rand Paul Win the White House?'', *Vogue*, September 16, 2013

devant ledit séquoia avec le journaliste Jason Horowitz, du magazine *Vogue*, Rand avoua que l'arbre n'avait pas encore poussé autant qu'il le souhaitait. La cause à de petits animaux. « Les écureuils dévorent ses malheureuses racines. Nous détestons les écureuils. » Et, esquissant un sourire, il ajouta : « Mais ne mettez pas cela dans votre article. Les amoureux des animaux vont nous attaquer là-dessus. » [78]

Aujourd'hui, l'une des préoccupations de Kelley semble être de préserver le calme et la sérénité dans lesquelles le couple évolue depuis de nombreuses années, malgré l'élection de 2010 et la récente apparition de Rand Paul dans les premières places des sondages. Pour cela, est-il et sera-t-il nécessaire que Rand Paul s'abstienne de se présenter pour les primaires républicaines de 2016 ?

Kelley semblerait presque le penser, et si ce n'était l'ardent désir de son mari d'être un acteur dans la révolution libertarienne aux États-Unis, elle se satisferait bien d'une paisible carrière de sénateur. « À notre époque une campagne électorale c'est principalement un attentat contre les personnes. Je pense aux millions de dollars qui seront dépensés par nos adversaires contre nous et notre famille. Voilà ce qu'est une campagne présidentielle. » [79]

Déjà lors de la campagne pour le Sénat, Kelley avait exposé ses réticences. Très tôt dans sa relation avec Rand, elle était devenue très consciente du fait que le fils prodige de Ron Paul finirait par vouloir troquer la stabilité de sa carrière d'ophtalmologiste de province contre la passion de la politique, qu'il avait acquis dès son enfance, et l'adrénaline des campagnes électorales, qu'il avait ressenti dès ses douze ans, quand il distribuait les tracts de son père dans son petit comté du Texas. Le couple s'accorda pour repousser à « plus tard » l'entrée de Rand dans les flots mouvementés de la politique américaine.

> « Kelley voulait toujours que j'attende — attendre que les enfants soient partis à l'université, attendre que nous ayons épargné pour payer

---

[78] Jason Horowitz, ''Could Republican Senator Rand Paul Win the White House?'', *Vogue*, September 16, 2013

[79] Catalina Camia, « Sen. Rand Paul's wife hesitant about White House bid », *USA Today*, 18 septembre 2013

> leurs études. Connaissant mon intérêt de toujours pour la politique, mon père obstétricien m'a sans cesse rappelé qu'il regrettait de ne pas avoir exercé plus longtemps la médecine avant de se lancer en politique, et que je ne devais pas me presser. Ma femme me rappela le conseil de mon père. Kelley et moi étions toujours d'accord pour que, si je me lançai en politique, ce serait lorsque nous serions plus vieux ou au moins autour de nos cinquante ans. C'est ce qu'elle m'indiqua quand elle essaya de me dissuader. Mais je lui signalai que nous étions déjà plus vieux, et que nos cinquante ans n'étaient pas si loin. D'abord avec réticence, puis plus tard avec enthousiasme, ma femme a progressivement rejoint mon opinion. » [80]

Afin de convaincre son épouse, Rand n'utilisa pas seulement l'argument mentionné ici. Puisqu'elle avait surtout peur de le voir élu, et d'avoir à souffrir son absence et le flux destructeur de la pression médiatique et politique, Rand lui rappela que son succès lors de cette campagne tenait du miracle, et qu'il n'y avait ainsi pas à s'inquiéter. Cette fois-ci, Rand pouvait utiliser les sondages à son avantage, car il n'y dépassait pas 10% au moment où il entra en campagne pour le poste de sénateur du Kentucky.

> « J'expliquai à ma femme qu'elle ne devait pas s'inquiéter et que mes chances de l'emporter étaient probablement inférieures à 10%. Après avoir vu comment les cadres du parti avaient traité mon père durant sa campagne présidentielle, j'avais toutes les raisons de croire que les personnes puissantes feraient tout leur possible pour empêcher un autre Paul d'atteindre les manettes de l'État. Et puis, qui voterait pour un homme qui ose raconter la vérité aux électeurs : non seulement que le Roi est nu, mais aussi qu'il est sans le sou ? »

Huit mois plus tard, Rand Paul, élu Sénateur du Kentucky, était propulsé sur le devant de la scène politique et médiatique.

---

[80] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.26

CHAPITRE 4
QUAND LA POLITIQUE VOUS SÉDUIT

Les Jeunes Conservateurs Texans — Création du Parti Libertarien — Ron Paul candidat à la présidentielle — Son message — Les réactions vives contre lui — Les résultats de l'élection — Rand Paul et le Kentucky Taxpayers United.

Sa vie durant, Rand Paul ne fut jamais loin de l'engagement politique. Après une jeunesse passée dans l'ombre de son père, à participer activement à ses campagnes électorales, lors des différentes occasions dont nous avons fait mention, à s'intéresser aux questions politiques et économiques, à s'y former, par l'intermédiaire d'une littérature puisée dans les lectures de son propre père : après tout cela, Rand n'avait pas vu s'éteindre le feu qui l'animait et cette passion inébranlable pour la politique de son pays.

Dès ses années à l'Université de Baylor, il sut saisir de nouvelles occasions de mettre en pratique ce goût prononcé. Quelques semaines à peine après s'être installé sur le campus, il rejoignit puis dirigea un petit groupe de Jeunes Conservateurs Texans (*Young Conservatives of Texas*, YCT). Ce groupe étudiant, de taille et d'ambition modestes, avait vu le jour grâce aux efforts de Stephen Munisteri, qui deviendra un fervent soutien de Ron Paul avant d'obtenir le poste de président du Parti Républicain du Texas. Le groupe était né d'une séparation avec le très établi Jeunes Américains pour la Liberté (*Young Americans for Freedom*, YAF), une organisation qui a joué un rôle structurant dans le renouveau libéral aux États-Unis. Les plateformes les plus influentes de l'actuel mouvement libéral américain (Cato Institute, Ludwig von Mises Institute, Libertarian Party, American Spectator, CPAC, etc.) y tirent tous, d'une façon ou d'une autre, leurs origines.

Pour Rand, rejoindre ce groupe, c'était poursuivre autrement son intérêt pour les idées libérales, idées qu'il avait fait siennes après de nom-breuses discussions avec son père, ainsi que de certaines lectures vivifiantes, comme Ayn Rand.

> « J'ai rejoint les Jeunes Américains pour la Liberté parce que c'était un groupe idéologique. Ils croyaient en un État limité, constitutionnel, sans considération pour les affiliations aux partis. Mon conservatisme était — et est encore — plus philosophique que partisan dans sa nature, et je suis un Républicain parce que précisément je crois que mon parti doit défendre certains principes fondés sur la liberté. » [81]

Au sein de sa petite section des Jeunes Conservateurs Texans, Rand Paul s'activa avec la même énergie qu'il déployait jadis pour aider le destin politique de son père Ron. Jamais avare d'efforts, il semblait toujours animé par une mentalité enthousiaste et une pro-activité communicative. « Il impressionnait tout le monde par son caractère de fonceur » expliquera plus tard Munisteri, le fondateur du groupe. [82] Par son travail, Rand participa activement au développement du petit groupe en antenne importante du libéralisme sur les campus du Texas.

Les activités de la section de Baylor étaient nombreuses, des débats entre étudiants aux classiques conférences. Pour l'organisation des conférences, le choix des membres du groupe se portait souvent sur des hommes politiques de l'État du Texas, et les questions portaient largement, bien que non exclusivement, sur le niveau des dépenses ainsi que celui du déficit et de la dette.

Un autre sujet régulièrement évoqué, tant dans les débats que dans les autres activités, était celui de la légalisation des drogues, qui divisait à l'intérieur du groupe. Certains étudiants conservateurs se refusaient à toute légalisation d'une pratique qu'ils qualifiaient de perverse, quand bien même ils s'en rendaient coupables eux-mêmes. Très expressif sur ce sujet, comme sur beaucoup d'autres, Rand arguait lui en faveur d'une libéralisation complète. Selon le jeune homme, ce n'était pas le rôle de la loi que d'interdire à un individu une pratique qui n'est dangereuse que pour lui-même. Chaque fois qu'il prenait ainsi la défense de l'individu contre cet État nounou qui a souvent, assez paradoxalement, la faveur des conservateurs, Rand Paul s'attirait les foudres de certains de ses amis, et, en tout cas, il ne laissait pas indifférent. Son habileté à

---

[81] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.24-25
[82] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014

argumenter et à convaincre, surtout, impressionnait ses pairs. « Il était clair qu'en grandissant Rand avait participé à des discussions bien différentes de celles que nous avions tous eues, confiera par exemple Karen Guillory, l'un des anciens membres de ce groupe. Quel était le système auquel on adhérait était clairement dans sa famille un sujet fréquent de conversation. » [83] Et c'était en effet le cas, ainsi que nous l'avons vu.

L'une des autres activités du groupe, et celle que Rand Paul avouera avoir préféré[84], était la notation des hommes politiques texans selon des critères comme l'augmentation des dépenses publiques, l'endette-ment, ou la hausse des prélèvements obligatoires. Conçu et présenté de prime abord comme une action périphérique, la notation fournie par les jeunes Texans intéressa les médias du Texas, qui la relayèrent dans leurs publications.

Ces succès, dont l'évidence avait frappé le jeune Rand, habitué à des efforts politiques moins fructueux, le poussèrent bientôt à renouveler l'expérience en Caroline du Nord, où il fondit et dirigea le North Carolina Taxpayers Union, puis au Kentucky, ainsi que nous le verrons plus loin dans ce chapitre.

Pour un jeune homme ayant déjà participé à plusieurs campagnes pour le Congrès américain, et dont le père est lui-même membre du Congrès, l'appartenance à un groupe étudiant de défense des idées libérales et conservatrice, groupe de création récente de surcroit, devait bien apparaître comme une pâle occupation. Heureusement, les ambitions de son père allaient bientôt fournir au jeune Rand une nouvelle occasion de servir. Encore étudiant, il allait se voir entraîné dans l'une des plus grandes aventures de sa vie politique : la campagne présidentielle de 1988.

C'est au mois de février 1987 que la route vers l'élection présidentielle s'ouvrit pour Ron Paul. Convaincu que les Républicains étaient incapables de changer les choses, et qu'il était illusoire de leur faire confiance, et tout autant illusoire de demander aux électeurs de leur faire

---

[83] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014

[84] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.25-26

confiance, il quitta le GOP pour rejoindre le Parti Libertarien, qu'on nomme souvent par ses initiales, LP.

Ce jeune parti avait eu un destin bien similaire à celui de Ron Paul. C'est en 1971 que le projet d'un Parti Libertarien émergea de façon concrète. Elle sortit des réflexions d'un petit groupe de huit libertariens convaincus, réunis à Colorado Springs au Colorado, dans la salle de séjour de leur principal coordinateur, David Nolan. L'idée d'un Parti Libertarien fut la réponse de ces hommes aux mesures économiques prises par le président Richard Nixon à l'été 1971, ces mêmes mesures qui poussaient, au Texas, un autre libertarien convaincu à abandonner provisoirement son métier de docteur pour prendre la casquette du candidat aux élections.

En août 1971, immédiatement après l'annonce des mesures économiques de Richard Nixon, David Nolan publia dans *The Individualist* un article intitulé « Plaidoyer pour un Parti politique libertarien » (*The case for a Libertarian Political Party*). Les discussions commencèrent, et aboutirent le 11 décembre 1971 à la création du Parti libertarien américain.

Après une année riche en efforts pour glaner des membres et mettre sur pied un programme politique précis, une Convention nationale fut organisée en juin 1972 à Denver, dans le Colorado, afin de nominer un candidat pour les élections présidentielles. Le vote fut remporté par John Hospers, un professeur de philosophie, et le poste de candidat à la vice-présidence, pour compléter le « ticket », fut obtenu par Tonie Nathan, la première femme à avoir jamais obtenu un tel poste dans l'histoire politique des États-Unis.

En 1976, ce fut au tour de Roger MacBride et David Bergland de se présenter à la présidence des États-Unis. Présents dans 32 États, ils parvinrent à récolter 170 000 voix. En 1978, une nouvelle convention nationale nomma Ed Clarck et David Koch pour participer à la course à la Maison Blanche. Lors de l'élection de 1980, ils furent présents dans les 50 États et remportèrent un million de voix. Quatre ans plus tard, David Berland et Jim Lewis ne parviennent à être présents que dans 39 États, mais finissent tout de même troisième de l'élection présidentielle. Le Parti Libertarien devient la troisième force politique aux États-Unis : un exploit pour ce parti vieux de treize ans seulement ! En 1984 enfin

fut nominé David Bergland, qui s'était déjà présenté comme vice-président huit ans plus tôt.

En 1987, notre membre du Congrès Ron Paul, du Texas, quitta le GOP pour rejoindre le Parti Libertarien. L'année suivante, lors de la Convention nationale à Seattle, il fut nommé candidat pour les présidentielles de 1988, avec Andre Marrou comme vice-président.

Ron Paul ne s'illusionnait pas sur ses chances de victoire. Ancien membre du Congrès de 53 ans, inconnu du grand public, et défenseur d'une philosophie politique encore nouvelle et radicale pour les Américains, il reconnaissait encore n'avoir aucune chance de gagner, et même n'avoir aucun souhait de gagner. L'essentiel, affirmait-il inlassablement, était d'avoir une influence en faisant de la pédagogie et en contribuant à changer les mentalités. Une fois que les idées de liberté auront fait leur chemin, alors peut-être pourra-t-il y avoir un candidat libertarien élu à la Maison Blanche, pour restaurer la liberté aux États-Unis. Il fallait donc préalablement que le peuple américain comprenne les raisons des crises qui le touchaient, et la nature des solutions qu'il devait réclamer. Aux journalistes qui lui demandaient pourquoi il était candidat, Paul répondait ainsi qu'il était urgent de présenter une alternative :

> « Je suis candidat car je pense que le peuple américain en a assez de ce qu'il a obtenu depuis quarante ou cinquante ans. Ils ont demandé à Reagan de faire un peu de rangement, et les choses ont empiré. Il est temps d'avoir quelqu'un à qui ils puissent faire confiance pour réduire la taille de l'État et pour restaurer véritablement la liberté dans ce pays. » [85]

Malheureusement, le système politique américain n'est pas très accueillant pour les marginaux. Les règles électorales sont faites pour garantir le maintien des deux seuls partis véritablement autorisés à concourir, le Parti démocrate et le Parti républicain. Les autres partis, qu'on qualifie communément de « third-parties », sont marginalisés : ils n'ont

[85] Ron Paul, s'entretenant avec Carl Rutan le 14 août 1988, sur C-SPan, dans le programme Road to the White House

même pas accès aux débats télévisés. Ainsi s'explique d'avance l'échec des candidats hors appareils.

Malgré les fortes barrières que constituent les règles électorales, Ron Paul fut tout de même candidat dans 46 États, ce qui est un premier exploit notoire, bien que le Parti Libertarien était déjà parvenu à se présenter dans les 50 États de la nation américaine, comme en 1980, avec Ed Clarck.

Durant les longs mois que dura sa campagne, Ron Paul organisa surtout des meetings dans les lycées et les universités. Ce fut d'ailleurs une constante de ses futures campagnes de 2007 puis de 2012 : ce sera toujours auprès des jeunes qu'il aura le plus de succès.

Parmi les jeunes américains admiratifs de Ron Paul et de son message, aucun ne compta davantage que son propre fils, Rand. Tandis qu'il était encore étudiant à Duke, une université prestigieuse qu'avait également fréquenté son père, il prit le temps de participer à la campagne, s'associant encore davantage qu'à l'accoutumé.

Une campagne présidentielle est un long voyage. Ron Paul eut à voyager à travers les quarante-six États dans lesquels il était parvenu à être candidat. Les trajets s'effectuèrent bien entendu en voiture, puisque les moyens du Parti Libertarien étaient ce qu'ils étaient — comprenez qu'ils étaient faibles. Dans la voiture, Ron et Rand étaient installés à l'arrière, tandis qu'Eric Dondero, l'un des membres du staff de campagne, tenait le volant. Ron et son fils profitèrent souvent de ces longs moments pour discuter et débattre des grandes questions politiques et économiques, non sans quelque vigueur. « Ils luttaient l'un contre l'autre de manière acharnée » témoignera Eric Dundero, le chauffeur. [86] Le principal point de désaccord entre les deux hommes, et sur lequel ils ne sont toujours pas parvenus à faire converger entièrement leurs vues, c'était la politique étrangère. Ron Paul restait vivement accroché à l'idéal non-interventionniste, tandis que son fils lui signalait de nombreux cas où l'intervention graduée et rapide était une meilleure politique.

[86] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014

Ron Paul critiquant la Réserve fédérale lors d'un meeting de campagne, et participant à une interview (1988)

Lors des nombreux meetings de campagne, Ron Paul était libre de présenter son message au peuple américain. Résumé en quelques mots, son programme était de libéraliser et de privatiser une grande partie de l'économie américaine, pour la rendre à nouveau dynamique, et permettre d'accroître le niveau de vie des masses. Son idée principale était donc de dire « non », c'est-à-dire de proposer de supprimer une bonne partie de l'interventionnisme d'État dans l'économie. Pour s'être fait le défenseur d'une telle idée, il récoltera un grand soutien de la part des libéraux américains, ainsi qu'un surnom : « Doctor No ».

Il est vrai que ses idées étaient pour le moins radicales et nouvelles. Dans le cadre de ce livre, il est hautement important pour nous de les présenter avec quelque soin, car elles forment également le fonds de la philosophie politique de Rand. Il est même tout à fait impossible de comprendre les positions politiques de Rand sans chercher à connaître celles de son père, surtout en cette période, qui est encore celle de sa formation intellectuelle.

Nous savons que Ron Paul était opposé à un si grand nombre de programmes gouvernementaux qu'il avait acquis le surnom de Doctor No. Il nous reste désormais à détailler quelques-unes de ces mesures, et les raisons pour lesquelles il les combattait.

Au niveau de la fiscalité, l'idéal de Ron Paul était une imposition la plus faible possible, reprenant en cela la philosophie du plus grand économiste français de l'histoire, le célèbre Jean-Baptiste Say, qui écrivait en 1802 que « le meilleur de tous les impôts, c'est le plus petit. » [87]

De tous les impôts, pourtant, Ron Paul concentrait ses critiques non sur le plus considérable en termes de taux ou de montant total prélevé, mais sur celui qu'il considérait être tyrannique. Cet impôt tyrannique, selon Ron Paul, c'était l'impôt sur le revenu (*income tax*).

L'impôt sur le revenu signifiait pour lui l'asservissement à l'État, devenu maître de vous et des fruits de votre travail. « Un impôt sur le revenu est l'impôt le plus dégradant et le plus totalitaire qu'il soit possible d'avoir. Sa mise en application suggère implicitement que l'État

---

[87] Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique* - Livre III - Chapitre IX

est propriétaire de nos vies et du travail des citoyens qu'il est censé représenter. »[88]

Dans l'esprit de Ron Paul, l'impôt sur le revenu représentait ainsi la folie communiste selon laquelle l'État a le droit de fixer le pourcentage du produit de votre travail qu'il estime devoir lui revenir. Face à ses contradicteurs qui niaient que l'impôt sur le revenu puisse être une idée communiste par essence, Ron Paul rappelait que l'idée de cette taxe avait d'abord émergée comme une proposition en 1848, dans un livre co-écrit par deux penseurs allemands, et qui portait le nom de *Manifeste du Parti communiste.*

L'opposition de Ron Paul à l'impôt sur le revenu n'est d'ailleurs pas étonnante quand on considère l'histoire des idées. En France aussi, le mouvement libéral s'est fortement opposé à cet impôt au moment des débats précédant son instauration. Ainsi est le cas de l'économiste Yves Guyot, le plus grand représentant de l'école libérale en économie à la toute fin du XIXe siècle, qui publia en 1898 un sévère réquisitoire contre l'impôt sur le revenu.[89]

Une fois écartée la réponse qui consiste à dire que l'impôt sur le revenu n'est pas tyrannique, Ron Paul voyait souvent surgir devant lui une question certes évidente, mais selon lui sans fondement. Elle prenait la forme suivante : que pourrions-nous faire sans impôt sur le revenu ? Quand bien même il serait tyrannique et indigne d'une société libre, l'impôt sur le revenu serait, aux yeux des contradicteurs de Ron de l'époque, un mal nécessaire. Cette idée a fait l'objet d'une belle réponse du père de Rand, dans une interview de 1988 :

> « *Interviewer* : Inutile de tourner autour du pot, vous voulez mettre un terme à l'État mammouth. Vous voulez réduire la place de l'État dans nos vies et vous voulez également supprimer l'impôt sur le revenu. C'est certain, je ne connais pas grand monde qui se réjouisse de l'existence de l'impôt sur le revenu, mais je ne pense pas que vous puissiez financer un État si fort et payer ses actions ici sans cet impôt.
>
> — Je sais, nous ne pouvons pas avoir un État si fort sans l'impôt sur le revenu. Mais nous ne voulons pas d'un tel État. Ce n'est pas le genre

[88] Ron Paul on the issues: Taxes. www.ronpaul.com/on-the-issues/taxes/
[89] Yves Guyot, *L'impôt sur le revenu* [1898], Institut Coppet, 2013

> d'État qui fut conçu par les fondateurs de ce pays. Ce n'est pas ce qui fut écrit dans la Constitution. Et nous n'avons eu l'impôt sur le revenu que depuis 1913. Mais si vous voulez un État-providence, si vous voulez être les gendarmes du monde et payer les frais de défense du Japon et de l'Allemagne, et envoyer de l'aide financière à l'Union Soviétique, vous n'avez pas seulement besoin d'un impôt sur le revenu, mais vous avez besoin que la Réserve fédérale imprime des dollars quand les déficits se sont accumulés. Donc nous pensons que la taille de l'État devrait être réduite. Si la taille de l'État est réduite, alors vous n'avez pas besoin d'un impôt sur le revenu. »

Ainsi, la réponse centrale apparaît claire : le problème n'est pas tant un problème de fiscalité, bien qu'on puisse dire que tel impôt est meilleur qu'un autre, car moins oppressant, moins couteux dans sa perception, moins intrusif aussi, peut-être, pour la vie privée des individus. Mais la question de la fiscalité s'efface, en dernière analyse, devant la question du niveau des dépenses et du rôle de l'État. Les discussions théoriques sur l'infériorité ou la supériorité de tels et tels impôts sont inutiles tant que la mentalité n'a pas changée sur le rôle de l'État : un État gourmand doit recevoir beaucoup à manger ; un État recentré sur ses fonctions essentielles, qui sont peu nombreuses, peut se contenter d'un impôt sur le ventes, une taxe à l'importation et à l'exportation, ou autre fiscalité faiblement néfaste.

En tant que docteur, Ron Paul s'intéressait beaucoup à la question de l'État-providence et de l'assurance maladie. Pour expliquer et justifier son opposition tant au premier qu'à la seconde, il développait trois types d'arguments. Le premier était d'ordre constitutionnel : les Pères fondateurs des États-Unis n'avaient pas voulu d'un État qui soit chargé de payer les soins de santé de tous les Américains, et la Constitution n'avait pas été écrite dans cet esprit. Le second, souvent présenté avec le premier, était d'ordre moral : forcer les gens à contribuer par l'impôt à un plan de couverture maladie géré par le gouvernement n'est pas moral, car l'exercice de la coercition n'est en aucun cas moral. Le troisième, enfin, qui est plus utilitariste, consistait à faire remarquer que les déficits et la dette avaient explosé depuis que l'État américain, anciennement cantonné à un fort petit nombre de fonctions, s'était transformé en État-providence. Ce système, soutenu par les jeunes gé-

nérations qui bientôt ne le soutiendraient plus, n'était donc pas tenable financièrement, et finirait par s'effondrer. C'est avec le troisième argument que Ron Paul pensait convaincre le plus efficacement.

> « Il y a dans ce pays un nombre croissant de personnes qui, même s'ils ne sont pas d'accord avec nous sur nos principes moraux et sur ceux de la Constitution, peuvent admettre que les lois économiques disent que nous ne pouvons plus nous le permettre. Nous réalisons un déficit de 150 milliards de dollars par an. C'est à cette vitesse que progresse la dette nationale. Or il n'y a pas assez de jeunes pour payer ce type d'État, et donc ce type d'État finira par s'effondrer. »

> « Nous retenons l'attention de beaucoup de jeunes, parce qu'ils sont ceux qui paient les factures maintenant, ils sont ceux qui héritent de cette dette. Donc il y a plus de chance que ce soit les jeunes qui se dirigent vers cette nouvelle génération de la politique, et ils diront : voilà, nous ne pouvons plus nous payer tout cela, nous sommes en faillite, il nous faut procéder autrement. »

C'est ainsi que Ron Paul conseillait de mettre un terme au système de sécurité sociale, qui était déjà à l'époque un gouffre financier, et qui semblait destiné, comme il le devient de nos jours, à ne plus couvrir correctement les jeunes, faute de ressources pour le faire fonctionner. « Les gens doivent savoir la vérité, disait le candidat libertarien dès 1988. Le système de sécurité sociale est en faillite et les jeunes n'auront rien. Par conséquent, nous devrions commencer à le privatiser. »

Néanmoins, si ce n'était pas au gouvernement, au niveau fédéral ou au niveau des États, de fournir l'assurance maladie, et s'il était vrai qu'il avait assez globalement failli à sa mission, faisant augmenter les prix des soins de santé et ne permettant pas de mieux couvrir les individus les plus pauvres, fallait-il pour autant faire confiance au marché, et pourquoi ? L'idée de privatiser entièrement la santé ne provoquerait-il pas le chaos et la misère ? À cela, Ron Paul répondait par un constat : que les biens sont toujours mieux produits par le marché que par une agence gouvernementale.

> « Il y a plus de gens dénués d'assurance maladie aujourd'hui que l'État s'en occupe.

> — Mais, comment faites-vous pour que l'assurance maladie soit meilleure, demanda l'interviewer ?
> — C'est comme demander comment peut-on fournir le pain aux pauvres. Comment obtiennent-ils du pain ? Ils travaillent et ils sortent en acheter. Les biens et services, dans une société libre, sont fournis par le marché, pas par l'État. Si vous pensez que l'État doit fournir tous les biens et services, il vous faut rejoindre une philosophie qu'on appelle l'État-providence ou le socialisme, et nous la rejetons évidemment pour des raisons morales et pour des raisons humanitaires : nous pensons que la meilleure distribution des richesses, le plus haut niveau de vie est atteint sous un système de libre marché. »

En France, l'idée d'une privatisation de la santé est souvent assimilée à un déni de toute responsabilité devant la pauvreté. Or il faut reconnaître que c'est l'inverse qui est vrai : c'est parce que l'État s'avère incapable de solutionner le problème de l'assurance maladie qu'il faut faire confiance au marché, qui parvient à des résultats toujours remarquables dans les autres secteurs.

> « Mais n'avez-vous pas le devoir de venir et de leur porter assistance ?
> — D'un point de vue personnel, certainement. Mais je n'ai pas le droit de vous voler parce que quelqu'un dans la rue a besoin de votre aide. Vous avez une obligation personnelle de les aider, mais je n'ai pas le droit de venir enfreindre votre droit en venant vous subtiliser quelque chose pour le fournir à quelqu'un dans la rue.
> Il faut que vous gardiez à l'esprit qu'il y a davantage de personnes aujourd'hui dans la rue, sans maison, sans assurance santé, depuis que nous nous occupons d'État providence. Donc si vous souhaitez éliminer la plupart des cas de personnes dans le besoin, il faut avoir un système de libre marché. Mais la question serait toujours légitime, puisqu'il y aurait toujours des personnes dans le besoin. Notre réponse est : il faut s'en occuper à travers la charité volontaire, jamais à travers la coercition, jamais à travers la force. »

Nous voyons dans ces derniers mots l'alliance toujours très forte entre l'argument utilitariste de la meilleure efficacité du marché, et l'argument moral de la proscription de l'usage de la coercition.

L'une des grandes missions de nos États occidentaux modernes est l'éducation. Là encore, Ron Paul ne souhaitait pas que l'État soit si

impliqué qu'il l'est. Plutôt qu'une administration centrale décide pour tout le monde ce qu'il convient d'apprendre aux enfants, et quelles doivent être les méthodes pédagogiques, le candidat libertarien faisait une nouvelle fois davantage confiance à l'initiative individuelle et à la créativité des entreprises privées. L'État pourrait très bien continuer à financer l'éducation sans la produire : par le chèque éducation, elle permettrait à chaque parent de choisir l'établissement où envoyer son enfant. « Je pense que nous devrions ouvrir les écoles publiques à la concurrence. Je crois que nous devrions immédiatement introduite de la concurrence à travers le système du chèque éducation ou des exemptions d'impôts, afin que nous n'ayons pas un contrôle monopolistique de l'État sur les écoles publiques. » Par la concurrence, les établissements tâcheraient d'être les meilleurs, tandis qu'aujourd'hui les élèves se voient assignés à une école en fonction de leur lieu de résidence. [90]

L'une des grandes préoccupations actuelles de Rand Paul, le respect de la vie privée, notamment sur internet, avait aussi sa place dans le programme politique du père. Au cours des années suivantes, cette conviction s'illustrera par son opposition au Patriot Act ; au cours des années 1980, c'est aux premiers efforts de l'Etat de surveiller les activités informatiques qu'il s'en prendra. Parlant devant la Chambre des représentants en 1984 — la date prête presque à sourire, tant elle évoque le roman d'Orwell — il évoquait la folie de cette surveillance informatique :

> « Des millions de dollars sont dépensés pour ce genre de surveillance informatique. C'est une procédure écœurante pour une société soi-disant libre. L'ironie est que cela est réalisé par une administration qui se targue de défendre l'idée d'un gouvernement limité, et que le peu de condamnations viennent de ceux qui feraient intervenir l'État dans

---

[90] Ron Paul a récemment adressé ce sujet avec soin, dans un ouvrage intitulé *The School Revolution: A New Answer for Our Broken Education System.* Il n'entre pas dans notre propos de l'étudier, la position fondamentale de l'ancien membre du Congrès pour le Texas n'ayant pas évolué depuis l'époque de la campagne libertarienne.

> tous les détails de notre vie économique. Pourquoi est-ce si difficile de défendre la liberté dans tous les domaines ? »

Avant que les violations à la vie privée soient commises sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, et que Ron et Rand Paul s'y opposent violemment, elles étaient commises pour d'autres buts, comme la lutte contre le trafic de drogues, ce que critiquera vivement le candidat libertarien, au cours de l'émission The Morton Downey Jr. Show.

> « Ils dépassent les limites. L'autre jour, ils ont pénétré dans la maison de quelqu'un ; ils le suspectaient d'être un dealer de drogue. Il utilisait sa télécommande. Les policiers sont entrés, et ils ont dit : "cela ressemblait à une arme"… après l'avoir tué. Aux États-Unis ! Est-ce cela l'Amérique ? Je dis non ! Nous voulons une vie privée ! »

Le dernier point sur lequel il nous faut insister, tant il eut de l'importance dans la vie politique de Ron Paul, tant aussi il le faisait se distinguer de tous les hommes politiques de son parti, et tant surtout il a été mal compris, est sa position concernant la politique étrangère.

Ron Paul souhaitait que les États-Unis reviennent à une politique étrangère humble, celle de la neutralité ou de la non-intervention. Cela signifierait, comme nous l'avons indiqué, le devoir de n'entrer dans un conflit armé que de manière très précautionneuse, pour éviter l'enlisement et les effets désastreux de la précipitation.

Comme nous l'avons signalé dès l'introduction, le non-interventionnisme n'a strictement rien à voir avec l'isolationnisme. Le non-interventionnisme, ou la neutralité, consiste à ne pas se mêler des affaires des autres pays, et à ne pas les bombarder ou leur imposer des sanctions économiques quand ils agissent différemment de ce que vous voudriez. En peu de mots, c'est plus ou moins la position à laquelle s'est rangée la Suisse. L'isolationnisme, à l'inverse, serait plus proche de la politique de la Corée du Nord : fermeture des frontières, recherche de l'autosuffisance, et nationalisme exacerbé. Comme l'affirma toujours Ron Paul, et après lui son fils, ces valeurs ne sont pas celles de l'Amérique, et elles ne sont pas non plus celles de cette philosophie du marché libre et de l'individu libre qu'est le libertariannisme. À la

question, malheureusement récurrente : « êtes-vous isolationniste ? », Ron Paul répondit ainsi en 1988 :

> « Non. Le libre marché est le contraire de l'isolationnisme. Ouvrons les frontières, permettons la liberté du commerce, laissons les gens aller et venir, et laissons les biens traverser les frontières. L'ouverture n'est mau-vaise que lorsqu'elle s'accompagne d'une agression militaire. »

Séduisante en théorie, cette idée de la non-intervention défendue par Ron Paul dérangeait beaucoup les hommes politiques et les journalistes, habitués aux diatribes « interventionnistes », pour ne pas dire militaristes et expansionnistes. Tous avaient été partisans de mener la guerre au Vietnam, au Koweït, en Afghanistan, en Irak, puis à nouveau en Afghanistan, et tous avaient trouvé quelque raison valable pour justifier les interventions militaires. Et voici qu'un homme, rappelant la sagesse des enseignements des Pères fondateurs, et qui s'était systématiquement opposé à ces guerres illégales, non déclarées, menées à des fins politiques, et de toute façon impossibles à gagner, venait défendre devant tous l'idéal de la non-intervention.

Pour beaucoup, c'était un véritable choc, d'autant que Ron Paul tirait toutes les conséquences de sa philosophie politique. Il n'y aurait bien sûr plus de guerres menées sans l'aval du Congrès, plus d'interventions militaires totalement injustifiées ; il n'y aurait plus non plus d'aides financières internationales (qu'il ne faut pas confondre avec l'aide humanitaire), et plus de participation des États-Unis aux organisations supranationales qui entendent décider à la place des peuples, et les engager sans leur consentement. Sur ce dernier point, Ron Paul était très clair, et prenait, chose rare, exemple sur la France :

> « Est-ce que vous nous retireriez de l'OTAN ? — Absolument. La France est en dehors de l'OTAN, et ils sont un meilleur allié que quiconque. Ils prennent soin d'eux-mêmes. »

Prendre soin de soi-même, être seul maître de son destin : voilà ce qui semblait, à des oreilles tant habituées par la propagande interventionniste, comme le souffle de l'isolationnisme le plus obtus. C'était en réalité la reconnaissance d'un fait : qu'il vaut mieux pour chaque nation

de s'occuper seul de ses problèmes, et de ne pas vouloir se mêler constamment des problèmes des autres. C'était aussi la conséquence d'une connaissance approfondie des mécanismes économiques, qui invalident tous la prétendue opposition des intérêts des nations. La théorie économique nous dit en effet que les nations ont toutes besoin les unes des autres, et qu'il est de leur intérêt de conserver des relations amicales. Elle nous prouve en outre qu'il est insensé de réagir négativement lorsque nous nous apercevons que la balance du commerce entre notre pays et un pays étranger est déficitaire : si nous leur vendons plus qu'ils nous achètent, alors un afflux de devise se dirigera vers nous, et qu'on me prouve que nous en serons plus pauvres ! Le déséquilibre d'une telle balance est normal, et cette donnée est même une statistique inutile. Ou alors il faudrait que nous fassions toujours attention également, comme le suggéra Ron Paul dans une interview de 1988, que la balance du commerce entre telle région et telle région, ou telle ville et telle ville — et pourquoi pas tel quartier et tel quartier — ne soit pas déficitaire. Il eut cet échange :

> « Comment géreriez-vous le déficit du commerce extérieur ? — Nous ne nous en préoccuperions pas beaucoup. Savez-vous quel est le déficit du commerce extérieur entre l'État de New York et le Texas ? Personne ne le sait, et tout le monde s'en fiche. »

Avant de pouvoir résumer les positions politiques de Ron Paul, telles qu'il les exposait lors de la campagne de 1988, il faut d'abord reconnaître que vu de France, le libertarianisme peut nous paraître comme un anarchisme. Après tout, ne défend-t-il pas le retrait de l'État de toutes les missions qui lui sont confiées ? Voici bien un point qu'il faut rendre clair. En réalité, non, le libertarianisme n'est pas un anarchisme, et Ron Paul n'est pas anarchiste. Son fils ne le sera pas davantage. Dès 1988, Ron Paul eut l'occasion de le dire. Lors d'une interview, on lui demanda si la position libertarienne consistait à défendre la réduction du périmètre de l'État, ou la suppression de l'État. Le candidat libertarien répondit : « La position libertarienne, c'est moins d'État. » Il y avait certainement des dissensions à l'intérieur du Parti Libertarien, qui contient bien une frange dite « anarcho-capitaliste »,

mais la ligne du parti, le programme du parti, c'était la réduction du rôle de l'État, pas sa suppression.

Si nous souhaitons maintenant fournir un condensé de ce que le libertarianisme signifie pour Ron Paul, nous pouvons dire ceci : il s'agit d'une défense radicale du marché libre, ou capitalisme de laissez-faire, et en cela il se rapprochait des vues du Parti Républicain ; d'une défense du libre choix par chaque individu de son mode et style de vie, pourvu qu'ils n'impliquent aucune agression envers les autres, et en cela il se rapprochait des vues du Parti Démocrate ; d'une défense de la non-intervention ou neutralité en matière de politique étrangère, et en cela il était à l'opposé des deux camps.

Pourquoi Ron Paul s'attira-t-il les foudres en se faisant le défenseur d'une telle philosophie politique ? Était-ce parce qu'il avait perdu la tête, ou parce que la classe politique actuelle avait perdu la tête ? Était-ce peut-être parce que les idées libertariennes n'avaient jamais été appliquées, ou ne l'étaient plus nulle part de nos jours ? Ce genre de rhétorique, qui ne fut que trop servi au candidat libertarien, ignorait ce qui était pourtant clair, et qu'il se pressait de réaffirmer à chaque fois que venait la remarque : que les USA avaient appliqué cette philosophie pendant plus d'un siècle et demi, et qu'ils en reçurent une grande prospérité, mais qu'ils s'en éloignaient depuis environ 80 ans. Par ailleurs, à l'époque contemporaine, du moins à celle où faisait campagne Ron Paul, Hong Kong offrait un bon exemple des effets du marché libre.

S'il s'attira le mépris des journalistes et de ses collègues politiciens, était-ce parce que l'homme Ron Paul ne plaisait pas ? Pourtant, ce grand-père aux mœurs sévères, au caractère doux et au vaste savoir, semble avoir beaucoup pour plaire. Il a même, élément fort rare parmi la sphère des hommes politiques, le mérite d'avoir toujours défendu les mêmes idées. Depuis son entrée en politique jusqu'à cette candidature à la présidentielle américaine de 1988, et même jusqu'à aujourd'hui, Ron Paul n'a jamais varié. À dire vrai, après avoir examiné en détail sa carrière, après avoir écouté religieusement les centaines d'interventions télévisées et les interviews avec la presse, je n'ai trouvé qu'une seule occurrence d'un revirement de position, et celle-ci nous ramène à cette

campagne présidentielle de 1988. Le membre du Congrès du Texas finira par considérer la peine de mort comme un pouvoir trop grand pour être confié à un gouvernement. Cependant, à l'époque, à la question sur la peine de mort, il répondra : « La peine de mort ? Oui, je suis en faveur de la peine de mort. »

Malgré ces deux raisons, la noblesse du caractère de l'homme et l'existence de cas concrets prouvant le succès des idées libertariennes mises en pratique, la vigueur contre lui fut pourtant, comme on l'a suggéré précédemment, tout à fait terrible.

Un exemple révélateur qui montre la vigueur de l'opposition contre lui peut être fourni ici. Ce fut lors d'une émission télévisée de juillet 1988, « The Morton Downey Jr. Show », présentée, comme son nom l'indique, par Sean Morton Downey. Outre Ron Paul étaient invités l'homme politique Charles Rangel, les activistes Lisa Evers et Dana Beal, le professeur Flynn, et le musicien Otto Von Ruggins, du groupe punk Kongress. Le thème débattu ce soir là était la libéralisation des drogues, défendue par Ron Paul devant un parterre de militants anti-drogues. Il faut avoir regardé, il faut avoir fait l'expérience de cette émission, pour comprendre le cirque que ce fut ce jour là. Le public, dont l'opinion, très naturellement, était en parfait accord avec celle du présentateur, disposait du droit d'interrompre à tout moment les invités et de poser des questions pour partager son opinion.

Le présentateur, et toute l'assemblée avec lui, critiqua Ron Paul pour sa défense de la libéralisation des drogues, le traitant d'illuminé et de crétin. De manière anecdotique mais significative néanmoins, le présentateur passa l'émission entière une cigarette à la bouche, fumant allègrement devant la caméra, ce qui était tout à fait permis et commun à l'époque. Ron Paul lui expliqua que la cigarette était plus dangereuse que beaucoup de drogues dont il parlait. Il s'avère que Morton Downey Jr., le présentateur, contracta un cancer du poumon huit ans après cette émission. Il eut à subir une ablation du poumon et cet ancien fervent défenseur de la cigarette, membre du National Smokers Alliance, devint un grand défenseur des lois anti-tabac. Il est mort en 2001 des suites de son cancer.

Après une campagne éprouvante, qui le vit voyager dans de nombreux États, malgré les faibles moyens dont disposait alors le Parti Libertarien, le vote eut lieu le mardi 8 novembre 1988.

Parvenu, malgré les embuches et la difficulté de la tâche, à être autorisé à participer au scrutin dans pas moins de quarante-six États, Ron Paul pouvait déjà s'estimer heureux, et être fier de son parcours. Les résultats finaux du vote furent une autre raison d'être satisfait. Avec plus de 430 000 votes reçus, il arriva à la troisième place, derrière les candidats George H. Bush (Républicain, élu avec 53% du vote populaire et 426 grands électeurs) et Michael S. Dukakis (Démocrate). Ce résultat, qui pourrait paraître faible dans l'absolu, quand il est rapporté aux quelques 91 millions de votes enregistrés, doit être mis en balance avec les performances des « third parties », ces partis établis en dehors des deux camps traditionnels, le Parti Républicain et le Parti Démocrate. Cette année-là, parmi les candidats s'étant présentés en dehors des deux partis traditionnels, Ron Paul obtint deux fois plus de voix que tous les autres candidats réunis.

On aura beau débattre *ad vitam eternam* sur ce que constitue ou non un succès électoral, et s'il était possible pour le Parti Libertarien n'espérait davantage que 0.43% des voix, ce sujet reste pour nous inessentiel. Dans l'esprit de Ron Paul, un bon résultat électoral n'était pas d'une grande importance, et il refusait d'être jugé sur cet aspect. L'important à ses yeux était de diffuser le message d'État limité et de liberté individuelle. Lors d'un évènement de campagne à Houston, par exemple, il passa une soirée entière à parler devant des jeunes étudiants. Certains s'en étonnèrent, d'autant que parmi les 300 étudiants venus pour assister à son discours, seuls dix étaient en âge de voter, et la moitié de ceux-là encore ne s'étaient pas même inscrit sur les listes électorales. Ces faits auraient pu revêtir une certaine importance si l'objectif principal était de dépasser la barre des 1%, ou quelque autre objectif en termes strictement électoraux. Or ici, l'objectif premier et pour ainsi dire unique était la pédagogie, c'est-à-dire la formation intellectuelle. Et pour cela, la jeunesse universitaire était le meilleur des publics. Ainsi Ron répondra, à propos de cet évènement à Houston : « Ces jeunes voteront un jour ou l'autre, et peut-être, seulement peut-être, qu'ils ren-

treront à la maison et parleront à leurs parents. » [91] Telle était la stratégie de Ron Paul en 1988, et il est certain qu'elle fut payante. Les jeunes adolescents sont aujourd'hui adultes, et forment la grande armée libertarienne qui est prête à conquérir le Sénat, le Congrès, et jusqu'à la Maison Blanche.

En attendant de tels développements, Ron Paul s'en retourna dans sa petite ville de Lake Jackson, dans le Texas. Il délaissa quelque peu la politique. Mais son fils, lui, paraissait plus motivé que jamais et multiplia les initiatives de terrains pour la défense du libéralisme.

La première qu'il soit important de mentionner est le Syndicat des Contribuables de Caroline du Nord (North Carolina Taxpayers Union), une association formée dans le but de forcer les hommes politiques de l'État à respecter leurs engagements en matière de stabilité des impôts, et à provoquer éventuellement des baisses de la pression fiscale. Le groupe se constitua véritablement en 1991, après le non-respect par le président républicain George Herbert Bush de sa célèbre promesse de ne pas augmenter les impôts : « lisez sur mes lèvres : pas de nouveaux impôts » (Read my lips : no new taxes).

Le nouveau groupe fut, ainsi que le précédent, une énième occasion pour Rand de faire l'expérience de la politique de terrain : préparer puis distribuer des brochures, ou écrire des articles dans les journaux locaux qui vous ouvrent leurs portes. Sous ce rapport, Rand fit d'ailleurs de grands progrès. Voici l'état de sa prose en 1991, dans un passage où il fait référence à la trahison de Bush sur la pression fiscale.

> « Les contribuables en ont plus qu'assez d'être les boucs émissaires des dépenses irresponsables des hommes politiques. Lorsque le déficit public explose, c'est Jean le Contribuable qui se retrouve coincé avec la facture. Les hommes politiques font campagne en disant « Lisez sur mes lèvres : pas de nouveaux impôts », mais en lisant entre les lèvres, nous apprenons qu'ils veulent dire en vérité : « Oui, de nouveaux impôts, beaucoup de nouveaux impôts. » [92]

---

[91] Andrew Rosenthal, "Now for a real Underdog: Ron Paul, Libertarian for President", *New York Times*, 17 octobre 1988

[92] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.26-27

Deux ans plus tard, Rand renouvela l'expérience dans un autre État : le Kentucky. Il venait de s'y installer avec sa femme, dans les circonstances que nous avons rappelées. Accompagné de son épouse Kelley et de quelques nouveaux amis, il ne tarda pas avant d'y créer une nouvelle association de défense des contribuables, qui fut nommée la Kentucky Taxpayers United.

Cette association eut un fonctionnement similaire à la précédente, et une activité également semblable. Une notation des hommes politiques fut réalisée pendant près d'une décennie, et compilée dans un « Taxpayer scorecard ». Convaincu, ainsi que l'exprimera la charte de l'association, que « tous les contribuables du Kentucky connaissent bien les limites imposées par leurs budgets personnels, tandis que les hommes poli-tiques du Kentucky semblent ne connaître aucune limite », le groupe chercha également à obtenir de ces responsables politiques locaux des engagements sur la non-augmentation des impôts, et en obtint en effet de nombreux. Dès les premières années de fonctionnement, le groupe obtint la promesse de pas moins de cinquante-cinq personnalités politiques du Kentucky.

Cela ne se fit pas, nécessairement, sans provoquer quelques critiques de la part des partisans de l'intervention toujours plus poussée de l'État dans l'économie et la vie sociale. Ainsi le *Courier Journal*, très marqué à gauche, accusa le groupe de défense des contribuables de mettre des barrières au « progrès », derrière quoi il faut entendre, bien sûr, l'augmentation des impôts et l'interférence croissante des pouvoirs publics.

Malgré l'obstruction de certains milieux de gauche, et le faible enthousiasme, comme on pouvait s'en douter, des personnalités politiques du Kentucky, des résultats furent néanmoins atteints. À des fins purement politiques ou avec conviction — et en vérité le second cas était rare — de nombreux hommes politiques du Kentucky signèrent la promesse émise par le groupe, s'en servant dans leurs publicités de campagne et leurs brochures. De par ses réalisations, le jeune groupe parvint à lever des fonds afin de continuer à influencer le paysage politique de l'État. Il bénéficia également d'une certaine attention des médias locaux, certains, nous l'avons vu, qui le critiquèrent, mais d'autres pourtant qui lui ouvrirent les bras. Dans l'émission « Kentucky Tonight » de la chaîne KET (Kentucky Educational Television), Rand

Paul fut invité à participer à un débat, en tant que président de ce petit groupe de défense des contribuables. Il profita de cette occasion rare, en fait sa première participation à une émission de ce genre, pour expliquer ses idées libertariennes et mettre en avant son idéal de société, où la liberté individuelle serait garantie et l'État serait minimal.

C'était la première fois de sa vie qu'il tenait le premier rôle, et malgré son jeune âge, Rand s'en sortit avec les honneurs. Mais c'était là une formation bien moins poussée, bien moins complète, que celle qu'il s'apprêtait à recevoir. Encore une fois, elle viendrait grâce à son père, et une fois n'est pas coutume, elle lui apporterait beaucoup. Ce fut la campagne pour la nomination républicaine à la présidentielle, la première campagne qui allait rendre le nom de Paul célèbre à travers tout le pays.

CHAPITRE 5
DANS L'OMBRE D'UNE SUPERSTAR

Ron Paul, inlassable défenseur des idées libérales — L'annonce de sa candidature pour la primaire — Le choc des premiers débats — Un candidat ostracisé — Résultat des premières primaires — L'échec du Super Tuesday — Fin de campagne — Le rôle de Rand dans cette course.

L'ambition de la politique est capable de vous aspirer plus vite et plus fortement qu'on ne l'estime communément, et elle relâche parfois difficilement son emprise sur vous. Mais la politique ne vous apporte pas toujours ce que vous venez y chercher, et il peut s'avérer nécessaire d'être patient avant de recueillir les fruits de vos efforts.

Pour Rand Paul, la politique avait été bien plus qu'une vocation : elle avait été un destin. Elle avait bercé ses jeunes années, accompagné son passage à l'âge mûr, et voici qu'en 2007, à l'aune d'une primaire républicaine pour la présidentielle qui s'annonçait décisive, et tout à fait ouverte, elle revenait le voir et le tenter.

Durant les deux décennies 1990 et 2000, son père va, dans l'attente de nouvelles possibilités de se présenter devant tous les Américains, à travers une campagne électorale, il va user de son rôle de membre du Congrès américain pour montrer l'exemple, en ayant un « voting record » tout simplement parfait, mais aussi en prenant régulièrement la parole devant l'assemblée pour dénoncer les errements de l'administration Clinton, puis Bush. Le message par lui porté restera le même pendant les quelques vingt années qui nous amènent de la campagne infructueuse de 1988 jusqu'à celle dont nous parlerons ensuite et à laquelle Rand participera activement : celle de 2007. Ce message, il le résumait par quatre points en 1991, lors de la convention nationale du parti libertarien : « Moins d'État. La liberté individuelle. Retirer l'État de notre dos. Une politique étrangère plus responsable. »

Convaincu, ainsi qu'il l'affirmera dans un discours de 1999, que « la paix et l'harmonie ne peuvent jamais être obtenues par les bombes et

l'intimidation », Ron Paul n'aura de cesse d'alerter l'attention sur les questions de politique étrangère. En des temps où l'Amérique était en guerre, c'était à son sens la seule question qu'il importait vraiment de traiter. Ainsi, quand en 1988 on l'interrogeait sur l'avis qu'il pouvait avoir sur l'*impeachment* de Clinton après l'affaire Monica Lewinsky, il préférait rebondir sur les questions qui comptaient véritablement à ses yeux. « Je préférerais que le Congrès s'attaque à l'inconstitutionnalité des guerres lancées par le président. Pour moi cela est beaucoup plus sérieux que Monica Lewinsky, permettez-moi de vous le dire »

Et en effet, tout au long de ces deux décennies, la politique étrangère restera chez Ron Paul la préoccupation principale. Lors de chaque interview, ainsi que de manière inlassable devant ses pairs du Congrès américain, il défendra son credo non-interventionniste : que la paix, la collaboration et le libre-échange sont les seuls fondements de la prospérité et du développement des nations. « Au plus nous nous montrons menaçants et intimidants, expliquera-t-il en 1998, au plus nous souhaiterons bombarder des pays et au plus nous nous dirigeons vers un nouveau fiasco comme au Vietnam. Nous commerçons avec le Vietnam désormais. C'est beaucoup mieux que de vouloir imposer notre volonté au Vietnam en y lâchant des bombes. » Ce message de bon sens sembla prêt à convaincre les masses, mais ce fut sans compter les évènements à venir, du terrorisme à l'islamisme radical.

Et pourtant, en 2001, une nouvelle intervention militaire est engagée en Afghanistan, dans le cadre de cette guerre contre le terrorisme qui fut le grand thème de la présidence de George W. Bush. Là encore, Ron Paul marque son opposition. Bien qu'il accepte la traque d'Oussama Ben Laden, présenté comme responsable des terribles attentats du 11 septembre, il refuse une intervention prolongée en Afghanistan. « Je ne vois aucune raison de prendre de jeunes hommes et de jeunes femmes et de les envoyer à 6 000 kilomètres d'ici pour attaquer un pays qui n'a commis aucune agression contre notre pays. »

En 2003, c'est en Irak que les États-Unis interviennent. Il continue à s'y opposer avec la plus grande vigueur. « Je ne veux pas que quiconque perde une jambe pour une raison qui n'est pas justifiée et quand ce n'est pas une guerre déclarée. Je pense que ce devrait être le test à faire pour toutes les personnes de notre pays, et pour les hommes politiques

également. Si cette guerre vaut la peine d'être menée êtes vous prêts à y aller, à y perdre votre jambe, à y laisser votre vie ou à y envoyer vos enfants ou vos petits-enfants ? »

Obnubilé par la politique étrangère, avec raison semble-t-il, tant ce sujet importe pour l'avenir des États-Unis, Ron Paul n'en oublia pas pour autant la politique économique américaine. Dès la fin de la décennie 1990, il réclama avec insistance une baisse des dépenses, pour éviter une spirale de la dette. Et de s'étonner de ce que ses collèges se refusent à agir pour éviter d'atteindre le mur, malgré la force de l'évidence. « Je suis très déçu de voir que dans ce Congrès nous n'avons vu pour le moment aucun effort sérieux pour réduire quelque dépense que ce soit » dira-t-il en 1997. La décennie suivante ne verra aucun effort non plus, bien au contraire. Au lieu de voter des réductions de dépenses, permettant de sauver l'économie du pays, les membres du Congrès et les Sénateurs voteront d'autres textes, comme celui relevant le plafond de la dette : de 3000 milliards en 1990, il est passé à 4000 milliards en 1992, 5000 milliards en 1994, et 6 milliards en 1996. Après quelques années de stagnation, il est relevé à de nombreuses reprises sous les années Bush : de 6000 milliards, il atteint 9 000 milliards au moment où Obama est élu président. Depuis, la haussa a continué, et la progression de la dette américaine a obligé le passage de la barre du plafond de la dette à 16 000 milliards de dollars. En étudiant cette évolution, on ne peut s'empêcher de songer : et si Ron Paul avait été écouté..

D'ailleurs, si l'Amérique avait écouté ce membre du Congrès du Texas, sans doute la crise économique de 2007-2008 aurait été évitée. Au début des années 2000 a lieu l'un des plus grands exploits de Ron Paul : il prédit l'avènement de cette crise, en pointant du doigt ses deux causes : les crédits subprimes et la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine. Six ans avant le déclenchement de cette crise majeure, Ron Paul explique devant le Congrès :

> « L'expansion du crédit créée par la Réserve fédérale durant les huit derniers mois n'a pas stimulé la croissance du secteur technologique ou industriel mais a pour beaucoup permis le gonflement de la bulle immobilière. Cette bulle éclatera comme toutes les bulles le font. »

Ron Paul s'exprimant devant le Congrès, prédisant les troubles causés par l'interventionnisme militaire et la politique monétaire de la Fed (2001)

Deux ans plus tard, il précisait encore le danger, d'une manière extraordinairement prophétique :

> « Les privilèges spéciaux accordés à Fannie Mae et Freddie Mac ont faussé le marché de l'immobilier, en leur permettant d'attirer des fonds qu'elles n'auraient pas su attirer dans des conditions normales de marché. Comme toutes les bulles artificiellement créées, le boom dans l'immobilier ne durera pas indéfiniment. Quand les prix de l'immobilier chuteront, les propriétaires feront face à des difficultés puisque leur patrimoine sera anéanti. Par ailleurs, les détenteurs de dette hypothécaire subiront également des pertes. Ces pertes seront plus importantes qu'elles n'auraient été si des politiques gouvernementales n'avaient pas activement encouragé un surinvestissement dans l'immobilier. »

Que ce soit sur la politique étrangère ou les questions économiques, Ron Paul restait très différent de tous les autres. Ainsi, quand en 2004 vient le choix crucial de l'élection présidentielle, Ron Paul, malgré son allégeance, de principe, avec le Parti Républicain, se refuse à soutenir George W. Bush. Il accuse les deux candidats dans un même mouvement, les présentant comme deux destructeurs égaux de la liberté.

> « Chacun des deux candidats a soutenu la guerre en Irak et la poursuite de celle-ci. Tout deux ont soutenu le Patriot Act et son attaque controversée sur la vie privée. Chacun des deux candidats a soutenu l'augmentation des dépenses dans presque tous les domaines »

Mais si Ron Paul était convaincu de la similarité fondamentale des deux partis au pouvoir, et s'il représentait une alternative, pourquoi ne pas se présenter ? C'est ce raisonnement qui l'amena finalement à annoncer sa candidature, le 19 février 2007.

***

C'est en février 2007 que le père de Rand annonça sa candidature à la primaire du Grand Old Party. Dans une adresse vidéo diffusée le 19 février 2007, le membre du Congrès du Texas expliqua :

> « Après avoir mûrement réfléchi avec ma famille, et en réponse aux nombreuses requêtes qui m'ont été faites, j'ai accepté de créer un comité exploratoire pour la présidentielle, une étape préliminaire avant de devenir candidat à la primaire républicaine pour les élections de 2008. »

En annonçant sa candidature, Ron Paul signifiait bien les raisons pour lesquelles il le faisait. Celles-ci étaient les mêmes que celles qui l'avaient poussé, jadis, à entrer au sein du Parti Libertarien et à se faire choisir comme candidat à la Maison Blanche :

> « Mes inquiétudes envers l'avenir de notre nation sont grandes. Le Parti Républicain a échoué dans son effort de réduire la taille de l'État et de restaurer notre république constitutionnelle.
>
> Néanmoins, ces dernières années nos déficits ont explosé, la protection sociale est devenue hors de contrôle, et nos libertés personnelles ont été mises en danger. Nous nous sommes embarqués dans une politique étrangère dangereuse et très coûteuse, en agissant comme les gendarmes du monde, et en construisant les nations.
>
> Exprimé tout à fait simplement, nous ne pouvons plus nous permettre les extravagances de cet État toujours croissant et toujours intrusif, tant ici en Amérique qu'à l'étranger. »

Cette décision de se lancer une nouvelle fois dans une campagne présidentielle, décision qu'on a beau considérer sage et justifiée avec le recul et en considérant les évènements ultérieurs, ne pouvait à l'époque apparaître autrement que farfelue et abusivement téméraire. Quelles étaient donc, quelles pouvaient être les chances de ce candidat inconnu du grand public, dénué de tout soutien de poids et même d'une quelconque base militante, et exposant des idées en marge du discours traditionnel de son parti ? L'échec au sein du Parti Libertarien devait pourtant amener un changement dans la stratégie : puisque les voies vers le pouvoir sont bloquées à quiconque ne s'insère pas dans l'un des deux partis traditionnels, il était vain de poursuivre le combat au sein du Parti Libertarien : c'est le Parti Républicain, disposant d'une base électorale large, et plus encore d'un écho médiatique sans commune mesure, qui devait abriter une nouvelle tentative.

Cette campagne aurait pu être celle, traditionnelle, des candidatures de témoignage : une exposition médiatique presque nulle, une adhésion des électeurs à peine plus importante, et aucune influence, surtout, sur le cours des évènements. C'est l'exact inverse qui se passera cette année là avec Ron Paul. Ce modeste membre du Congrès du Texas, auparavant très peu connu, va devenir une superstar, et cela va commencer dès l'été 2007, plus d'un an avant l'élection finale, grâce aux débats télévisés. « Le grand moment, racontera Michael Nystrom, un supporter actif de Ron Paul en 2007, ce fut quand Ron Paul a commencé à apparaître dans les débats télévisés. Il y avait onze personnes sur le plateau, et dix disaient la même chose. Ron Paul était à part. »

Parmi ces onze candidats, étaient présents les favoris : Mitt Romney, ancient gouverneur du Massachusetts ; Rudy Giuliani, deux fois maire de la ville de New York ; Mike Huckabee, ancien gouverneur de l'Arkansas ; et John McCain, réélu une quatrième fois à son poste de Sénateur de l'Arizona.

Au cours d'un débat organisé à l'Université de Columbia, en Caroline du Sud, Ron Paul fut projeté sur les devants de la scène. Lors d'une réponse qui parût d'abord banale, il suggéra que les attaques terroristes du 11 septembre 2001 étaient imputables à la politique étrangère américaine, qu'il jugeait dangereusement interventionniste. C'était l'idée du blowback, « retour de boomerang », qu'il allait présenter :

> « Je pense très sincèrement que la CIA a raison quand elle enseigne et parle du blowback. Quand nous sommes allés en Iran en 1953 et que nous avons installé le shah, oui, il y a eu un blowback. L'une des réactions fut la prise de nos otages, et cela continue. Et si nous ignorons cela, nous l'ignorons à nos risques et périls. Si nous pensons que nous pouvons faire ce que nous voulons à travers le monde, et ne pas inciter de haine contre nous, alors nous avons un problème. Ils ne viennent pas ici nous attaquer parce que nous sommes riches et nous sommes libres. Ils viennent ici et ils nous attaquent parce que nous sommes présents là-bas. Nous bombardons l'Irak depuis maintenant dix ans. »

Rudy Giuliani, présent au débat, fut choqué par cette réponse de Ron Paul, et cette interprétation que le 11 septembre est survenu en réaction à la présence militaire des Américains dans le Moyen Orient. Il

demanda à ce que Ron Paul retire ses propos, qualifiant son interprétation d' « absurde ». Et le membre du Congrès du Texas de rester droit dans ses bottes, en demandant : « Vous êtes-vous déjà renseigné sur les raisons pour lesquelles ils nous ont attaqué ? »

Sur le plateau, les présentateurs continuèrent à lui demander : si vous êtes en désaccord avec le parti républicain, pourquoi cherchez-vous à en obtenir la nomination. Et il répondit : « Je pense que le Parti Républicain a perdu la raison. La frange conservatrice du parti républicain a toujours défendu une politique étrangère non-interventionniste. » Et de préciser sa pensée :

> « Nous construisons en ce moment une ambassade en Irak qui est plus grande que le Vatican. Que dirions-nous ici si les Chinois en faisaient autant dans notre pays ou dans le Golfe du Mexique ? Nous ne serions pas d'accord. Il nous faut regarder ce que nous faisons en pensant à ce que nous dirions si quelqu'un nous le faisait à nous. »

Bien conscients de l'originalité voire du non-conformisme de ces vues, les modérateurs du débat ne tardèrent pas à rappeler que ce n'était pas la position traditionnelle du GOP, ni celle de ses électeurs. Avec cette ironie et ce dédain à peine feint, Mike Wallace, journaliste politique à Fox News, dira :

> « Vous dites que nous devrions retirer nos troupes. Selon un récent sondage, 77% des républicains sont contre l'idée de décider d'un agenda de retrait des troupes. Est-ce que vous êtes candidat à la nomination pour le mauvais parti ? »

Et Ron Paul de répondre :

> « Si vous regardez 60 à 70% du peuple américain, ils veulent que nous partions, ils veulent mettre un terme à la guerre. En 2002, j'ai proposé un amendement aux relations internationales pour la déclaration des guerres. Mon idée était que si vous voulez partir en guerre et si nous devons partir en guerre, le Congrès devrait déclarer la guerre. On ne part pas en guerre comme on l'a fait pour le Vietnam, ou pour la Corée, cas alors les guerres ne se terminent jamais. »

Ron Paul au milieu de ses principaux rivaux lors d'un débat (de gauche à droite : Mitt Romney, John McCain, Rudy Giuliani,, et Mike Huckabee)

Et débattant avec Huckabee (2008)

Ron Paul avait aussi des idées économiques, qu'il n'hésita pas à mettre en avant, d'autant que l'attention était désormais tournée vers lui, après ses déclarations et ses prises de position sur la politique étrangère.

> « Il y a beaucoup de dépenses que nous pourrions couper. Mais nous ne pouvons rien couper tant que nous ne changeons pas notre philosophie sur quel rôle devrait avoir l'État. Si vous pensez que nous pouvons continuer à être le gendarme du monde, et à dépenser à l'étranger des centaines de milliards, ainsi que dépenser des centaines de milliards pour gérer un État providence et un système de droits sociaux qui a accumulé soixante mille milliards de dollars d'obligations, et si vous pensez que nous pouvons faire avancer l'économie avec cela. […] Nous ne pouvons pas nous permettre tout cela. Nous ne pouvons pas nous le permettre en tant qu'État et nous ne pouvons pas nous le permettre en tant que nation. Donc nous devons réformer notre fiscalité, mais les coupes budgétaires ne viendront qu'en changeant notre vue sur ce que l'État devrait faire pour nous. »

Après le débat, Fox News organise un vote par SMS pour savoir qui a remporté le débat. Ron Paul l'emporte, et ce sera une constante pendant la plus grande partie de la saison des débats télévisés. Avec 30%, il est devant Mitt Romney, qui reçoit 27%, et Rudy Giuliani, à 16%. Tous les journalistes de Fox News s'empressent de nier toute victoire. Michael Steele explique que la victoire sur ce sondage ne veut rien dire, que cela n'est pas un sondage scientifique, que ça ne compte pour rien. C'est l'avis de tous les journalistes de la chaîne, qui sont pourtant ceux qui ont souhaité conduire un tel sondage ! Si le vainqueur avait été différent, tous auraient abondé dans ce sens, indiquant qu'il avait valeur de preuve de ce que le favori était apprécié et vu comme le meilleur.

***

Les débuts étaient difficiles, semblait-il. Ostracisé, tourné en ridicule par des médias peu habitués par un tel tempérament, Ron Paul voyait pourtant affluer à lui les soutiens et se constituer une sorte d'armée. Ce débat de Caroline du Sud, et la confrontation avec Giuliani, surtout, fut

un coup de boost fantastique. Tous les médias américains, pendant au moins deux jours, ne parleront que de cette confrontation entre Paul et Giuliani. Le membre du Congrès du Texas en profita pour surfer sur ce buzz. Il organisa une conférence de presse pour communiquer une liste de livres qu'il recommandait à Giuliani, pour qu'il parvienne à comprendre les méfaits de la politique interventionniste américaine dans le Moyen-Orient. « J'espère qu'il lira ces livres avant le prochain débat », affirmera Ron, moitié sérieux, moitié provocateur.

Après trois mois de débats télévisés, Ron Paul avait acquis une certaine célébrité de par son message anti-guerre et son opposition à tout programme gouvernemental qui ne soit pas autorisé par la Constitution américaine. À la fin de l'été, le *New York Times*, pourtant très éloigné de son message libertarien, parla de lui dans des termes assez flatteurs.

> « Il y a quelque chose de traditionnel chez Paul, quelque chose qui rappelle "Mr. Smith Goes to Washington". Il communique avec ses administrés à travers des cartes d'anniversaire, des barbecues estivaux, et les livres de cuisine que sa femme fait paraître à chaque élection, et dans lesquels sont réunis des photos de ses petits-enfants, des passages de la Bible, et des recettes de ses voisins pour faire du fromage fondu Velveeta ou une salade avec du coca-cola goût cerise. Il est listé dans l'annuaire et ses administrés l'appellent chez lui à la maison.
>
> Mince au point d'apparaître maigre, et poli au point d'apparaître délicat, Ron Paul est un arrière-grand-père de 71 ans, docteur dans une petite ville, intellectuel autodidacte, et formidable défenseur des principes de la Constitution. En temps normal, Paul serait bien — et en vérité, a été — le type de personne qui est invité à la télévision autour du 15 Avril [Tax Day, « jour de l'impôt », ndlr] pour pérorer sur la question de savoir si l'impôt fédéral sur le revenu est une violation à la Constitution. Mais ces dernières semaines, Paul est devenu une star dans les magazines qu'il ne lit pas, sur des sites internet qu'il n'a jamais visités, et dans des émissions télévisées qu'il n'a jamais regardées. » [93]

---

[93] Christopher Caldwell, "The Antiwar, Anti-Abortion, Anti-Drug-Enforcement-Administration, Anti-Medicare Candidacy of Dr. Ron Paul", *New York Times*, 22 juillet 2007

Dans les rangs du GOP, cette popularité ne plut pas. Les débats républicains suivants seront consacrés à la mission très peu glorieuse de décrédibiliser totalement Ron Paul. Un par un, les favoris à la course à l'investiture du GOP s'attacheront à attaquer ce candidat pourtant peu dangereux, du moins en cette année de 2007, pour leurs ambitions. En novembre 2007, Ron Paul fut ainsi pris à parti par McCain, le Sénateur de l'Arizona, alors l'un des favoris pour la nomination, qu'il finira par remporter.

Bien que les vues libertariennes de Ron Paul sur l'économie le distancient fortement de McCain, de Romney, ou Huckabee, c'est sur la politique étrangère que le fossé était le plus large, et c'est sur ce thème que s'acharneront les critiques. Ainsi McCain prit-il le temps d'indiquer vigoureusement son désaccord :

> « Je veux vous dire que ce type d'isolationnisme, Monsieur, est ce qui a provoqué la Seconde Guerre mondiale. Nous avons permis à Hitler d'arriver au pouvoir avec cette attitude isolationniste et cette volonté d'apaisement. Je viens de passer Thanksgiving avec les troupes. Et leur message pour vous est : Laissez-nous gagner, laissez-nous gagner. »

Le public eut une réaction mitigée, mais sur le plateau, les principaux candidats applaudirent McCain, montrant leur soutien, contre Paul. Le membre du congrès du Texas répondit : « ce que dit John n'a juste aucun sens. Il ne comprend même pas la différence entre non-interventionnisme et isolationnisme. »

Quelques semaines plus tard, ce fut au tour de Romney de tenter de ridiculiser les attaques du membre du Congrès du Texas contre la politique étrangère des États-Unis. Après avoir expliqué que les propos de Ron Paul étaient tout simplement stupides, il jeta avec un sourire : « Je pense que M. le membre du Congrès Paul ne devrait pas lire autant de communiqués de presse d'Ahmadinejad. » Cette ligne d'attaque, qui est indigne d'un débat politique dans une grande démocratie, fut reprise et amplifiée par les journalistes modérant les débats, surtout ceux provenant de la chaîne Fox News.

> « M. le membre Paul, vous dites plus ou moins que nous devrions recevoir nos ordres de marche de la part d'Al Qaeda ? S'ils souhaitent que nous quittions la Péninsule Arabique, nous devrions partir ?
>
> Non ! répondit vivement Paul. Je dis que nous devrions recevoir nos ordres de marche de la part de notre Constitution. Nous ne devrions pas partir en guerre sans une déclaration de guerre. C'est une invasion agressive. Nous avons commis une invasion avec cette guerre, et c'est illégal sous le droit international. Voilà d'où je reçois mes ordres de marche, et non de la part d'un ennemi. »

Après la saison des débats venait la saison des votes. Pour chacun des deux partis, les primaires pour la présidentielle se déroulent durant six mois, à partir de janvier de l'année de l'élection, qui est toujours en novembre. Chaque État doit faire voter les électeurs. L'enchaînement des votes se fait de manière connue : le premier État à voter est l'Iowa, dans les premiers jours de janvier, puis vient le New Hampshire, et ainsi de suite jusqu'en juin. Certains États votent seuls, certains ensemble à la même date. En mars, pas moins de dix Etats votent conjointement, lors de ce qui est appelé le Super Tuesday, une date à partir de laquelle le vainqueur final a souvent émergé, ayant pris une avance difficile à rattraper.

À l'approche du mois de janvier, signifiant le débat des votes, la campagne de Ron Paul se trouvait dans une situation paradoxale de grande force et de grande incertitude. La force était pour eux la plus visible : depuis le début des primaires, des milliers de supporters enthousiastes avaient jailli des quatre coins de l'Amérique pour apporter leur soutien à ce candidat original. L'activité sur internet, surtout, était considérable. Avant Obama, et même davantage que lui, Ron Paul utilisait les nouveaux moyens de communication à des fins politiques, ce que jamais on avait fait avant lui dans de telles proportions.

À cette force apparente était mêlée une grande incertitude, car il était impossible d'oublier le traitement des médias, leur haine parfois, et l'arrogance des cadres du Parti Républicain. Gagner seul contre tous relève partout et toujours de l'exploit, et il est fort difficile, même avec

le soutien de dizaine de milliers de supporters motivés, de se dire par avance capable de soulever des montagnes.

Le 3 janvier 2008 à 18h, les bureaux de vote ferment dans le petit État de l'Iowa, fier d'avoir le titre de « first in the nation ». Trois heures plus tard, les résultats sont connus, avec plus ou moins de précision. Ce sont les favoris qui l'emportent : Mike Huckabee obtient 34%, avec d'excellents scores dans le centre de l'Etat, et rafle dix-sept délégués pour la Convention nationale. Romney, qui gagne dans de nombreux comtés à la frontière est et à la frontière ouest de l'État, est deuxième avec 25%, et reçoit douze délégués. Thompson et McCain, qui ne remportent pas un seul comté, prennent la troisième et quatrième place, avec 13% chacun, bien que des deux, seul McCain obtienne des délégués, trois au total. Ron Paul est cinquième. Il a le mérite de remporter un comté dans tout l'État, le comté de Jefferson — tout un symbole — ainsi que deux délégués pour la convention nationale. Paul peut aussi se targuer d'avoir très nettement dépassé son adversaire d'un soir, Rudy Giuliani. Malgré sa popularité, l'ancien maire de New York est distancé dans tous les comtés de l'Iowa, et ne récolte que 4% des voix au global, ne recevant aucun délégué.

La satisfaction d'avoir remporté un comté, deux délégués, et d'avoir largement battu Giuliani ne compensa pas, pour les supporters de Ron Paul, la peine de ne pas voir leur champion devant. Les efforts, leur sembla-t-il, n'avaient pas payés.

Il faut certainement avoir participé à cette éclosion fantastique du candidat Ron Paul, sorti de nulle part, pour comprendre le vif espoir qu'il avait créé avec sa candidature, et la croyance en son succès, malgré l'unanimité des critiques contre lui. Il faut y avoir cru soi-même, peut-être, pour comprendre les raisons de cette croyance en apparence folle.

Quoi qu'il en soit, Ron Paul n'avait pas remporté l'Iowa. Arrivé quatrième, avec 10% des voix, il pouvait néanmoins prétendre effectuer une belle campagne, et peut-être améliorer son score lors des prochains scrutins, et dès le 8 janvier, cinq jours après l'Iowa, dans le New Hampshire. Ses supporters, en tout cas, avaient beaucoup d'espoirs pour lui dans cet État, et ils y avaient beaucoup œuvré. De culture plus libertarienne que les autres États, le New Hampshire, dont la devise est « Live Free or Die » — inspiré du cri français « La liberté ou la mort » —

semblait leur être acquis. C'était sans compter l'injustice faite par la chaîne Fox News, proche des milieux républicains.

Cette chaîne, qui tient un peu aux États-Unis le rôle qu'a chez nous le journal *Le Figaro*, est un média de droite fort respecté et jouissant d'une large audience. Bien que son slogan soit « Fair and Balanced » (Equitable et équilibré), la chaîne Fox News allait montrer qu'elle était en vérité unfair and unbalanced.

Cette chaîne avait été choisie pour organiser un débat télévisé entre les candidats à la primaire du GOP, le 6 janvier 2008, dans le New Hampshire, État qui devait voter le 8. Peu avant la date du débat, la chaîne annonça qu'elle ne ferait participer que les cinq principaux candidats. En se basant sur les résultats de l'Iowa, les cinq candidats auraient dû être : Mike Huckabee, Mitt Romney, Fred Thompson, John McCain, et Ron Paul. Les derniers sondages pour le New Hampshire plaçaient les mêmes cinq candidats en tête. Et pourtant, Fox News estima que Giuliani, et non Ron Paul, avait sa place pour ce débat.

Étant données les règles électorales françaises, nous serons certainement choqués qu'une chaîne puisse se permettre d'inviter ou de ne pas inviter certains candidats. N'est-il pas important pour la démocratie que chacun soit traité à part égale ? Mais les lois ne sont pas les mêmes outre-Atlantique, et la chaîne était dans son droit.

Rudy Giuliani, qui avait reçu 3% dans l'Iowa, participa donc à ce débat, quand Ron Paul, ayant obtenu 10%, ne le put pas. Le fait même de sélectionner un nombre réduit de candidats choqua le public. Fergus Cullen, le président du Parti Républicain du New Hampshire, dénonça publiquement cet acte anti-démocratique :

> « Limiter le nombre de candidats invités pour participer aux débats n'est pas en phase avec la tradition de notre État, qui organise la première primaire de la nation. [94] Les règles du jeu exigent que chaque candidat se voit offert une opportunité égale de participer, et non juste quelques-uns, choisis par les médias, avant que les gens aient voté. »

Du côté de la campagne de Ron Paul, bien entendu, on cria au scandale. Les militants, surtout, furent les plus en colère, et une mani-

[94] Le vote dans l'Iowa est sous forme de caucus, non de primaire.

festation fut immédiatement organisée devant les locaux de la chaîne. Pour Benton, le responsable de la campagne, le choix de Fox News avait été biaisé. « Ron parle de certains sujets qui ne sont pas très populaires chez Fox News, comme la responsabilité en matière fiscale et le retrait des troupes d'Irak. Cela nous laisse quelque peu songeur quant à la possibilité que cette décision ait été délibérée. Si l'on considère les chiffres, je ne vois pas comment on peut exclure Ron Paul. »

L'unanimité des Républicains contre Ron Paul n'était pas totale. Barry Goldwater Jr., fils du candidat républicain, intervint sur Fox News pour défendre Ron Paul et critiquer le choix de la chaîne. Agissant sans doute autant par conviction personnelle que par défense de l'équité de traitement, il eut ces mots, rappelant l'expérience de son père, lui aussi mis à la marge du Parti pendant longtemps :

> « En 1964 mon père n'était même pas placé dans les sondages, et il a fini par gagner les primaires du Parti républicain. Il est trop tôt pour vous pour décider de qui sera le nominé. Vous devriez permettre à toutes les voix de s'exprimer, particulièrement aussi tôt dans cette campagne. »

Dans les milieux journalistiques, d'habitude attachés au respect de l'équité, les réactions furent également nombreuses. Le célèbre présentateur du Tonight Show, Jay Leno, invita Ron Paul le soir du 7 janvier, parce qu'il considérait que son exclusion avait été injuste. « Vous devriez casser la gueule à certains d'entre eux », lui dit Jay Leno en plaisantant.

Le lendemain, 8 janvier, a lieu le vote dans le New Hampshire. Les résultats sont mitigés, sans doute à cause du « blackout » médiatique récent. Dans cet État, dont la devise « Live free or die », va bien avec son message, Ron Paul finit cinquième avec 7,5% des voix, loin derrière John McCain (37%), Mitt Romney (31,5%), Mike Huckabee (11,2%), et Rudy Giuliani (8,5%). Il ne remporte pas de délégué, mais gagne tout de même dans un comté, celui de Richmount. Avec ironie, Ron Paul reçoit près de neuf fois plus de voix dans le New Hampshire que Fred Thompson, présenté par Fox News comme le cinquième homme de cette campagne.

Des supporters de Ron Paul devant le lieu d'un débat républicain
Et le candidat républicain invité par Jay Leno, le soutenant après qu'il ait été exclu d'un débat par la chaîne Fox News

Imaginer que les médias changeraient leur fusil d'épaule après qu'ils aient reçu la preuve de leur erreur de jugement était faire preuve d'une grande naïveté. Dès le 10 janvier, c'est-à-dire deux jours à peine après le vote dans le New Hampshire, un nouveau débat est organisé dans le prochain État à voter, la Caroline du Sud. Depuis Mytle Beach en Caroline du Sud, le débat est dirigé par les journalistes de Fox News. Après les premiers votes dans les États où il a bien performé, en remportant un comté dans chaque État, Ron Paul devrait obtenir un rôle de prétendant sérieux. Ces journalistes lui refusent, et continuent à lui manquer de respect.

Le présentateur Carl Cameron pose une question au membre du Congrès du Texas :

> « M. le membre du Congrès Paul, une autre question sur cette capacité à être élu. [Après un long silence] Avez-vous la moindre chance d'être élu ? Vos différences avec le reste des candidats républicains pose la question de savoir si vous êtes capable de remporter la nomination. »

Ron Paul répond :

> « Donc vous suggérez que je ne suis pas éligible, et que les Républicains ne veulent pas de moi ? Parce que je suis fiscalement très conservateur ? Parce que je défends les libertés civiles ? Pourquoi ne devrions-nous pas défendre les libertés civiles ? Et pourquoi ne devrions-nous pas parler de politique étrangère, un sujet qui a toujours fait partie du Parti Républicain ? »

Malgré les applaudissements du public, dont une partie tout de même prenait plaisir à le moquer, Ron Paul avait du mal à subir les attaques. Avec le temps, il apprendra à prendre, puis surtout à rendre les coups. Lors d'un débat suivant, il prendra à partie Mike Huckabee, encore favori, sur ce sujet de la politique étrangère, et réassénera son message anti-guerre.

> « Nous avons perdu plus de 5 000 Américains là-bas, en Afghanistan, en Irak, sans compter les civils tués. Combien voulez-vous encore en perdre ? Encore combien de temps voudriez-vous rester là-bas ? Qu'avons-nous encore à payer pour sauver la face ? Sauver la face,

> c'est tout ce que nous faisons. Il est temps de faire rentrer nos soldats à la maison. »

Malgré ce sursaut de courage, les résultats de Ron Paul ne furent pas aussi bons qu'espéré. En tout état de cause, ils ne reflétaient en aucun cas l'activité des militants, tant sur le terrain que sur internet. Après quelques semaines à être relégué, bon an mal an, à la cinquième place, le Super Tuesday, jour où le vote avait lieu dans pas moins de vingt-et-un États, et durant lequel 41% des délégués seraient attribués, pouvait encore le sauver. Mais loin de refaire son retard, Ron Paul y affichera même des résultats en retrait par rapport aux premiers États. Le dynamisme de son armée de supporters fut sévèrement impacté. « Après le Super Tuesday de février, avouera Michael Nystrom, fondateur de la plateforme Daily Paul, beaucoup d'enthousiasme s'est évaporé. »

Le Super Tuesday, qui se tient le 5 février, est en effet le coup de massue pour le membre du Congrès du Texas. McCain remporte la grande majorité des États, et il semble alors clair que la victoire ne lui échappera pas. Aucun débat télévisé n'étant prévu après le dernier, organisé par CNN, à Simi Valley en Californie, le 30 janvier, la lutte est désormais inutile. Après 17 mois de campagne, Ron Paul mit ainsi un terme à son effort. Il l'annonça sur son site internet, et eut ces mots :

> « Même si la victoire dans son sens politique conventionnel n'est pas accessible dans la course à la présidentielle, nous devons nous souvenir que les élections sont des efforts de court-terme. Les révolutions sont des projets de long terme. »

Par la même occasion, il donne rendez-vous à ses supporters. Le 12 juillet prochain, il les invite à participer à une grande marche, intitulée la Marche de la Révolution. Cette manifestation grandiose, les supporters de Ron Paul l'organisent à Washington. Elle attirera plus de 15 000 personnes, à la surprise de tous.

Mais la sanction des urnes était celle qu'elle était. Il fallait l'accepter, comme les autres candidats. Il fallait se ranger au choix des électeurs du GOP — et des médias — et accepter la nomination du Sénateur de l'Arizona, John McCain.

John McCain, vainqueur de la primaire républicaine de 2008
et Ron Paul, organisant une Marche de la Révolution

Seulement, le Parti Républicain, préparant la Convention nationale à Tampa, va faire un choix empêchant tout rassemblement. Cette grande Convention nationale est d'habitude l'occasion pour les anciens candidats de renouveler publiquement leur soutien pour le nominé, et ainsi pour le Parti d'afficher son unité. Or cette fois-ci, le Parti Républicain refuse que l'un des candidats, Ron Paul, ne vienne s'exprimer sur la scène lors de la Convention, comme c'est l'usage.

Refusant de voir sa voix étouffée par un appareil politique incapable de se remettre en question, et pareillement incapable de s'étendre en ouvrant les bras aux supporters enthousiastes d'un membre du Congrès éclectique, Paul décida d'organiser son propre congrès, dans cette même ville de Tampa, à quelques centaines de mètres à peine de la Convention nationale du GOP. Animé par Tucker Carlson, ce « Congrès pour la République », ainsi qu'il fut nommé, parvint à réunir de nombreux conservateurs déçus du Parti Républicains, comme Barry Goldwater Jr, le fils du candidat libertarien. On compta 10 000 tickets, tous vendus au prix symbolique de 17.76$, rappelant la Révolution américaine, dont les valeurs inspirent tant Ron.

Rand Paul fut très attristé devant cette situation. Selon lui, son père avait sa place à la Convention nationale du GOP, d'autant que parmi les invités, certains étaient encore bien plus éloignés des idées traditionnelles du parti. Il racontera :

> « Lors de la Convention Nationale du Parti républicain, on a refusé de donner une quelconque place à mon père — un conservateur défenseur de l'État limité et de la Constitution —, le forçant à organiser sa convention parallèle de l'autre côté de la rue. Mais le sénateur Joe Lieberman — défenseur de l'État fort, socialement de gauche, ancien démocrate et colistier d'Al Gore — eut le droit à un temps de parole durant le prime time. » [95]

C'est par cet incident fâcheux, qui aurait parfaitement pu être évité, que s'acheva cette glorieuse campagne pour la nomination républicaine. Si nous n'avons pas spécifié à chaque étape le rôle de Rand, dont nous

---

[95] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.34-35

venons de citer les mots, c'est que nous réservions pour plus tard cette analyse, qu'il nous faut désormais mener.

C'est peu dire, d'abord, que Rand fut impliqué dans cette campagne, ou qu'il la vécut de l'intérieur. En vérité, il en fut l'un des principaux artisans, et le pilier des opérations qui furent de grands succès.

Parmi les principales missions que Rand Paul fut invité à assumer, la plus digne d'intérêt est sans doute le « fundraising », c'est-à-dire la levée de fonds. En France, cette activité est mineure, mais elle ne l'est pas, loin de là, de l'autre côté de l'Atlantique. Là-bas, le fundraising fait partie de la vie politique, et c'est assez massivement que les Américains contribuent financièrement aux campagnes des candidats ou partis qu'ils soutiennent. Certains ont bien entendu recours aux ressources financières de grandes entreprises, ce qui n'est pas sans poser quelques questions : la grande banque Goldman Sachs fut par exemple le premier contributeur de la campagne du président Obama en 2008, ce qui étonne quelque peu de la part d'un candidat supposément défenseur des faibles, des ouvriers et des classes moyennes.

Ron Paul se refusa toujours à recevoir de tels soutiens. Il est clair, d'ailleurs, qu'ils étaient de toute façon peu incités à venir, puisque notre homme est contre le plan de sauvetage des banques, contre les subventions aux grandes entreprises, et contre la politique expansionniste de la Réserve fédérale, si juteuse pour les banques.

Mener campagne à travers 50 États, néanmoins, coûte très cher, et après avoir très respectablement refusé l'argent des grandes entreprises et des grandes banques, il vous faut encore trouver des moyens de lever autrement des fonds. Rand fut chargé de mettre en place et de gérer le fonctionnement de l'alternative choisie : se tourner uniquement vers les électeurs eux-mêmes, à travers des « moneybomb », des occasions spéciales où les supporters sont incités à effectuer un virement par internet jusqu'à atteindre collectivement une somme, toujours en millions de dollars, fixée comme objectif.

À la fin de la campagne, après quelques beaux coups que nous allons détailler, il fut estimé que Ron Paul avait réussi à lever 35 millions de dollars par internet, un record. À deux occasions, des montants tout à fait historiques furent récoltés. Les deux échéances où les succès furent

les plus visibles se déroulèrent à un mois à peine d'intervalle, au moment où la campagne du membre du Congrès du Texas fit naître autour d'elle l'enthousiasme le plus mobilisateur et le plus productif.

C'est le 5 novembre 2007 que le premier coup de maître fut réalisé. En ce jour anniversaire de la tentative d'attentat contre le parlement par Guy Fawkes, le 5 novembre 1605, c'est le montant record de 4 380 000 dollars qui fut levé par la campagne de Ron Paul. Certains médias se servirent du choix de cette date pour manifester une inquiétude bien inutile. Le journaliste conservateur Glenn Beck, sur Fox News, demanda : « Est-ce la même chose ou est-ce encore pire que les radicaux dans les années 60 ? », et ses invités de répondre par la seconde option, pour la plus grande satisfaction de l'interviewer. Pourtant, le choix de cette date, qui fut en grande partie la responsabilité de Rand, ne fut pas seulement une référence au projet d'attentat de ce Guy Fawkes, mais aussi un clin d'œil au film V pour Vendetta, sorti récemment, qui reprenait cette histoire et décrivait, pour la dénoncer, l'émergence d'un État policier fonctionnant avec de la propagande.

Le montant impressionnant des fonds levés en seulement 24h fut une grande source de fierté pour Rand, qui participa activement à l'opération. Ce fut aussi, pour son père, l'occasion de le féliciter. Enfin, ce fut un premier essai de ce qui sera continué par la suite, d'abord dans les semaines suivantes de la campagne, puis lors de la campagne de Rand pour le Sénat en 2010, puis enfin lors de la seconde campagne à la nomination républicaine de Ron, en 2012 — avant, sans doute, d'en observer une nouvelle application en 2016, lors de la probable campagne de Rand à la nomination du GOP. Le fait que l'intégralité des sommes provienne des dons de personnes privées, simples électeurs américains, fut surtout du goût des Paul, père et fils. « Ce qui rend notre campagne si incroyable, si unique, ce n'est pas seulement le montant extraordinaire d'argent récolté, c'est que pas un seul centime, pas un seul dollar ne vienne des défenseurs d'intérêts particuliers. »

Le record du 5 novembre 2007 ne résista qu'un mois avant d'être battu. Le 16 décembre 2007, autre anniversaire : celui de la révolte antibritannique connue sous le nom de Boston Tea Party, le 16 décembre 1773, durant laquelle des colons américains jetèrent des cargaisons de

thé à la mer, dans le port de Boston. Rand Paul, en apparence, a conscience de l'importance de cette date, et de toute la symbolique qui lui est associée. Il décide d'en faire une occasion pour une levée de fonds massive sur internet. Ce jour-là, en moins de 24h, plus de six millions de dollars seront reçus, de la part de dizaines de milliers d'internautes soutenant la campagne de Ron. Contrairement à la dernière levée massive de fonds, celle-ci est accueillie plus favorablement par les médias, qui saluent le candidat républicain pour cette capacité très impressionnante à obtenir par internet, de simples électeurs à travers les États-Unis, des sommes aussi considérables. Joe Scarborough, le présentateur du Morning Joe, sur la très peu libérale chaîne américaine MSNBC, s'enthousiasma littéralement à l'annonce de cette nouvelle. Interviewant Ron Paul dans l'émission, il lui dit :

> « Vous avez battu un record. Dans l'histoire politique des États-Unis, personne n'a jamais levé plus d'argent en un seul jour. Et, en plus, tout cela arrive sans que le staff de votre campagne ait eu à le planifier. C'est simplement l'action de la base, et c'est simplement parce que vous dites ce en quoi vous croyez. »

Si effectivement un record fut battu en ce jour de décembre 2007, Scarborough sous-estime néanmoins l'action du staff de campagne, qui a fait bien plus qu'accompagner le mouvement. Il sous-estime ainsi le rôle de Rand Paul, dont ce fut l'une des principales missions.

Ce qui est certain, c'est que la base de supporters de son père était très indépendante, très pro-active, et très entreprenante. Dans toutes les sphères d'action d'une campagne électorales, il fallut prendre ce fait en considération. Pour la création des publicités, des brochures, des logos, et autres visuels de campagne, il était impossible de tout imposer aux supporters, et Ron et son fils durent l'accepter. Le candidat l'admit avec grande joie :

> « Vous savez, normalement en politique, et c'est quelque chose que l'on m'a dit dès que je suis entré en politique, il faut développer son image. Et il faut conserver la même chose, que tout le monde fasse pareil, et mettre cette image partout dans les brochures de campagne, à la télévision, sur les autocollants, partout. Et je remarque toujours que

> la caractéristique de notre campagne, c'est qu'il n'y avait pas de caractéristique. C'était varié, spontané, fait main, de toutes les formes et avec toutes les couleurs. Au final ce n'était pas du tout uniforme et tout le monde le savait, mais cela ne nous a pas affecté. »

Ce fut également l'avis de Rand, qui fit l'expérience de cette même indépendance de la part des supporters de la campagne, de la part de la base. Il partagea l'opinion de son père et trouva cette caractéristique tout à fait positive :

> « Ce qu'il y a de vraiment super dans la Révolution Ron Paul, c'est que c'est spontané, c'est original, et ça vient de vous [il montre la foule qui l'écoute], ça ne vient pas de l'équipe de campagne. Si l'équipe de campagne vous dit non, vous le faites quand même. (Rires) »

Cet environnement correspondait bien aux souhaits de Rand, et lui laissa également toute la latitude nécessaire pour qu'il puisse agir, développer des projets, et prendre des initiatives. Contrairement à la précédente campagne, pendant laquelle il n'avait été guère plus qu'un accompagnateur, Rand eut cette fois-ci l'occasion d'intervenir davantage, d'être acteur, plus que spectateur.

Rand eut même la chance de venir s'exprimer sur le podium, lors de plusieurs meetings de campagne. C'est lui qui apparut sur scène, par exemple, lors du Tea Party Rally de Boston, le 16 décembre 2007. Prenant la place de son père lors de cette occasion spéciale, Rand sentit la ferveur des électeurs républicains pour le message qu'il avait en commun avec Ron.

Ce libéralisme radical, après des années de progression souterraine, puis pleinement apparente, des idées « progressistes » de redistribution des richesses, de réglementation complète des activités de la vie sociale, et d'intervention croissante de la puissance publique dans l'économie américaine, avait peu de chances de recevoir autant de soutien. Et pourtant, Ron et Rand trouvaient devant leurs yeux une armée de supporters tout à fait dévoués. N'était-ce pas en raison de la pureté du message du membre du Congrès du Texas ? Ce fut en tout cas l'avis de Ronnie, le grand frère de Ron, qui expliqua à la suite de cette campagne de 2007 : « Mon père se contenta de dire, plus ou moins : "Si cela n'est

pas dans la Constitution — boom." C'est plutôt hardcore, et cela lui donna un dixième de la nation prête à mourir pour lui. » [96]

Après la campagne de Ron Paul en 2008, et peut-être en partie grâce à elle, la cause du libéralisme avait de nombreux défenseurs aux États-Unis. Une révolution silencieuse avait eu lieu. Avec le temps, elle cesserait d'être silencieuse.

[96] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014

CHAPITRE 6
LA NAISSANCE DU TEA PARTY

L'appel de Rick Santelli — Les premières manifestations — Un réflexe identitaire ? — Une nation toujours libérale ? — L'impact de la conjoncture ? — La perte de confiance ? — Rand Paul et le Tea Party.

Faire l'expérience de l'exaspération croissante du peuple américain, au cours d'une campagne électorale conduite précisément pour fournir une solution à ce malaise, c'était se voir offert l'une des meilleures occasions pour observer l'histoire en train de se faire, pour la comprendre, et pour apprendre à la conduire.

Rand Paul avait eu cette chance. Aux côtés de son père, il avait mené une campagne difficile, car audacieuse, sur des thèmes abandonnés par les deux grands partis qui se partagent le pouvoir aux États-Unis. Les deux hommes avaient parlé de la fiscalité excessive, en un temps où elle l'était bien, mais où personne ne s'en souciait guère. Au milieu de deux guerres, et tandis que rien ne laissait croire que le candidat démocrate Barack Obama allait oser renverser quoi que ce soit sous ce rapport, ils s'étaient montrés très critiques sur les contours de la politique extérieure américaine, rejetant les prétentions à l'expansionnisme et la mentalité dite du gendarme du monde. Ils avaient accepté le fait d'être traités de marginaux, et, en vérité, ils l'étaient. Mais les choses allaient bientôt changer, car le Tea Party allait émerger.

La naissance du mouvement Tea Party est due à un faisceau de causes différentes et complémentaires, qu'il peut s'avérer difficile de séparer avec précision, et encore davantage d'analyser.

Pour résumer en quelques pages le développement de cette nouvelle droite, nous commencerons ici par décrire les phases de sa naissance et de son implantation sur la scène politique et médiatique américaine, puis nous reviendrons sur les diverses causes explicatives qui peuvent être avancées et qui ont effectivement été avancées pour expliquer l'apparition de ce phénomène éminemment nouveau.

Dans ce développement, Rand Paul et son père tiendront, comme on l'a compris, les premiers rôles. Mais ce seront des rôles, ce sera une influence d'arrière-scène : derrière les protestations du mouvement Tea Party, nous retrouverons leur message ; derrière les nouveaux élus du GOP, disciples du Tea Party, nous retrouverons leurs disciples ; derrière l'agitation médiatique, enfin, nous retrouverons leur influence.

« Je fus un homme du Tea Party avant que le Tea Party ne soit à la mode » expliquera bien Rand Paul. [97] Et en effet, il fut un homme de la contestation libérale et de l'exigence de rigueur et de transparence dans la gestion des comptes publics, avant que de telles idées ne deviennent à la mode.

Si nous cherchons qui fut véritablement l'initiateur, ou qui furent véritablement les initiateurs du mouvement du Tea Party, nous trouvons diverses personnalités politiques, dont Ron Paul, mais de manière plus concrète, nous trouvons Rick Santelli, ainsi qu'un internaute anonyme.

Car c'est sur internet que tout a commencé. Le 19 janvier 2009, un mois avant les premières manifestations et protestations, un internaute utilisant « Gmack » comme nom d'utilisateur posta sur un forum son souhait d'envoyer un signe clair aux hommes politiques en place. Intitulé « Envoyer du thé au Congrès et au Sénat », son message est repris et débattu sur de nombreux réseaux.

Stephanie Jasky, juriste à Détroit dans le Michigan, fut l'une des personnes qui répondit à l'appel lancé par cet internaute. Déçus par la politique d'Obama, quand eux faisaient l'expérience des difficultés financières les plus préoccupantes, Stephanie et son mari achetèrent un lot de sachets de thé, et en envoyèrent un à chaque membre du Congrès, un geste que d'autres individus, ayant des motivations similaires, effectuèrent également. [98]

À partir de février, des manifestations furent organisées un peu partout dans le pays — les plus significatives furent à Denver (Colorado), Mesa (Arizona), Tampa (Floride) — pour témoigner de l'agacement devant la situation économique ainsi que les choix politiques de l'admi-

---

[97] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.23

[98] Ed Pilkington, « How the Tea Party movement began », *The Guardian*, 5 octobre 2010

nistration Obama. Les points les plus controversés furent la réforme de la santé et les plans de sauvetage des banques et de certaines grandes entreprises. Républicains ou non, les manifestants partageaient en tout cas le goût d'agir. « S'asseoir et rester silencieux n'est jamais d'aucune aide », expliquera l'un d'eux. [99]

À peine né, le mouvement aurait pu disparaître tout aussi vite, sans avoir encore été véritablement relayé par les medias américains, qui considérèrent alors le mouvement comme un phénomène sans grande importance. Ce fut sans compter l'intervention d'un homme : Rick Santelli.

Le 19 février 2009, Rick Santelli est interviewé depuis la Bourse de Chicago, par la chaine CNBC qui l'emploie. Réagissant au plan de sauvetage proposé par Barack Obama, le journaliste explique qu'il faudrait un nouveau Tea Party. Et de lancer un appel qui sera entendu, et relayé : « À tous les capitalistes qui souhaitent manifester au Lac Michigan, sachez que je commence l'organisation. » [100]

La réponse populaire à l'appel lancé par Santelli fut vive. Dès le lendemain de son intervention télévisée, internet était en ébullition. La mobilisation fut supportée par Facebook et Twitter, et gagna en audience grâce à ces outils, tandis que les médias traditionnels restèrent longtemps sceptiques face au phénomène.

La première manifestation d'envergure nationale se tint le 27 février 2009. Les principales villes à accueillir la contestation du Tea Party furent Washington et Chicago, mais on fit mention de protestations dans pas moins de quarante villes à travers les États-Unis.

Ce journaliste de CNBC venait donc de transformer un léger mouvement de protestation, isolé dans quelques villes, et ignoré par les médias, en vaste vague protestataire, qui allait bientôt déferler sur tout le pays. Rick Santelli affirmera plus tard que c'était là « les cinq plus belles minutes de [sa] vie ». [101] Il s'était retrouvé dans le rôle de déclen-

---

[99] Judson Berger, « Modern-Day Tea Parties Give Taxpayers Chance to Scream for Better Representation », Fox News, 9 avril 2009

[100] Steven Perlberg, "Rick Santelli Started The Tea Party With A Rant Exactly 5 Years Ago Today », Business Insider, 19 février 2014

[101] Rick Santelli: Tea Party Rant 'Best 5 Minutes Of My Life', *Huffington Post*, 20 septembre 2010

cheur, et cela lui plaisait. « J'étais en colère, le pays était en colère, indiquera-il. Les contribuables étaient en danger après que la bulle ait éclaté. Le pays était comme une poudrière et les mots que j'ai dits ont allumé la mèche. » [102]

Dans les mois qui allaient suivre, de nouvelles manifestations finiraient par forcer les médias à s'intéresser au phénomène. Plus que des actions isolées, comme celles de ces citoyens du New Hampshire qui envoyèrent du thé vert à leur Sénateur au début du mois d'avril 2009, c'était désormais un mouvement de masse, d'envergure nationale, malgré l'absence de coordination entre les protestataires et d'un quelconque leader.

Le 9 avril 2009 ont lieu de nouvelles manifestations, nombreuses à travers le pays et voyant des centaines de milliers de personnes se mobiliser. Ce jour là, le média conservateur Fox News fit enfin un article étendu. Les voix des protestataires, réclamant le retour du bon sens dans la gestion de l'économie américaine, contre la folie dépensière de l'administration Obama, étaient enfin entendues. À partir de ce jour, le mouvement ne s'arrêta pas. Il prit même une toute autre ampleur l'année suivante, quand il se concrétisa politiquement.

Dès le mois de janvier, dans chaque État commence la campagne pour les primaires du GOP pour la candidature aux postes de Sénateur et Membre du Congrès. Plusieurs républicains doivent s'affronter et les électeurs élisent l'homme politique qu'ils souhaitent voir se présenter comme le candidat du parti, face au candidat démocrate, en novembre. Or le parti républicain est changé depuis l'avènement du Tea Party. Des candidats issus du mouvement se présentent aux primaires, et espèrent glisser sur la vague de la contestation. Certaines organisations libérales, telles FreedomWorks (par son nom comprenez : « la liberté, ça fonctionne ») éditent une liste d'États qui sont des « cibles de premier plan » ainsi qu'une autre, celle des « cibles potentielles ». Le but est de fédérer les efforts sur les places qui peuvent être prises. [103]

[102] Steven Perlberg, "Rick Santelli Started The Tea Party With A Rant Exactly 5 Years Ago Today », *Business Insider*, 19 février 2014
[103] Good, Chris. 2010. «A Tea-Party Target List? Freedom Works Releases Its Races for 2010 ». *The Atlantic*, 25 janvier 2010

Rick Santelli, lançant à la télévision un mouvement de protestation qui aboutirait à la naissance du Tea Party

Et les succès viennent, en masse. En mai 2010, en effet, l'Amérique assiste aux premières conséquences de ce vent de révolte libérale. Une longue série de Sénateurs républicains expérimentés sont accusés d'avoir été dépensiers, d'avoir collaboré avec les démocrates, ou de s'être rapproché d'eux, ainsi que d'avoir voté en faveur du soutien financier aux banques (TARP), voulu par Georges W. Bush. Le premier à subir les foudres des électeurs républicains est Robert Bennett, dans l'Utah. Soutenu publiquement et avec insistance par Mitt Romney, l'un des leaders de la droite américaine, Bennett échoue lors des primaires dans son État. Il est devancé par deux nouveaux venus, soutiens notoires du mouvement Tea Party, Tim Bridgewater et Mike Lee.

Cet échec est un véritable séisme. Dans les mois qui suivront, les nouveaux leaders politiques du Tea Party vont glaner les victoires à travers tout le pays : Tim Scott en Caroline du Sud, Paul Lepage dans le Maine, Marco Rubio en Floride, Kristi Noem dans le Dakota du Sud, Joe Miller en Alaska, Nikki Haley en Caroline du Sud, Sharron Angle dans le Nevada, Ken Buck dans le Colorado, Christine O'Donnell dans le Delaware, Carl Paladino dans l'État de New York, et bien sûr, nous le verrons, Rand Paul dans le Kentucky.

Certains Sénateurs « coupables » survivent bien au raz-de-marée, tel John McCain, ancien candidat républicain à la présidence, qui remporte sa primaire dans l'Arizona ; mais dans l'ensemble c'est une véritable débâcle pour les cibles du Tea Party.

En novembre, les candidats issus des primaires du Parti Républicain affrontent les candidats démocrates, deux ans après l'arrivée en fanfare de Barack Obama à la Maison Blanche. C'est un deuxième séisme. Non seulement le GOP reprend la majorité à la Chambre des Représentants, mais il se paye le luxe de faire subir la défaite à pas moins de 51 représentants démocrates, un record depuis 1948. Au Sénat, les Démocrates ne conservent la majorité qu'en raison du faible nombre de sièges renouvelés lors de cette occasion (37, sur un total de 100). Malgré cela, le GOP parvient à obtenir une minorité de blocage, avec 47 sénateurs républicains contre 53 démocrates. Les élections des Gouverneurs des États enregistrent également de nettes percées des candidats du Tea Party, comme en Pennsylvanie ou dans l'Ohio. Sur tous les plans, le Parti Républicain, auréolé de sa nouvelle aile « Tea Party »,

apparaît comme le grand vainqueur. Et ce n'est pas seulement dans quelques États traditionnellement à droite : c'est dans tout le pays. De la Floride à la Pennsylvanie, en passant par l'Illinois, anciennement détenu par Barack Obama lui-même, les pertes sont significatives aux quatre coins des États-Unis. Ainsi que le résume Rafael Jacob dans son Mémoire sur le Tea Party, « l'hémorragie est globale. » [104]

Étudier les raisons de l'avènement de ce Tea Party est d'autant plus important qu'il a joué, et qu'il est appelé à jouer un rôle considérable dans l'histoire de la politique américaine. Cette étude est aussi d'une nécessité impérieuse puisque ce mouvement contestataire a surgi, semble-t-il, de nulle part, alors que la mainmise des démocrates sur l'appareil d'État des États-Unis paraissait complète.

Il faut en effet rappeler qu'en novembre 2008, le candidat démocrate Barack Obama remportait pas moins de 365 grands électeurs. Ce chiffre, considérable déjà par lui-même, masque même des victoires tout à fait symboliques : ainsi sont la Virginie, ou l'Indiana, deux États restés « rouges » — c'est la couleur du Parti Républicain — depuis les années 1960. Après une première défaite lors des élections de mi-mandat, en novembre 2006, le GOP atteint un niveau historiquement bas. Il perd 21 sièges à la Chambre des représentants, et 9 au Sénat. Selon l'avis de tous les commentateurs, le Parti Républicain traverse une crise profonde, dont il n'est pas sûr qu'il puisse se remettre. Selon Dan Balz et Haynes Johnsonn, les Républicains représentent « une minorité de plus en plus petite ». [105] Privé du vote hispanique, du vote des noirs, ainsi que du vote des jeunes, le GOP semble ne plus être en mesure de remporter des élections. Dans *The Year of Obama: How Barack Obama Won the White House*, Larry J. Sabado estime que toutes les conditions sont réunies pour que l'on assiste à de nombreuses autres victoires des Démocrates au cours des années prochaines. [106] Se fondant sur le même diagnostic, le politologue James Carville écrit même

---

[104] Rafael Jacob, *Anatomie d'un tsunami. Explications de la montée du Tea Party*
[105] Balz, Dan, et Johnson, Haynes. 2009. *The Battlefor America,* Viking, p. 371
[106] Larry J. Sabado, *The Year of Obama*, 2009, Pearson

que le Parti Démocrate a tous les atouts pour régner sur les États-Unis pendant au moins 40 ans ! [107]

De nombreuses théories ont été avancées pour expliquer ce revirement pour le moins inattendu qu'a constitué l'émergence du Tea Party durant les élections de mi-mandat. Faute de place, nous en étudierons trois dans les pages qui suivent. La première, celle du « réflexe identitaire », la seconde, celle d'une perte de confiance envers l'État et enfin, celle envers l'administration Obama.

Un réflexe identitaire ?

Ce n'est un mystère pour personne, l'existence initiale des États-Unis d'Amérique repose sur la reconnaissance d'un certain nombre de principes fondateurs, repris dans la Déclaration d'indépendance et dans la Constitution. Ce n'est pas non plus un mystère que la nation américaine possède un faible héritage historique. Il est plus faible, en tout cas, que celui de la vieille Europe, et encore davantage que certaines nations asiatiques, comme la Chine, fière d'être vieille de près de 5000 ans. Cette faiblesse explique peut-être pourquoi le souvenir de la Révolution américaine est considéré comme si précieux.

Une autre raison envisageable pour cette valorisation très forte de cette révolution, c'est la fierté d'avoir bâti le premier État sur les principes de liberté, d'égalité devant la loi, et de séparation des pouvoirs, et la haute responsabilité qui incombe pour ce fait. L'identité américaine reposerait ainsi plus sur des principes que sur une histoire, et ces principes seraient ceux des Lumières. Ainsi que l'affirmait récemment Gordon S. Wood, « c'est l'État, la Constitution, les principes de liberté, d'égalité et de libre gouvernement qui font en sorte que nous nous percevons comme un peuple singulier. Être Américain ne revient pas à être quelqu'un mais à croire en quelque chose. » [108]

Est-il possible que l'émergence du Tea Party, mouvement nommé en référence à l'un des grands évènements de la révolution pour l'indépendance, et dont les idées font ouvertement écho à celles des Pères

---

[107] James Carville, *40 More Years,* Simon & Schuster, 2009
[108] Gordon S. Wood, *The Idea of America*, Penguin Press, 2011, p. 321

Fondateurs, soit le résultat d'une volonté de retourner aux sources de ce qui a fondé les États-Unis ? Certainement, un tel développement est possible, mais pourquoi serait-il apparu en 2010, et non en 1988, ou même en 2007, quand pourtant Ron Paul tâchait de l'impulser ?

La raison est qu'en 2010, l'Amérique connaît le point culminant d'un malaise qui dure depuis au moins une décennie, et qui ne saurait se résumer simplement à une crise économique. La fin de la première décennie du XXIe siècle est marquée par de nombreux échecs pour les États-Unis. Échec économique, d'abord, avec l'amplification de cette crise majeure, par ailleurs née sur le sol américain, et qui a contribué à la progression vertigineuse du chômage, ainsi que de la dette, qui atteint à l'époque plus de 15 000 milliards de dollars, et dont le rythme de progression fait peser une véritable menace sur le pays. Échec politique et diplomatique, ensuite, avec l'enlisement de l'armée américaine sur plusieurs terrains d'opération pourtant présentés comme cruciaux pour la sécurité nationale, dont l'Afghanistan, qui est la plus longue intervention militaire des États-Unis depuis la Guerre du Vietnam — de quoi rappeler de mauvais souvenirs ; mais aussi, et peut-être surtout avec la perte du leadership au profit de la Chine, nouvelle première puissance.

La grande incertitude liée à toutes ces évolutions soudaines, et l'absence de solutions pour endiguer le mal ravageant des États-Unis jadis intouchables, voici l'une des causes qui a provoqué l'émergence du Tea Party. Dans son mémoire sur le Tea Party, Rafael Jacob l'analyse ainsi : « Que veut dire le fait d'être Américain, dans le tourbillon historique que constitue la fin des années 2000 ? Un vide existe — et pour une partie non-négligeable de la population, c'est le Tea Party qui vient le combler. Le mouvement parvient à instrumentaliser la signification de la Révolution américaine dans la définition d'une identité nationale qui est, à plusieurs égards, en constant changement. » [109]

Une nation toujours libérale ?

Les principes de liberté et d'égalité devant la loi font néanmoins partie du patrimoine génétique de la nation américaine, et il semble ex-

---

[109] Rafael Jacob, *Anatomie d'un tsunami. Explications de la montée du Tea Party*

cessif d'écrire que le Tea Party a réalisé une instrumentalisation de ces valeurs issues de la Révolution américaine. Nous savons très bien que jamais le socialisme de type marxiste n'a réussi à s'implanter d'une quelconque façon aux États-Unis. Louis Hartz, dans *The Liberal Tradition*, nous confirme d'ailleurs l'absence de mouvement socialiste, même modéré, sur la scène politique américaine. [110]

Cette réalité, des sondages récents sont venus la confirmer. À titre d'exemple, le Pew Research Center a évalué sur une longue période le pourcentage des Américains considérant que « l'intervention de l'État provoque l'inefficacité et le gaspillage ». En 2007, plus de 60% des sondés déclarent être d'accord avec cette idée. [111] Par ailleurs, l'institut de sondage Gallup a cherché à savoir si les gens s'identifiaient plutôt comme étant de droite ou de gauche, et a trouvé que de 1992 à 2011, ils étaient deux fois plus nombreux à se dire de droite. [112] Un autre sondage Gallup, effectué en 2010, montrait en outre que près de 60% des électeurs accusaient le gouvernement américain d'être trop intrusif et de détenir trop de pouvoir. [113]

Si la résurgence de la droite américaine, après plusieurs années où son état moribond fit naître les fantasmes les plus excessifs sur sa progressive disparition au profit d'une gauche modérée et « réaliste », peut en effet être analysée comme une volonté de retrouver les racines de ce qui a fait l'Amérique, ce phénomène s'est joint à plusieurs autres. Car sinon, comment expliquer la perte de terrain massif du Parti démocrate ? Serait-ce seulement en raison de l'attrait des idées conservatrices, ou en raison, également, d'un désamour envers le parti de Barack Obama et d'Hillary Clinton ?

Pour expliquer ce recul, au moins trois explications peuvent être fournies : la première, que le parti au pouvoir subit systématiquement des pertes massives lorsque des crises économiques sévères viennent à

[110] Louis Hartz, *The Liberal Tradition in America*, Mariner Books, 1955
[111] « Trends in Political Values and Core Attitudes : 1987-2007 », The Pew Research Center, 2007
[112] Lydia Saad, « U.S. Politicalldeology Stable with Conservatives Leadings », Gallup, 2011
[113] « Majorities in U.S. Yiew Gov't as Too lntrusive and Powerful », Gallup.

frapper ; la seconde, que le peuple américain a perdu toute confiance en ses instances politiques ; la troisième, que les solutions mises en place par Obama ont échouées, ou du moins n'ont pas convaincu une grande majorité des Américains.

L'impact de la conjoncture ?

Étant donnée l'extrême sévérité de la crise économique qui a frappé les États-Unis depuis la fin de l'année 2007, il était naturel de s'attendre à ce que la progression du chômage, la stagnation du niveau de vie, et l'absence de perspectives positives, s'accompagnent d'une sanction très sèche pour le président en place Barack Obama, et pour son parti.

En étudiant les statistiques électorales depuis une soixantaine d'années, c'est une évidence que les périodes de repli de l'activité économique sont suivies de pertes importantes en termes de sièges ou en termes de voix, pour le parti en place, notamment lors des élections de mi-mandat. À part à deux occasions — 1966, pour cause de guerre au Vietnam, et 2006, pour cause de guerre en Irak — les défaites électorales massives sont mêmes toutes précédées d'une crise économique, ou, pour être plus précis, d'une récession. C'est le cas en 1938, où le Parti Démocrate de Franklin D. Roosevelt, perd 72 sièges, en 1946, 1948, et 1974, où ce sont chaque fois 48 sièges qui sont perdus, et c'est encore le cas en 2010, où la perte enregistrée aux élections de mi-mandat est de 63 sièges. [114]

Mais l'ampleur du rejet des Démocrates est ici historique, et la constitution d'un véritable mouvement de protestation ne peut s'expliquer uniquement par la conjoncture économique.

Une perte de confiance ?

L'argument de la perte de confiance, qu'une grande quantité de sondages vient confirmer, est également séduisant. Le Tea Party aurait émergé sur la scène politique américaine en raison du dégoût de la

[114] Trende, Sean. 2009. « How Unemployment Affects Midterm Elections ». *Real Clear Politics*

population envers ses hommes politiques, et notamment envers le président Barack Obama et les démocrates.

Il est vrai qu'après avoir joui d'une côté de confiance de près de 70% à son arrivée à la Maison Blanche, le président Obama tombe à 48% en décembre 2009, soit moins d'un an plus tard. Depuis 1940, date à laquelle l'institut de sondage Gallup a commencé à réaliser des enquêtes d'opinion sur la confiance accordée par les gens au président, le taux d'approbation n'avait jamais décliné d'une manière si rapide. Au moment des élections de mi-mandat, en novembre 2010, le taux est même de seulement 44%. [115]

Durant les dernières années de la décennie 2010, les autres institutions publiques américaines furent d'ailleurs l'objet d'un rejet tout aussi marqué. D'une manière générale, le fonctionnement de l'État américain ne satisfait pas les citoyens qu'il est censé servir. Selon un sondage Gallup de 2010, ils ne sont que 26% parmi la population américaine à se dire « satisfaits de la façon dont la nation est gouvernée », ce qui est le score le plus bas jamais enregistré. [116] À la même époque, un autre sondage, celui-ci de Reuters/Ipsos, révèle que 60% des Américains considèrent que les États-Unis avancent dans la mauvaise direction. [117] En février 2010, le taux d'approbation du Congrès n'était que de 20%, après un point bas à 17%, signifiant que plus de 8 Américains sur 10 ne sont pas satisfaits de la manière avec laquelle les membres du Congrès travaillent. [118] Quant à Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des Représentants, est elle qualifiée par le *New York Times*, pourtant proche des idées démocrates, de « personnalité politique la plus impopulaire d'Amérique ». [119]

De cette méfiance nous pourrions tirer des conséquences tout à fait fausses si nous négligions le fait que d'autres institutions publiques, non politiques cette fois-ci, semblent également avoir perdu tout crédit pour l'opinion publique. C'est le cas des médias, le plus important de tous.

---

[115] « Presidential Job Approval Center » Gallup, 2012
[116] Jeffrey Jones, « Trust in Government Remains Low », Gallup, 2010
[117] « Republicans Set to Win Ho use, Gain in Senate », Reuters/Ipsos Poll
[118] « Congressional Approval at 17% After Elections », Gallup
[119] Nate Silver, « Is Pelosi America's Most Unpopular Politician? », *New York Times*, 2010

Selon un sondage de Gallup réalisé en 2010, les Américains ne sont que 22% à avoir confiance dans les informations données dans les journaux télévisés, quand ce chiffre était proche de 45% vers 1995. Parmi les septiques, d'ailleurs, on compte une part plus importante de républicains et d'indépendants que de démocrates. Pour la presse papier, la méfiance est moindre, mais ils ne sont tout de même que 25% à avoir confiance aux informations présentes dans les journaux. [120]

Surfant sur cette vague de méfiance, le Tea Party est-il un parti populiste pour autant ? N'est-il qu'une protestation « tous pourris » ? Non, car il porte aux pouvoir des hommes, il défend des principes, signifiant bien que les protestataires croient fermement qu'une autre politique est possible, qu'un autre Congrès, qu'un autre Sénat, qu'un autre président même est possible. Le Tea Party ne se contente en aucun cas de critiquer, il propose. Il ne se limite pas à un effort de déconstruction, il cherche à bâtir.

Le rejet de la politique d'Obama ?

Bien que la perte de confiance du peuple américain semble bien globale, et qu'elle ne saurait se réduire à une méfiance envers le président Barack Obama, le rejet de sa politique a été un facteur important du déclenchement des manifestations du Tea Party, et surtout de la victoire massive du camp républicain aux élections de mi-mandat.

Plusieurs mesures structurantes du début du premier mandat de Barack Obama ont été l'objet d'un puissant mouvement de rejet. D'abord le plan de relance de 700 milliards de dollars, ensuite le plan de sauvetage de certaines banques et entreprises, puis la bourse de droits à polluer, et enfin, *last but not least*, la réforme de l'assurance santé, surnommée « Obamacare ». Voyons ces différents points.

Le plan de relance, d'abord, a été l'un des premiers marqueurs du mandat, et l'un des premiers tests aussi pour le président démocrate. Ce plan de relance est fixé initialement à 787 milliards de dollars (à titre de comparaison la France mit en place un plan de relance de 30 milliards), ensuite réévalué à 862 milliards. L'efficacité de ce plan de relance est

[120] « In U.S., Confidence in Newspapers, TV News Remains a Rarity », Gallup

mise en avant dès son introduction, et les promesses les plus folles, et les plus irréalistes, sont faites par le camp démocrate. Christina Romer, conseillère économique du président, promet par exemple que le plan de relance permettra de garder le taux de chômage en dessous de la barre des 8%. Malgré cela, le taux de chômage continuera de progresser, dépassant largement les 10%, et ne redescendant pas en dessous des 9%. Un an après l'adoption du plan de relance et sa mise en œuvre par l'administration Obama, la chaîne CBS réalise un sondage pour connaître le pourcentage des citoyens américains qui considèrent que le « stimulus », comme on l'appelle, a permis de créer des emplois. Le résultat est terrible pour la majorité démocrate : ils ne sont que 6% à le croire. [121] Comme le fait remarquer Charles Krauthammer avec un certain humour, ce chiffre est même plus faible que la part des Américains qui croient qu'Elvis est encore vivant, qui est 7%. [122]

Du point de vue du plan de sauvetage, ou plutôt des différents plans de sauvetage mis en place pour soutenir plusieurs industries en état de quasi faillite, dont principalement le secteur automobile, les faits sont similaires. Par exemple, General Motors, reçoit des fonds du gouvernement américain et commence à vivre sous perfusion d'argent public. Cette situation ne tarde pas à choquer l'opinion publique, attachée au capitalisme et à l'entreprise privée. Un sondage montre à l'époque qu'une majorité des Américains est contre l'aide financière publique aux constructeurs automobiles en difficulté. [123]

Patiemment bâtie, et exposée avec grande pédagogie par les responsables politiques démocrates, la mesure instaurant une bourse de droits à polluer (*cap and trad*), a connu le même destin. Voté avec difficulté par la Chambre, le projet est accueilli avec grand scepticisme par le public américain. Selon un sondage, à peine un Américain sur trois est favorable à la mesure. Elle est finalement enterrée par les démocrates au Sénat, à cause du trop faible soutien qu'elle reçoit. [124]

---

[121] « Barack Obama's Stimulus Plan: Failing by its Own Measure », *Time*, 2010
[122] « Krauthammer: More People Believe Elvis Is Alive than Believe Obama's Stimulus Worked », Real Clear Politics, 2010
[123] F. Rhee « Poll: Americans Against Auto Bailouts », *The Boston Globe,* 2008
[124] « What Is the Best Way to Reduce Carbon Emissions ?», Matter Network

C'est pourtant la réforme de l'assurance maladie, communément surnommée « Obamacare », qui va attirer le plus les foudres de l'opinion publique américaine. Dès les travaux préparatoires et les premières négociations, des semaines avant le vote de la loi, CNN indiquait déjà que le soutien du peuple pour ce texte était faible. [125] Selon l'institut de sondage Rasmussen, 50% des Américains sont favorables à la loi, et 45% sont contre. Au fil des mois, ce soutien s'effritera, soit parce que le camp démocrate consent à trop de compromis, qui altèrent la substance de la réforme, soit parce que les républicains parviennent à convaincre l'opinion de ce que cette loi introduira la socialisation de la santé à la manière européenne, une idée qui fait peur. Au moment du vote, la majorité des Américains est contre la loi (58% contre 42%), une majorité qui progresse en nombre jusqu'aux élections de mi-mandat. [126]

Ainsi, pour des raisons qui tiennent autant au patrimoine culturel américain qu'aux échecs du camp démocrate, la droite américaine se retrouve en 2010 dans une position de grande force.

Désormais, c'est en les Républicains que les électeurs américains ont confiance sur chacun des 10 principaux sujets politiques. [127]

***

Le développement rapide du Tea Party s'est réalisé grâce aux efforts de nombreuses personnalités politiques, dont Rand Paul est certainement le premier et le principal. Par sa participation aux campagnes de son père, il peut légitiment recevoir le titre de précurseur du mouvement. Mais, contrairement à son père, Rand mérite aussi de recevoir d'autres titres, dont celui de bâtisseur et de leader du Tea Party.

Dès les premiers soubresauts populaires qui ont été considérés comme des actions du Tea Party, Rand Paul fut présent, et tint les

---

[125] Paul Steinhauser, « Obama Health Plan Has Slim Majority Support», CNN

[126] Rasmussen Reports, « Final Health Care Tracking Poll : 58% Oppose the Plan Before Congress »

[127] Rasmussen Reports, « Voters Now Trust Republicans on All 10 Key Issues»

premiers rôles. Avoir été là dès les premiers jours resta toujours la source d'une grande fierté pour le Sénateur du Kentucky.

> « J'ai commencé à sentir la dynamique du mouvement quand j'ai assisté à ce que beaucoup considérèrent être le premier évènement du Tea Party moderne : celui tenu pour l'anniversaire de l'évènement original, le 16 décembre 2007, où plus d'un millier de personnes sont venues dans le lieu historique de Faneuil Hall, à Boston, pour un évènement en soutien de la campagne présidentielle de mon père. Il eut lieu durant l'un des pires blizzards que la ville a connu depuis fort longtemps. L'évènement a vu participer des spécialistes de la Constitution et des défenseurs de l'État limité, et nous avons secoué les cadres du parti en aidant Ron Paul à enregistrer un record absolu de collecte de fonds par internet, en récoltant plus de 6 millions en un seul jour. Il y avait vraiment quelque chose qui se préparait. » [128]

Rand Paul n'était pas seulement proche du mouvement en formation en raison de sa filiation avec Ron Paul et de ses idées libertariennes. Nombreux furent les Républicains, même les plus radicaux, qui virent ce mouvement avec grand scepticisme. Si Rand ouvrit les bras au Tea Party, et si le Tea Party accepta Rand, c'est d'abord et surtout en raison de la posture très rare qu'il adopta vis-à-vis de son parti. Même dans les meetings de campagne de Ron Paul, pourtant candidat à la nomination du Parti Républicain, tant Rand que son père n'étaient pas avares de critique envers le GOP et ses représentants, tant actuels que passés. Rand Paul affirmera :

> « En vérité, ce qui me rapprocha le plus du Tea Party fut que j'étais disposé à examiner et critiquer mon propre parti. Je répétais dans mes discours partout à travers les États-Unis que le Tea Party ciblait tout autant les Républicains que les Démocrates pour critiquer l'incapacité des deux partis à contrôler la dette et à équilibrer le budget. Je ne leur épargnais aucuns coups. J'expliquais que les Républicains avaient doublé la dette et que les Démocrates étaient en train de la tripler. Je leur expliquais que tout cela ne commença pas avec le président Obama, bien qu'il ait grandement aggravé le problème. Je leur expliquais que le problème avait été rampant pendant une génération

[128] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.11-12

> voire plus, et que la dette était le produit d'une incapacité durable à obéir aux limites constitutionnelles mises sur le pouvoir de l'État. »[129]

Il est assez courant qu'une personnalité politique ose critiquer légèrement le bilan politique de l'un de ses collègues, voire même qu'il fasse le bilan du bon et du mauvais dans les actions et les choix du dirigeant de son propre parti, mais il est assez rare de voir un homme politique, dont le souhait est de performer au sein de son camp, venir déboulonner les statues érigées en l'honneur des gloires révérées par ses pairs. C'est pourtant le cas de Rand Paul. Plus qu'aucun autre au GOP, il développa constamment une rhétorique très critique envers son camp, rhétorique certainement héritée de son père Ron, mais aussi développée par son expérience personnelle.

Homme de principe, Rand refuse que l'estampe de Républicain se suffise à elle-même, et qu'il soit indifférent que le GOP défende expansionnisme militaire et interventionnisme en économie, pourvu qu'il remporte les élections. Ainsi, devant la dérive idéologique de la droite américaine, qui se range au « consensus » de l'interventionnisme étatique, sans pour autant l'assumer, il réaffirme la nécessité pour le Parti Républicain d'être un parti de principes. « Être républicain ne suffit pas ; il faut encore défendre des idées et être crédible. Il faut le répéter inlassablement : avoir un « R » [signifiant que le candidat est étiqueté Républicain, ndlr] à côté de nos noms ne signifie rien sauf si nous avons des principes. »[130]

L'étiquette républicaine doit donc être précédée d'un engagement profond en faveur des idées de liberté individuelle et d'État limité. Cet engagement est d'autant plus nécessaire, d'autant plus urgent même pour le GOP que depuis des décennies, il s'est présenté comme une organisation politique défendant ces valeurs, mais agissant en complète contradiction avec celles-ci. « Les démocrates n'ont jamais prétendus être les champions de l'État limité, mais les Républicains l'ont prétendus pendant des décennies » résumera bien Rand.

Si l'on veut véritablement faire de la politique, il faut reconnaître l'importance des idées et des principes, et les suivre dans leur ap-

[129] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.31-32
[130] Ibid., pp.27-28

plication concrète, chercher leur manifestation dans les lois, et retrouver leur trace dans les moindres décrets de l'administration du président que nous soutenons. Sans cet effort, il est impossible de se présenter sérieusement comme défendant telle ou telle idée.

Ayant réalisé cette enquête, et assumant surtout d'en exposer les résultats, Rand Paul n'y alla pas par quatre chemins pour caractériser ce qu'était le bilan des années Bush. Avec franchise et absence de retenue, il expliqua ainsi : « L'exercice du pouvoir des républicains durant les huit années de Bush fut un échec lamentable. » [131]

Nombreux sont les sujets sur lesquels cet échec est palpable. Nous en retiendrons trois, qui intéressent beaucoup Rand : l'éducation, la politique de réaction contre la crise, et l'intervention militaire en Irak. Sur ce dernier point, tant a été dit qu'il nous suffira d'indiquer que les déboires américains en Irak furent de la responsabilité seule du Parti Républicain, qui possédait à l'époque la majorité au Sénat, à la Chambre, et qui avait George W. Bush dans le bureau ovale. L'intervention de l'État pour lutter contre la crise fut une autre grande erreur de l'administration Bush. Le sauvetage des banques et les 700 milliards du plan TARP, notamment, ont porté un coup sévère au capitalisme de libre marché tel qu'il existait encore partiellement avant la crise, et tel qu'il est défendu de manière historique par le GOP. Sur le sujet de l'éducation, le bilan n'est pas meilleur : tandis qu'en 1996, le candidat républicain à la présidentielle, Bob Dole, évoquait dans ses discours l'abolition pure et simple du Ministère de l'Éducation, à peine cinq ans plus tard George W. Bush doublait la taille de ce département de l'État, avec la loi No Child Left Behind, datant de 2001. Pire : le porte-parole des Républicains à la Chambre, John Boehner, affirma que cette loi était la réalisation dont il était le plus fier !

Selon Rand, il faut se rendre à l'évidence : George W. Bush ne fut pas un champion de l'État limité et de la liberté individuelle, bien que ses discours de campagnes et ses promesses puissent avoir fait croire le contraire, et bien que des partisans bienveillants, ou devrions-nous dire aveugles, puissent encore soutenir le contraire. C'est d'ailleurs un avis que Rand partage avec d'autres politologues réputés. Bruce Barlett,

---

[131] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.32

ancien conseiller de Ronald Reagan, expliqua par exemple très bien que Bush ne fut jamais le partisan d'une réduction du périmètre de l'État fédéral américain, et qu'au contraire il a participé à l'accroître de manière très significative.

> « Le fait est que George W. Bush n'a jamais démontré qu'il portait un quelconque intérêt pour la réduction du périmètre de l'État. Et à de nombreuses occasions, il a accru significativement ce périmètre. Et pourtant s'il est un élément qui définisse le conservatisme aux États-Unis, c'est bien l'hostilité envers l'expansion de l'État. L'idée d'un conservatisme favorable à un État étendu, souvent utilisée pour décrire la philosophie de Bush, est une contradiction dans les termes. Les intellectuels conservateurs le savent depuis longtemps, mais ils ont regardé ailleurs pour des raisons diverses. Certains crurent que la guerre contre le terrorisme supplantait tous les autres problèmes. Si quelques milliards de dollars doivent être dépensés pour acheter les voix nécessaires pour gagner la guerre, alors ainsi soit-il, défendirent de nombreux conservateurs. D'autres disent que Bush ne s'est jamais présenté comme un conservateur, et qu'ainsi il n'y eut pas de trahison, mais seulement une incapacité des conservateurs à reconnaître ce qu'il avait été depuis le début. » [132]

Reprenant la même ligne critique que Bruce Barlett, le service d'informations McClatchy expliqua en 2007 :

> « Malgré qu'il se soit souvent vanté, et jusqu'à récemment, d'être un défenseur de l'État limité et des coupes budgétaires, Georges W. Bush est le président le plus dépensier depuis Lyndon B. Johnson. En vérité, on peut même dire qu'il est plus dépensier encore que Johnson. » [133]

Il n'était donc pas tout à fait impensable de critiquer le bilan des huit années de la présidence de George W. Bush. Néanmoins, de la part d'un Républicain, cette audace étonnait, d'autant qu'elle n'était pas uniquement concentrée sur la personne de l'ancien président. Rand Paul condamnait également les folies des autres responsables du GOP, de John McCain, qui affirmait en 2008 que les États-Unis devraient peut-être rester en Irak « pendant une centaine d'années », à Mitt

---

[132] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.34-35
[133] Ibid., pp.32-33

Romney, qui développa dans son État du Massachusetts un plan de couverture santé tellement similaire à celui d'Obama que les démocrates avouèrent qu'ils l'avaient pris comme modèle.

D'autres réalisations récentes de l'administration républicaine furent l'objet d'une appréciation critique équivalente, qui séduisit beaucoup les supporters du Tea Party. Telle fut notamment sa condamnation, très vive, du plan de sauvetage des banques, une décision qui, ainsi que l'expliquera Rand, « représenta tout ce qui n'allait pas à Washington ». Pour appuyer son propos, il racontait comment cette loi mal conçue et passant à côté des vraies problématiques avait été initialement votée.

> « J'ai affirmé que le plan de sauvetage des banques était mauvais pour de nombreuses raisons, et notamment pour la façon dont il fut voté. Ce texte d'un millier de pages, imprimé à minuit, fut entériné le lendemain midi. Personne ne lut le texte. Il y eut même des annotations manuscrites dans la marge de la loi quand elle fut passée. Comme tant de programmes à Washington, le plan de sauvetage des banques sortit de l'ombre et fut voté au milieu d'une panique créée de toute pièce par l'État, et ajouta des clauses, de nouvelles réglementations et de nouveaux pouvoirs pour l'État, dont l'ajout fut fait par des scribes anonymes au beau milieu de la nuit. » [134]

Rand Paul raconte même que son père, peu avant la date prévue du vote, reçut des coups de téléphone de lobbyistes du secteur bancaire, qui voulaient lui poser des questions sur certaines sections du texte. Et Ron répondit : « Quel texte ? ». À ce moment, la grande majorité des membres du Congrès n'avait pas encore reçu de copie dudit texte de loi. Et les lobbyistes de répliquer : « Nous, nous l'avons. Voulez-vous le voir ? » [135] C'était inimaginable. Les lobbyistes avaient le texte de loi avant les membres du Congrès eux-mêmes. Était-ce parce qu'ils avaient préparé le projet de loi eux-mêmes, en collaboration avec les élus en charge du dossier ? En tout cas, cette situation témoignait du désordre prévalant à Washington.

Ce chaos, Rand était prêt à le dénoncer, peu importe si c'était son camp ou le camp démocrate qui en était davantage responsable. C'est

---

[134] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.31-32
[135] *Ibid.*, p.32

ce qui plut aux supporters du Tea Party, et c'est la raison pour laquelle il fut placé si tôt aux avant-postes du mouvement.

Le Tea Party, en effet, n'est pas un mouvement partisan, au sens habituel du terme. Bien qu'il soit proche du Parti Républicain, il en condamne les errements avec une nonchalance telle qu'on croirait entendre les pires ennemis du GOP. Le Tea Party refuse les plans de sauvetage, la hausse des impôts, et l'intervention croissance de l'État dans l'économie et dans la vie personnelle des individus. Que ces fautes soient commises par les Démocrates ou les Républicains lui est bien égal. Ainsi que l'analyse bien Rand lui-même, « Le Tea Party ne voit aucune différence entre les *Big Governement Republicans* (les Républicains adeptes de l'État mammouth) et les *Big Governement Democrats* (les Démocrates adeptes de l'État mammouth). Il trace une nouvelle ligne de séparation entre ceux qui souhaitent réduire le périmètre de l'État et ceux qui veulent qu'il soit illimité. » [136]

C'est pour cette seule raison que le GOP fait l'objet de tant de critiques de la part du Tea Party. Ces critiques, néanmoins, ne doivent pas faire oublier la haine profonde qu'inspirent Obama, ses décisions politiques et son administration, à ces supporters du Tea Party. Selon eux, Obama s'est rendu coupable des mêmes travers que Bush, et dans bien des cas, il a aggravé une situation qui était déjà critique sous son prédécesseur : ainsi en est-il du déficit, de la dette publique, ou de l'interventionnisme militaire. C'est ce que Rand, se faisant le porte-parole du Tea Party, n'aura aucun mal à affirmer :

> « Contrairement à ce que croient ses supporters, la politique de Barack Obama n'a pas été un renversement de la politique de George W. Bush, mais une extension de celle-ci, plus ambitieuse dans son ampleur et plus considérable dans son coût. De manière incroyable, et peut-être ironique, même sur les questions qui ont mobilisé la gauche contre les Républicains — la guerre qui se prolonge, les atteintes aux libertés civiles, l'augmentation des pouvoirs de la branche exécutive de l'État américain — Obama a tout simplement maintenu les mêmes mesures politiques que ses prédécesseurs, et les a étendues dans certains cas. Au cours de la dernière campagne présidentielle, Obama a assuré qu'un

[136] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.8

> vote pour McCain était un vote pour quatre nouvelles années de Bush. Il s'est finalement avéré qu'un vote pour Obama était également un vote pour quatre nouvelles années de Bush. »[137]

En grande partie parce qu'il était capable d'avoir un avis critique tant sur le camp démocrate que sur le camp républicain, Rand Paul fut reconnu comme un leader du Tea Party dès les premiers mois du mouvement. On lui demanda alors de venir parler devant les supporters, lors des premiers évènements organisés. Lui qui n'est pas encore Sénateur, devient déjà une personnalité majeure du Tea Party. Le 15 avril est pour lui un tournant. Voici le récit qu'il fait de cette journée majeure dans sa vie politique :

> « Je devais coacher mon jeune fils pour son match de ligue le 15 avril 2009 quand je reçus un appel me demandant de venir parler lors d'un évènement local du Tea Party. J'expliquais au coach assistant que je ne serai pas long, anticipant que j'arriverai devant une petite assemblée de personnes, que je prononcerai un bref discours, et que je m'en irai vingt minutes plus tard. Mais quand je suis arrivé, il y avait sept cent personnes agitant des pancartes du Tea Party, remplissant le Square Fountain Park dans le centre de Bowling Green, dans le Kentucky. C'était le plus important rassemblement politique que j'avais pu voir dans ma ville, et, à ce moment, il était difficile de nier que quelque chose était en effet en train d'arriver. Porté par la foule enthousiaste et l'électricité qu'il y avait dans l'air, je dis à ces gens ce jour-là :
>
> Il y a deux cent ans Sam Adams et ses agitateurs jetèrent du thé dans le port de Boston. Sam Adams a eu ces mots célèbres : "Pour vaincre, il n'est nul besoin d'une majorité, mais plutôt d'une minorité furieuse et intraitable, propre à déclencher des incendies dans l'esprit des gens. " Cela est vrai, une minorité furieuse et intraitable propre à déclencher des incendies. Et il semblerait que nous ayons aujourd'hui, ici, un sacré incendie ! »[138]

Le récit qu'il nous fait de cette journée illustre de nombreux points sur son engagement, et d'abord, qu'il a une grande envie de la politique. Il quitte tout pour pouvoir aller parler lors d'un meeting du Tea Party.

---

[137] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.32
[138] *Ibid.*, pp.12-13

Ensuite, il est fier de cette réussite, fier d'avoir été celui par lequel le Tea Party a gagné en consistance. Enfin, il n'oublie pas de faire référence aux Pères fondateurs et à la révolution américaine, qui sont, avec la Constitution, des éléments fondamentaux de son système politique. Au fond, dans ce récit, tout y est.

Rand Paul était fier d'appartenir au Tea Party, et d'être reconnu par lui comme un homme politique intègre, promoteur des principes de liberté individuelle et d'État limité. Il était fier de participer à ce dynamisme spontané des électeurs américains, à ce renouveau politique, si différent des formes traditionnelles. C'est ainsi avec un véritable agacement que Rand vit les médias de gauche caricaturer le mouvement, niant son caractère spontané, ridiculisant son message anti-impôts et anti-État, et cherchant même à le présenter comme un mouvement d'individus blancs, racistes et stupides.

La première réaction de la gauche américaine fut de présenter le mouvement du Tea Party comme une émanation des groupes de pression conservateurs, instrumentalisée par les médias de droite, tels que Fox News. Ce fut par exemple l'analyse de Nancy Pelosi, chef de file du parti démocrate à la Chambre des représentants, qui reprit les éléments de langage choisis par la gauche.

> « Ce que veut le Tea Party, c'est une poursuite de la politique économique de George W. Bush, qui a échoué et qui nous a conduit dans la situation où nous sommes aujourd'hui. Ce que nous voulons, c'est une nouvelle direction. [...] Ce mouvement du Tea Party est financé par les élites. Nous qualifions cela d'astroturfing [139] : ce n'est pas véritablement un mouvement populaire. C'est de l'astroturfing par quelques-uns des plus riches Américains, afin que l'on conserve les réductions d'impôts pour les riches plutôt que pour les classes moyennes. » [140]

---

[139] L'astroturfing constiste à organiser des mouvements populaires artificiels à des fins politiques. Le nom provient du terme Astroturf, qui signifie « pelouse artificielle ».

[140] Nancy Pelosi, San Francisco's KTUV News, 15 avril 2009

Rand Paul à différentes manifestations du Tea Party

C'est assez mal entendre le message du Tea Party que de croire que le mouvement réclame un retour aux mesures de Bush, qui est l'objet de toutes ses critiques. Rand Paul écrivit pourtant bien :

> « Le Tea Party ne souhaite pas revenir aux années Bush, durant lesquelles la dette était à près de 12 000 milliards, contre 13 000 milliards aujourd'hui. Le Tea Party ne souhaite pas davantage le retour de la vieille rhétorique républicaine qui promettait un État resserré mais ne l'apportait jamais, qui faisait référence à la Constitution mais ne la suivait jamais, et qui citait les Pères Fondateurs mais n'en tenait jamais compte. » [141]

Et puis, qui demandait des baisses d'impôts pour les riches ? Le Tea Party demande des baisses d'impôts pour tous. Il demande la baisse de l'interventionnisme d'État pour tous. Et il est même encore davantage soucieux des Américains de la classe moyenne, parce qu'il sait que les réglementations les privent d'emploi, que l'impôt trop lourd diminue leur niveau de vie, et que la supervision toujours plus complète du système financier leur fait courir de grands risques.

Enfin, présenter le Tea Party comme une organisation de taille nationale, et organisée nationalement, est une erreur factuelle. Le mouvement, à proprement parler, n'existe pas : il n'existe qu'une succession de mouvements locaux, s'étant développés indépendamment les uns des autres. Là encore, les mots de Rand sont très éclairants :

> « La communication inter-État entre les groups Tea Party de chaque ville est limitée, pour ne pas dire plus, et néanmoins dans chaque ville, l'une après l'autre, des milliers de personnes se rassemblent pour les évènements locaux. Ce fut la dynamique du mouvement au niveau national. Lorsqu'une convention dite « nationale » fut tenue l'année dernière, les organisateurs dans les Etat et au niveau local, partout à travers le pays, durent émettre des communiqués pour faire savoir qu'il n'y avait pas d'organisation nationale qui parlerait en leur nom. » [142]

> « J'ai voyagé pendant des milliers de kilomètres à travers le Kentucky depuis un an, et j'ai rencontré le Tea Party, une personne à la fois, une

---

[141] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.57-58
[142] Ibid., p.14

> ville à la fois. Ils viennent souvent de différents milieux sociaux, culturels et économiques, mais ils sont tous unis pour faire face aux problèmes majeurs que connaît notre nation. Et bien qu'ils se rassemblent, ils ne se rassemblent pas trop quand même. Il n'existe pas véritablement de Tea Party du Kentucky : il n'existe que des groupes indépendants, organisés dans chaque ville, inspirés par le patriotisme et informés par le bon sens. » [143]

Les supporters du Tea Party sont également décrits comme racistes, parce que certains ont pu brandir en effet des pancartes qui n'y avaient pas leur place, et qui ne sont pas tolérables. Mais doit-on tirer des conclusions de la bêtise de quelques individus isolés, dans un mouvement fort de centaines de milliers de supporters ? Les supporters de football ne sont pas tous des hooligans, les musulmans ne sont pas tous des fondamentalistes, ni surtout des terroristes en devenir. Ces distinctions, qui sont évidentes, ne furent pas faites dans le cas du Tea Party, pour le plus grand étonnement de Rand, qui nota :

> « Les adversaires du Tea Party aiment à caractériser le mouvement dans son ensemble avec les actions d'une minorité. Ironiquement, lorsqu'ils discutent de l'État providence, les personnes de gauche sont toujours promptes à défendre ces programmes malgré les nombreux bénéficiaires qui profitent du système. Lorsqu'ils discutent de l'Islam, les journalistes respectables prennent toujours soin d'indiquer que les terroristes et les radicaux ne représentent pas cette religion. Et pourtant le Tea Party est jugé selon un prisme entièrement différent : si quelques personnes, au milieu d'une foule de milliers de personnes, se ramènent avec des pancartes comparant le président à un dictateur communiste, cela suffit pour dénigrer et rejeter le mouvement dans son ensemble. » [144]

Il est vrai cependant que le mouvement du Tea Party compte quelques marginaux. Il serait même possible que Rand Paul en est un, à cause de ses idées non conventionnelles. Mais où serait alors le problème ? C'est ce que le journaliste Steve Chapman a bien fait remarqué, dans les colonnes du *Chicago Tribune* :

---

[143] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.14
[144] *Ibid.*, pp.16-17

> « Les candidats du Tea Party n'ont pas été nominés parce qu'ils ressemblent à l'image populaire des Sénateurs qui sont perspicaces et bien informés, et qui ont l'esprit pratique et de l'expérience. Ils ont été nominé parce qu'ils ne ressemblent pas à cette image. Ils sont souvent accusés d'être fous — un commentateur de MSNBC a dit de Sharron Angle, du Nevada, qu'elle « sonnait comme un patient atteint de maladie mentale ». Mais pour les supporters du Tea Party, ce n'est pas un défaut : c'est une caractéristique. Si un déficit de 1 400 milliards de dollars représente le bon sens, ils préfèrent un candidat qui se soit échappé d'un asile de fous. » [145]

Toutes ces erreurs de jugement, plus ou moins volontaires, plus ou moins graves aussi, n'empêchèrent nullement la gauche de continuer à dénoncer le mouvement comme étant artificiel. Sur ce point, les propos de Paul Krugman, qui à côté de sa carrière d'économiste professionnel a étalé une prose critique dans des tribunes du *New York Times*, sont particulièrement significatifs. Qu'il soit permis de les citer dans leur longueur, tant ils illustrent la haine et même la mauvaise foi des adversaires du Tea Party, qui continuent d'utiliser la même ligne d'attaque quand bien même l'argumentation sous-jacente a été pleinement réfutée et contredite par les faits.

Voici la tribune de Paul Krugman dans le *New York Times* daté du 12 avril 2009 :

> « Cette tribune est au sujet des Républicains — et je ne suis pas sûr que je doive même l'écrire.
>
> Après tout, le Parti Républicain est un parti tout à fait minoritaire. Il conserve encore une capacité limitée à faire barrage aux Démocrates, mais il n'a aucune capacité pour mettre en œuvre des idées ou même influer significativement sur les décisions politiques.
>
> Au-delà de ça, les Républicains sont devenus embarassants à regarder. Et cela n'est pas bien de se moquer des fous. Il vaut mieux, peut-être, se concentrer sur les vrais débats politiques, lesquels ont tous lieu dans le camp démocrate.

---

[145] Steve Chapman, "The Tea Party and the value of craziness", *Chicago Tribune*, 16 septembre 2010

Mais voici le problème : le Parti Républicain a l'air aussi fou aujourd'hui qu'il y a 10 ou 15 ans. Cela n'a pas empêché les Républicains de s'emparer à la fois du Congrès et de la Maison Blanche. Et ils pourraient bien revenir au pouvoir si les Démocrates montrer des signes de faiblesse. Donc il est de notre responsabilité de s'arrêter quelque peu sur l'état de ce qui reste, après tout, l'un des deux grands partis politiques de notre pays.

L'une des façons de se faire une bonne idée de l'état actuel du GOP, et également de voir à quel point il a peu changé, et de regarder les « Tea parties » qui ont eu lieu dans de nombreux endroits, et qui seront organisés à travers le pays ce mercredi. Les « parties » — manifestations anti-impôts qui sont censés rappeler la mémoire du Boston Tea Party et de la Révolution Américaine — ont été l'objet de nombreuses moqueries, et à juste raison.

[...]

Mais surtout il s'avère que les Tea Parties ne représentent pas un jaillissement spontané de ferveur populaire. Ils sont de l'AstroTurfing : des évènements faussement populaires, créé par les suspects habituels. En particulier, un rôle clé est joué par FreedomWorks, une organisation gérée par Richard Armey, l'ancien leader de la majorité républicaine à la Chambre, et soutenue par le groupe habituel des milliardaires de droite. Et les Tea Parties sont, bien entendu, intensément soutenu par Fox News.

Mais ce n'est rien de nouveau, et l'AstroTurfind a bien fonctionné pour les Républicains par le passé. L'exemple le plus mémorable fut la protestation « spontanée » de 2000 — orchestrée en réalité par les stratégistes du GOP — qui a annulé un recompte de votes dans le comté de Miami-Dade County, en Floride.

Alors, quelles sont les conséquences du fait que les Républicains refusent de grandir, et le fait qu'ils continuent à se comporter de la même façon que quand l'histoire semblait être de leur côté ? Je dirais que c'est bénéfique aux Démocrates, du moins à court terme — mais c'est mauvais pour le pays.

Pour l'instant, l'administration Obama gagne un avantage important du fait qu'elle n'a aucune opposition crédible, notamment sur les questions économiques, où les Républicains semblent particulièrement sans réponse.

> Mais comme je l'ai dit, le GOP reste l'un des grands partis des États-Unis, et par la force des évènements ce parti pourrait bien revenir au pouvoir. Nous pouvons seulement espérer qu'au moment où cela arrivera, les Républicains auront évolué. »[146]

Longtemps après cet avis très acerbe et très injuste sur le Tea Party, Paul Krugman eut l'occasion de débattre avec Ron Paul sur Bloomberg TV. Dans ce débat « Paul vs. Paul », ainsi que l'intitula la chaîne américaine, l'économiste se fait très sévèrement secouer. Ron l'accuse de défendre l'expansion monétaire par la Fed, ce qu'il soutient en effet, qui ménerait, selon le membre du Congrès du Texas, à une perte de valeur du dollar, impactant le pouvoir d'achat des Américains.

Krugman répondit en accusant Paul de ne pas être en accord avec l'état actuel de l'économie. « Vous ne pouvez pas laisser l'Etat en dehors de la politique monétaire. Si vous pensez que vous pouvez éviter cela, vous vivez dans le monde tel qu'il était il y a 150 ans. » À cela, Paul eut des mots bien choisis, renvoyant la balle à son adversaire : « Il veut revenir 1 000 ans ou 2 000 ans en arrière, à l'époque où les Romains et les Grecs et les autres dévaluaient leur monnaie. »

Assez mal à l'aise, Krugman répondit quelques jours plus tard dans un article publié par le *New York Times* : il est intitulé « De l'inutilité des débats » (« On the Uselessness of Debates »). Krugman y considère que les débats sont inutiles parce qu'ils concernent « ce qui est finalement un sujet technique, dans un format dans lequel aucune statistique ne peut être présentée, et dans lequel il n'est laissé aucune possibilité de vérifier quels sont les faits. »[147] Avant d'avouer ouvertement qu'il n'y a participé que pour promouvoir son dernier livre…

Quelques mois plus tard, quand Ron Paul fut pressenti pour remporter la première primaire républicaine, dans l'Iowa, Krugman en profita pour signer une chronique très critique dans le *New York Times.* Il affirma par exemple Ron Paul a véritablement bâti sa carrière politique autour de l'idée qu'il soit un expert dans un sujet à propos du quel, en vérité, il ne connaît rien. »[148]

---

[146] Paul Krugman, "Tea Party forever", *New York Times*,
[147] Paul Krugman, "On the uselessness of debates", *New York Times*, 1er mai 2012
[148] Krugman, "Speaking of people whose models have failed", *New York Times*

Nul mieux que Paul Krugman n'illustre le dédain et l'arrogance que la gauche a témoigné au cours de ces récentes années.

À cette arrogance, la meilleure réponse des Républicains devait être dans les urnes. Elle eut lieu. Avant que Ron Paul ne remporte en effet l'Iowa, le GOP fit subir au parti du président une défaite historique lors des élections de mi-mandat. Quelques États, notamment, furent l'objet d'une grande attention. L'un d'eux fut le Kentucky, où un candidat de tendance libertarienne l'emportait en déjouant tous les pronostics. Ce candidat, c'était Rand Paul.

CHAPITRE 7
LA CAMPAGNE AU KENTUCKY

Raisons de la candidature de Rand — La bataille des primaires — Les soutiens qu'il reçoit — Victoire à la primaire — Affronter Jack Conway — La période des débats — Un message qui vous fait gagner.

Nous ne nous préoccuperions certainement pas du possible destin politique de Rand Paul si son expérience se résumait à sa participation, certes réitérée, au sein des campagnes électorales de son père. À un certain point de sa carrière, Rand se devait de montrer qu'il était capable lui aussi de mobiliser derrière son nom, ou plutôt, devrions-nous dire, derrière son prénom. Obtenir la faveur des électeurs, légitimant ainsi son parcours et ses idées, c'était ce que Rand Paul allait faire dans le Kentucky, à l'occasion de l'élection de mi-mandat, qui renouvelait le siège de Sénateur, dans une course qui s'annonçait ouverte.

Tôt dans le processus amenant aux primaires, le sénateur Jim Bunning annonça qu'il ne se représenterait pas, considérant que Mitch McConnell, Sénateur du Kentucky depuis 1985, et par ailleurs leader de la minorité républicaine au Sénat, avait tout fait pour l'empêcher de mener campagne. À la fin du mois de juillet 2009, il déclara au Time : « Depuis un an, plusieurs leaders du Parti Républicain au Sénat ont effectué tout ce qui était en leur pouvoir pour assécher mes levées d'argent. Le fait est simplement qu'aujourd'hui je ne dispose pas des ressources financières suffisantes pour mener efficacement campagne pour le Sénat américain. » [149] La porte s'ouvrit ainsi pour de nouveaux candidats, dont Rand Paul, qui annonça sa candidature dès l'été.

Etant donnés ces évènements tumultueux, qui laissaient supposer que l'appareil du parti disposait d'une force considérable, la campagne de Rand s'annonçait difficile. Il se rassura en se rappelant, comme souvent, l'exemple de son père. Quand il s'était présenté dans le Texas

[149] Susan Davis, "Bunning Opts Out of Re-election Bid", *Wall Street Journal*, 27 juillet 2009

en 1994, tout l'appareil républicain était en effet contre lui : non seulement Newt Gingrich, élu de Géorgie, et porte-parole des Républicains à la Chambre, mais aussi Georges H. Bush, ancien président, ainsi que son fils George W. Bush, alors gouverneur du Texas. Cela n'empêcha pas Ron Paul de l'emporter. Rand pourrait-il réitérer cet exploit de vaincre une opposition vigoureuse à l'intérieur même de son propre parti ? Les adversaires des Paul, cette fois-ci, n'étaient pas moins nombreux et influents : outre Mitch McConnell, de nombreux hommes politiques républicains de premier rang se positionnèrent contre Rand lors de la primaire : notamment Dick Cheney, vice-président de George Bush de 2001 à 2009, Rick Santorum, qui affronterait bientôt Ron Paul lors des primaires à la présidentielle, et Rudy Giuliani, qui l'avait fait deux ans plus tôt. « Les cadres du Parti Républicain, témoignera Rand, tant au niveau national qu'au niveau du Kentucky, firent bien des efforts pour essayer d'empêcher le fils de Ron Paul de s'approcher de Capitol Hill. » [150]

De son côté, Rand pouvait compter sur quelques soutiens de marque : le politologue Pat Buchanan, conseiller spécial des présidents Nixon, Ford et Reagan, devenu un journaliste réputé et écouté ; Steve Forbes, ancien proche de Reagan, candidat aux primaires du GOP en 1996 et 2000, et éditeur en chef du magazine Forbes, créé en 1917 ; Sarah Palin, colistière de John McCain lors de l'élection présidentielle de 2008 et alors gouverneur de l'Alaska ; et Jim DeMint, élu de Caroline du Sud, héros du Tea Party, et aujourd'hui président de la Foundation Héritage, un haut lieu du libéralisme américain.

Malgré ces soutiens, Rand Paul n'était pas le favori dans le Kentucky. Dans les sondages, il dépassait à peine la barre des 15%, quand même on dédaignait inscrire son nom sur la liste des prétendants à soumettre à l'enquête d'opinion. Le favori, le vrai, était l'homme soutenu par l'appareil du parti : Trey Grayson. Rand nous présentera Grayson dans son livre :

> « L'homme qui était destiné à devenir le nouveau sénateur du Kentucky s'appelait Trey Grayson – secrétaire d'Etat, ancien démocrate

[150] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.40

> devenu républicain, et choix personnel de McConnell pour remplacer Bunning. Ainsi que Jim Bunning l'a noté, Grayson était soutenu de façon privée et cachée par les cadres du GOP, à la fois dans le Kentucky et au niveau national. » [151]

Les cadres du GOP, acquis à la cause de Grayson, firent tout leur possible pour empêcher Rand Paul. Ils mirent à contribution leur réseau, leur influence personnelle, et n'hésitèrent pas même à recourir au mensonge pour écarter les autres candidats. Durant la primaire, par exemple, des cadres du Parti républicains ont affirmé à James Dobson, un leader chrétien très respecté et écouté au Kentucky, que Rand Paul était favorable à l'avortement, tandis qu'il n'en était rien. Dobson en vint ainsi à soutenir Grayson publiquement. Après avoir compris que l'information était erronée, il changea pour Rand Paul.

> « Des membres historiques du Parti Républicains m'ont dit que le docteur Paul était favorable à l'avortement et qu'il s'opposait à beaucoup de principes conservateurs. J'ai donc soutenu son adversaire. Mais j'ai maintenant reçu des informations complémentaires de la part de médecins du Kentucky, en qui j'ai confiance, et en discutant avec le candidat lui-même. » [152]

Tous les arguments étaient bons. Rand Paul en fit l'expérience à de nombreuses reprises, et eut parfois la repartie heureuse. Un jour, Grayson affirma que Rand n'avait aucune légitimité pour se présenter dans le Kentucky puisqu'il était originaire du Texas. À cet argument assez spécieux, qui aurait disqualifié bien des hommes politiques s'il avait quelque validité, Paul répondit qu'il « était un Kentuckien depuis plus longtemps que Grayson n'était Républicain. » [153]

S'il n'eut pas le soutien des cadres du Parti, Rand Paul pu tout de même se targuer d'être accompagné par une véritable armée de supporters dévoués, certains continuant auprès du fils un engagement commencé au service de son père, d'autres, plus jeunes, des nouveaux venus.

---

[151] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.42
[152] *Ibid.*, pp.44-45
[153] *Ibid.*, pp.46-47

Les réalisations de ses supporters sont trop nombreuses, et à la fois trop insignifiantes lorsqu'elles sont prises individuellement, qu'il est difficile d'en parler. Il en est une, pourtant, qui mérite d'être étudiée avec quelque détail, tant elle est significative du niveau d'implication des supporters de Rand Paul dans la campagne, qui est un présage heureux pour une future candidature à la présidentielle.

Ce récit, c'est celui de Larry Hodge, un électeur républicain originaire du Kentucky, très impliqué dans la vie de sa paroisse, puisqu'il est l'un des hommes forts de son église. Cet homme, soutien de la première heure de Rand, va faire une action exceptionnelle pour un simple supporter. Rand raconte :

> « Larry vint jusqu'à mon cabinet médical un jour où nous réfléchissions à la campagne, et il expliqua qu'il voulait aider, demandant ce que nous avions besoin. Il nous entendit raconter que « notre équipe » essayait de communiquer avec « l'équipe de Sarah Palin ». Nous avions envoyé des informations au camp de Palin depuis plusieurs mois en essayant, en vain à cette date, pour obtenir son soutien officiel.
>
> Larry affirma qu'il s'en chargerait pour nous. Ma première réaction fut : Oui, bien sûr. Je ne pouvais pas faire autrement que d'être un peu sceptique quant au fait qu'il pourrait se précipiter à Grayson County et obtenir pour nous le soutien officiel de Sarah Palin. Mais Larry rentra chez lui et commença l'écriture d'une lettre de cœur à cœur, de chrétien à chrétien, expliquant qu'il y avait un « vrai Républicain » et un « véritable conservateur » se présentant pour le Sénat dans le Kentucky, et demandant si elle envisageait de me soutenir, ou du moins de m'adresser ses prières, et y réfléchir. Larry alla ensuite sur internet, chercha l'adresse courrier de Palin, et envoya la lettre à Wasilla dans l'Alaska.
>
> Ce ne fut pas long avant que nous recevions une réponse. Lorsque Larry nous a appelé et nous a dit que l'équipe de Palin nous appellerait pour communiquer son soutien officiel, nos bras en sont tombés. J'ai demandé : "Comment avez-vous donc pu accomplir cela ?" Il répondit : "Eh bien, je lui ai simplement envoyé une lettre chez elle à Wasilla, dans l'Alaska, et ils m'ont appelé quelques jours plus tard."

> Et c'est comme cela que nous avons reçu le soutien officiel de Sarah Palin. » [154]

Sarah Palin, de manière claire, n'était pas en parfait accord avec les positions de Rand Paul sur certaines questions importantes pour elles et pour ceux qui la soutiennent, et notamment l'avortement et la politique étrangère. Avant que de fournir publiquement son soutien, elle prit donc soin de s'assurer des vues de Rand sur ces deux points. Ce « check-up » eut lieu par téléphone, un dimanche matin.

> "Palin appela à la maison un dimanche matin. Il était impossible de ne pas reconnaître son accent typique de l'Alaska. Elle voulait connaître ma position sur Israël. Je répondis qu'Israël était un allié important, la seule démocratie du Moyen-Orient, et que je ne voterai pas pour condamner Israël de s'être défendu. »

> « L'une des premières choses que je voulus faire en parlant à Palin était de dissiper ses peurs quant à mes positions sur les questions de société. Je lui dis : "Mes adversaires me disent favorable à l'avortement, mais je veux vous assurer que je suis contre." Palin répondit : "Oh, vous savez, nous avons tous un petit libertarien en nous." » [155]

Rassurée, Sarah Palin émit un communiqué pour affirmer son soutien au candidat Rand Paul. Dans ce texte, on pouvait lire :

> « Je suis fière de soutenir des candidats issus du peuple comme le docteur Paul. Bien qu'il y ait des questions sur lesquelles nous ne sommes pas d'accord, lui et moi partageant la même conviction : qu'il est temps de secouer les conventions de Washington et de se battre pour les idées qui sont du bon sens. »

Le soutien d'une personnalité politique aussi reconnue que Sarah Palin, était un évènement d'une importance considérable. Il pouvait être décisif dans la course à la nomination républicaine pour l'élection sénatoriale du Kentucky, et annoncer la victoire de Rand. C'est cette

---

[154] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, pp.43-44
[155] *Ibid.*, pp.44-45

réflexion qui poussa Mitch McConnell à intervenir, pour soutenir Grayson, l'ancien favori mis désormais en difficulté.

Le soutien public qu'offrit McConnell à Grayson était d'une grande valeur également, mais il mettait son auteur et son récipiendaire dans une position délicate. Pour Grayson, obtenir le soutien de McConnell était une belle victoire en apparence, mais qui pouvait être à double tranchant : les électeurs républicains admiraient de moins en moins le conservatisme traditionnel représenté par McConnell. Il apparaissait aussi embarrassant que Rudy Giuliani, peut-être que Dick Cheney, resté célèbre pour avoir affirmé, durant les années Bush, quand il était vice-président, que « les déficits n'ont pas d'importance ».

Pour McConnell, ce geste pouvait aussi paraître comme maladroit. Jouer aux dés sa réputation en s'associant à un candidat qui n'était pas certain de l'emporter, c'était prendre le risque d'être désavoué. Mitch McConnell en était bien conscient, mais sa haine de Rand Paul fut plus forte que la sagesse de rester en dehors d'une telle bataille. « J'apporte rarement mon soutien lors de primaires, mais là il y a urgence » affirmera le chef de la minorité républicaine au Sénat. L'urgence était d'empêcher Rand Paul d'entrer au Sénat.

Le soutien affiché par McConnell à Grayson eut des répercutions inattendues pour ces adversaires de Rand. D'abord, l'annonce publique faite par McConnell n'empêcha pas son candidat de poursuivre son dangereux effondrement dans les sondages d'opinion réalisés à travers le Kentucky, et de voir Rand prendre une avance confortable.

Pire : en réaction au soutien affiché par McConnell pour Grayson, le Sénateur Jim DeMint, personnalité majeure du Tea Party, décida dès le lendemain qu'il était temps de soutenir publiquement Rand Paul dans sa course pour la nomination républicaine dans le Kentucky. Plutôt que d'avoir des mots convenus, DeMint utilisa même cette occasion pour se montrer tout à fait dithyrambique envers le fils de Ron Paul :

> « Rand Paul est un vrai conservateur qui fera face à l'état de fait à Washington. Il a fait campagne sur les questions qui importent vraiment depuis le début de cette course. »

> « Rand Paul est un grand défenseur de l'équilibre budgétaire. Il veut mettre un terme à la culture des fonds réservés auxquels on ne peut pas

> toucher. Il soutient la création de limites aux mandats des élus, et il est à 100% en faveur de la vie, et contre l'avortement. Ce n'est pas un homme politique de métier, et il a le courage de s'opposer aux dépenses massives, aux plans de sauvetage, et à la dette, toutes choses que Washington nous impose. » [156]

Cette annonce fut même suivie d'une autre, presque aussi prestigieuse, cette fois-ci de la part de Steve Forbes, éditeur en chef du célèbre magazine Forbes. Il fit mention des mêmes préoccupations que DeMint, principalement la fiscalité et la dépense publique, questions sur lesquelles il croyait Rand plus à même d'apporter le changement nécessaire que son adversaire, Trey Grayson.

> « En Rand je vois quelqu'un qui peut emmener le combat du Tea Party jusqu'au Sénat, et nous aider à reprendre notre gouvernement et notre pays des mains des gauchistes dépensant et taxant de façon folle. Rand Paul fera les efforts nécessaires pour se battre à Washington en faveur d'impôts plus faibles, de dépenses moins importantes, et en faveur d'une plus grande liberté. Il se battra pour un amendement constitutionnel pour équilibrer le budget et fixer des limites aux mandats électoraux. Il se battra pour vous rendre certains de vos droits, non pour vous en enlever davantage. Je ne pense pas qu'il y ait une meilleure façon de représenter les gens du Kentucky que de mettre un terme au cycle des hommes politiques de métier et des dépenses sauvages à Washington. »

Deux semaines plus tard avait lieu l'élection. Cette primaire, ayant d'abord si mal commencé pour Rand, qui n'avait d'abord été crédité que de 15% dans les sondages, et n'avait pas été invité dans les premières meetings républicains, paraissait désormais pouvoir être gagnée.

La tension était à son comble, d'autant que l'attention portée par les médias à cette primaire du Kentucky rendait l'évènement plus crucial encore pour Rand.

C'est avec l'apparence seulement de la décontraction que Rand et sa femme Kelly se dirigèrent vers les bureaux de vote de Bowling Green, le matin du 18 mai 2010. L'école primaire Briarwood était littéralement

---

[156] David Weigel, « Jim DeMint endorses Rand Paul », *The Washington Post*, 5 mai 2010

remplie de journalistes et de curieux venus observer la scène. Parvenant difficilement à s'ouvrir une voie dans la foule, compactée dans les couloirs de l'école, Kelley et Rand parviennent enfin dans la salle où se tient le vote, et accomplissent, avec une excitation noblement contenue, leur devoir électoral.

À leur sortie de l'école, ils retrouvèrent leurs fils, attendant de l'autre côté de la rue, et s'en retournèrent dans la maison familiale. Celle-ci avait déjà commencé à se remplir des divers membres de la famille, avec notamment la présence de Ron et Carole, qui arrivèrent à midi. Le soir, après le diner, toute l'assemblée se prépara à l'annonce des premiers résultats. Ils arrivèrent d'abord au rythme attendu, avant que l'annonce du gagnant ne fût faite précipitamment sur plusieurs médias américains. C'est Duncan, le deuxième fils de Rand, qui, ayant été missionné de surveiller les informations, pu annoncer la bonne nouvelle : « Nous avons gagné ! Nous avons gagné ! Ils viennent de l'annoncer ! Nous avons gagné. »

La victoire était belle. Rand Paul remportait l'élection avec près de 24 points d'avance sur son adversaire principal, Trey Grayson. Comme anticipé, l'euphorie médiatique fut considérable. Malgré la haine qu'il avait gardé pour Ron Paul, Sean Hannity, journaliste à Fox News, salua cette belle et importante victoire, et parla même d'un « Rand de marée » (*Randslide*, au lieu de « Landslide », glissement de terrain).

Dans la maison familiale des Paul, à Bowling Green dans le Kentucky, l'enthousiasme était évidemment d'un tout autre ordre.

> « Papa et Maman rayonnaient de joie et me congratulaient. Ma sœur Lori avait des larmes qui coulaient sur son visage et mes enfants sautaient partout. C'était un chaos assez heureux, une vague de joie qui a déferlé sur nous tous d'un coup. Kelley s'est jetée sur moi et nous nous sommes enlacés au milieu de tous, et tout le monde se félicitait autour de nous. C'était un moment précieux à chérir, mais il n'allait pas durer longtemps. Dès que nous avons appris la victoire, nous étions sortis de force de la maison — tout le monde voulait nous voir à la fête de victoire, aussi vite que possible. » [157]

---

[157] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.48

La soirée dont il est question avait lieu au Country Club de Bowling Green. Une scène avait été installée, permettant à Rand de saluer les centaines de supporters venus le féliciter. Caché dans les coulisses avec ses fils, Rand demanda à l'un d'eux pourquoi personne n'avait encore mis en marche la lecture de « sa chanson ». Avant que l'un des jeunes ait eu l'occasion de faire quoi que ce soir, on entendit rugir les premiers sons de batterie du classique « TNT », par AC/DC, et Rand commença à lever son poing en rythme avec la musique, ce qui fit beaucoup rire ses trois jeunes fils. Sur son visage, et dans cette bonne humeur, se cachait le soulagement d'avoir remporté l'une des plus importantes victoires de sa jeune carrière politique.

La lutte, assez paradoxalement, ne venait pourtant que commencer, et à peine passé l'euphorie de la victoire, revenaient déjà les obligations d'un candidat en campagne. Réveillé à 4h du matin, Rand participa à des émissions de radio et de télévision dès 5h. Il eut bien sûr à commenter son impressionnante victoire de la vieille, mais également à répondre à une polémique née la veille. Son futur adversaire, Jack Conway, avait expliqué à la télévision que Rand Paul était favorable à l'abrogation du Civil Rights Act, qui protège les minorités contre les discriminations raciales. « Je n'ai jamais dit que j'étais favorable à l'abrogation du Civil Rights Act, affirmera le nouveau candidat républicain pour le Sénat. Pas une seule fois. Et pourtant, cela n'empêchait pas Conway de répéter ce mensonge. » [158] Non seulement Conway répétait ce mensonge, mais il était aussi repris par des journalistes de gauche, qui s'en servaient comme d'une arme contre ce candidat si dangereux pour leur camp qu'était devenu Rand Paul. Ainsi était Rachel Maddow, journaliste à MSNBC. C'est sur son plateau que Rand devait participer à la dernière interview de la journée. Il était exténué, mais avait envie de préciser son avis sur le Civil Rights Act. Bien consciente de la situation, sa femme lui conseilla de se méfier :

> « Lorsque je suis rentré à la maison, j'étais mal à l'aise et j'ai dit à Kelley que j'irais à l'antenne clarifier les choses. Elle me dit : "Annule Rachel

[158] Rand Paul, *The Tea Party goes to Washington*, Center Street, 2011, p.52

> Maddow. C'est un coup monté." Mais je me sentais prêt à tout. J'avais eu une victoire avec 24 points d'écart et même la présentatrice télé la plus à gauche ne pouvait m'arrêter. Je me sentais invincible. »[159]

Et pourtant ce soir là, Rand apparut fatigué. Déstabilisé, il eut du mal à se défendre contre une journaliste qui semblait là pour développer un argumentaire à charge contre Rand Paul. Ce fut un véritable échec, dont Rand s'attribua toute la responsabilité, ayant fait preuve d'une trop grande naïveté. « En fin de compte, dira-t-il, la plus grande erreur que j'ai faite est de croire que je pouvais intervenir sur un média de gauche et être traité équitablement. »[160]

Tom Woods, historien de tendance conservatrice, prit la défense de Rand, le sentant en difficulté :

> « La gauche attaque Rand Paul sur le Civil Rights Act de 1964. Ils affirment qu'en secret Rand Paul souhaite l'abroger, ce qui signifie que nous aurions à nouveau la ségrégation partout dans les restaurants. Quiconque n'est pas atteint d'hystérie sait pourtant qu'un restaurant qui réaliserait de la ségrégation serait boycotté et cesserait d'exister en à peine dix secondes. Et malgré cela, il nous faudrait nous inquiéter des conséquences fictives de l'abrogation d'une loi qui ne sera jamais abrogée. »

Après avoir essuyé ces lourdes critiques, dans des circonstances qui l'avaient rendu incapables de répondre correctement, du moins comme il le souhaitait, Rand tacha de reprendre en main sa campagne. Il organisa ses premiers meetings, qui lui redonnèrent la volonté de se battre. C'est pourtant dans sa famille qu'il trouva surtout les capacités de se reprendre.

Il eut une idée : il demanderait à son équipe de campagne de lui louer un grand bus pour sillonner le Kentucky, accompagné de ses trois fils et de sa femme. L'idée ne fut pas accueillie avec un parfait enthousiasme de la part de Kelley, qui émit des doutes sur l'intérêt que ses enfants pourraient y porter, et de la part de ces fils eux-mêmes, qui

---

[159] *Ibid.*, pp.52-53
[160] *Ibid.*, p.53

virent que cette semaine en bus coïncidaient avec leur « spring break », les vacances attendues par les jeunes avec tant d'impatience.

L'idée de faire campagne en famille était séduisante sur le papier, mais étant donné le programme très serré que cela allait nécessiter de suivre, la situation paraissait tout sauf idéale. Avec cinq à sept discours prévus chaque jour, à chaque arrêt du bus dans une ville du Kentucky, et avec un départ prévu chaque matin à 7 heures, vendre à ses fils ce projet, et recevoir l'assentiment de Kelley, ne paraissait pas gagné. Et pourtant, les jeunes garçons acceptèrent sans broncher d'abandonner leurs amis partis en Floride, et firent campagne avec leur père et leur mère, heureux de participer à un moment historique, fier aussi d'être une force pour leur père, qui leur semble si fort.

Avec sa famille réunie autour de lui, Rand se sentait capable de relever l'immense défi que pouvait représenter cette élection. Il n'ignorait pas que dans cet État du Kentucky, près de 60% des électeurs sont inscrits comme Démocrates. Il fallait donc trouver des manières de les séduire, et éviter de leur faire peur. Cela explique nombre de ses prises de position de l'époque, qui peuvent apparaître comme des revirements, ou des renoncements par rapport à ce qui constitue ses véritables convictions, mais qui n'étaient en vérité que l'application d'un bon sens politique.

Par exemple, après avoir obtenu la nomination républicaine, Rand Paul fit paraître un éditorial dans *USA Today* sous le titre étonnant et provocateur de « Rand Paul, libertarien ? Pas vraiment ». On pouvait y lire :

> « J'entends souvent que l'on répète sur moi et sur ma candidature pour le Sénat que je suis un "libertarien". Dans mon esprit, le mot "libertarien" est devenu chargé émotionnellement, et il est un terme souvent mal compris sur la scène politique. Cependant, je crois vraiment que la grande majorité des Américains — y compris les indépendants, les modérés, les Républicains, les conservateurs et les activistes du Tea Party — partagent beaucoup d'idées libertariennes, comme j'en partage beaucoup moi-même. [...]
>
> Je préfère utiliser un autre terme pour décrire mes convictions : je me considère comme un conservateur respectueux de la Constitution, ce qui signifie que je suis un conservateur qui croit en un État plus limité.

Rand Paul dans son QG de campagne à Bowling Green dans le Kentucky et lors d'un débat avec son adversaire démocrate Jack Conway

> La responsabilité individuelle et le respect pour la Constitution sont mêlés à mon conservatisme, et aux positions politiques d'innombrables Américains à travers l'ensemble du spectre politique. Nos Pères Fondateurs étaient clairement libertariens, et construisirent une République avec des limites strictes mises au pouvoir étatique, afin de protéger avant tout les droits et la liberté des citoyens. »

Cet effort de Rand, afin de se faire accepter d'un plus large public que les seuls tenants de son libertarianisme, eut de très heureuses conséquences. Non seulement sa candidature se vit accréditée un plus large soutien dans les sondages, mais des personnalités et des institutions, normalement peu séduites par de tels messages, se mirent à le soutenir publiquement. Ce fut le cas, par exemple, du journal *The Enquirer*, qui jouit de la plus large diffusion dans tout le nord du Kentucky, et qui se prononça en faveur du candidat républicain. Dans les colonnes du journal, on put lire :

> « Le monde serait un endroit plus triste si nous ne faisions pas de place pour les gens qui ont le courage de remettre en question la sagesse des conventions et l'intelligence de défendre de manière convaincante leurs propres vues. La campagne de cet automne pour le poste de Sénateur du Kentucky possède un tel candidat : le porteur de la bannière des Républicains, Rand Paul. Contrairement à Conway, Paul ne tient pas dans le moule de l'homme politique typique, et sa candeur provocante, quand il présente son point de vue conservateur, le mets parfois en difficulté.
>
> Peu nombreux sont les candidats auxquels nous avons parlé ces dernières années et qui montrent une telle intelligence rafraîchissante, une telle curiosité, et une telle candeur. Peu nombreux sont aussi les candidats qui ont vu leurs mots et leurs idées si fréquemment dénigrées et sorties de leur contexte. Mais le point important est que Paul dit des choses qui ont besoin de l'être. Il soulève des points qui ont au moins besoin d'être adressées consciencieusement. Il pose des questions qu'aucun homme politique précautionneux n'ose poser.
>
> Nous avons besoin d'une telle voix au Sénat, où trop de membres se content de suivre le mouvement et de se conformer aux idées de leur groupe, mentalité qui a permis à notre Etat de devenir plus large, plus inefficace et plus intrusif. »

Après le temps de la campagne de terrain, qui permit à Rand de refaire une partie de son retard face à son adversaire démocrate Jack Conway, vint enfin le temps des débats. Plusieurs débats furent organisés, et donnèrent chaque fois l'occasion à Rand de prouver que son adversaire était l'archétype du politicien américain qui a fait de l'Amérique ce qu'elle est malheureusement devenue.

Conway n'ignorait pas qu'il serait ainsi présenté devant les électeurs. Afin de ne pas laisser la victoire lui échapper, lui qui était pourtant favori, il fit le choix d'attaquer Rand sur un autre sujet, sa vie personnelle, en rappelant, lors du débat organisé par C-Span dans l'Université de Louisville, l'épisode de Noze Brotherhood et du 'Aqua Buddha', que nous avons rappelé au premier chapitre.

Face à ces attaques, formulées dès les « opening statements », les discours d'ouverture, Rand Paul se positionna comme victime, invitant son adversaire à revenir aux problèmes politiques concrets, au lieu de les fuir en mentionnant avec insistance ce détail personnel sans grande importance pour les électeurs, et qui est par ailleurs faux.

> « Je suis peiné parce que mon adversaire a fait le choix de m'attaquer sur mes convictions religieuses. Nous avons des problèmes sérieux dans notre pays, il nous faut avoir une discussion sérieuse, et il descend dans le caniveau pour attaquer mes croyances chrétiennes. [...] Vous devriez vous excuser. N'avez-vous aucune décence ? N'avez-vous aucune honte ? »

Conway, qui voulait utiliser cette ligne d'attaque, ne retira pas ses propos, et insista même. Les valeurs comptent, indiqua-t-il. Et le candidat démocrate de redemander : pourquoi avoir rejoint un groupe connu pour ses positions anti-religieuses ; et pourquoi avoir forcé une jeune femme à se prosterner devant une fausse idole appelée Aqua Buddha ?

En agissant ainsi, alors que les préoccupations des habitants du Kentucky étaient bien autres, Conway tombait dans un travers qui ne servit pas sa campagne. Incapable d'élever le débat, et le renvoyant sans cesse à un niveau très bas, il semblait ne pas comprendre que les attentes des électeurs n'étaient pas là. Signe de sa grave incompréhension,

il eut même l'audace de qualifier ses deux questions sur le passé de Rand de « fondamentales ».

Au cours de ce débat, et des suivants, Rand Paul eut comme stratégie d'assumer pleinement ses positions. Les journalistes l'avaient bien sûr attendu avec des questions signalant les points que les électeurs modérés pourraient voir d'un œil critique.

Un premier exemple de tels sujets est le plan de sauvetage de General Motors, qu'en tant que bon Républicain Rand Paul ne pouvait que considérer avec grand scepticisme. On lui demande ainsi : le sauvetage de GM a sauvé beaucoup d'entreprises au Kentucky, pourquoi ne pas le soutenir ? Rand dit préférer la faillite organisée, quand l'entreprise n'est plus viable. Ce n'est pas un souhait que les entreprises fassent faillite, mais quand elles le doivent, il faut les accompagner dans la faillite.

Les modérateurs du débat insistent également sur le manque d'expérience du candidat Rand Paul. Mais, de manière quelque peu étonnante, le candidat du Parti Républicain préfère assumer parfaitement son manque d'expérience. Avec une grande lucidité et un grand sens politique, il en fait même une force :

> « Je pense que ma principale qualité est que je n'ai pas encore occupé de poste politique. Je crois que nous avons trop de gens qui s'y lancent et y restent pour construire une carrière. Je pense qu'être un outsider est un attribut formidable. »

Cette technique du contre-pied, Rand la mania sur un autre sujet, sur une autre critique qui lui fut faite si souvent, cette d'avoir des idées extrêmes. Contrairement à ce que ses interlocuteurs pouvaient anticiper encore une fois, Rand assume aussi l'extrémisme présumé de ses idées.

> « Quand les gens disent que mes solutions sont extrêmes, je réponds que ce qu'il y a d'extrême, c'est ce qu'il se passe en ce moment à Washington. Un déficit public de 2 000 milliards de dollars, ça c'est extrême. »

Pui, profitant de l'occasion, il explicite ses idées :

Soir de victoire, sous les yeux de Ron et Carole

> « Mettre des limites aux mandats, introduire un amendement forçant à équilibrer le budget, obliger les élus à lire les projets de loi avant de les voter : tout cela n'a pas l'air d'être des idées très extrêmes. »

Ces idées sont en effet celles qu'il présenta. Au lieu de rentrer dans les détails de toutes ses idées libertariennes, Rand préféra insister sur certains engagements selon lui nécessaires.

L'équilibre du budget fut un thème répété à foison aux cours de la campagne. Comme suggéré dans la citation ci-dessus, Rand souhaitait l'introduction d'un amendement qui forcerait les élus à équilibrer le budget. Cette « règle d'or » était selon lui nécessaire car Républicains et Démocrates ont prouvé depuis des décennies maintenant qu'ils étaient incapables de gérer le budget correctement. « Il faut les forcer par la loi » expliquera Paul au cours d'un débat.

L'idée de forcer les élus à lire les projets de loi avant de les voter peut paraître étonnante si l'on oublie les causes qui l'ont rendu cruciale. Lors de l'introduction de la réforme de la santé de Barack Obama, le texte de loi faisait 25 000 pages, et fut modifié encore à quelques jours du vote. Quand Nancy Pelosi fut interrogée sur la question, elle affirma que les Sénateurs pourraient toujours le lire après qu'il soit voté. Et ce n'était pas la première fois. Lors du passage du plan de sauvetage des banques, des modifications furent apportées au texte final jusque dans la nuit précédant le vote, rendant l'ensemble impossible à connaître pour les élus appelés à se prononcer. Selon Rand, cela devait cesser, et le seul moyen pour le faire serait d'introduire des dispositions rendant la lecture des projets de loi un passage obligé avant le vote. Rand proposa une loi intitulée « Read the Bills Act », qui, si votée, aurait exigé que chaque nouveau projet de loi soit publié et disponible publiquement au moins 72 heures avant l'heure prévue du vote.

Mais plus encore que ces idées pratiques, que pour autant son adversaire démocrate refusa comme inutiles ou même néfaste au bon déroulement du processus législatif, c'est avec la défense de la liberté individuelle, avec la défense de cet individu se sentant écrasé par une machine étatique infernale, que Rand Paul se mit en état de l'emporter. Rappelant par ses airs et ses mots certaines diatribes de Ronald Reagan,

de Barry Goldwater ou de son propre père, le candidat républicain énonça cette idée avec grandiloquence :

> « J'ai confiance en l'individu. J'ai confiance en vous. J'ai confiance en l'entrepreneur individuel, en l'entreprise individuelle. Je ne crois pas vraiment que l'Etat puisse assumer correctement de nombreuses fonctions. Nous devons minimiser ces fonctions attribuées à l'Etat. Il y a certaines choses que l'Etat prendra en charge, comme la défense nationale, la sécurité sociale, le Medicare, les routes : telles sont les fonctions que l'Etat aura. Mais gardons cela au minimum. »

Plus que toute autre idée, c'est cette attention portée à l'individu, afin de le protéger contre l'intrusion toujours croissance de l'État, surtout au niveau fédéral, qui assura à Rand Paul la victoire.

Celle-ci arriva. Le 2 novembre 2010, Rand Paul est le premier membre du Tea Party à être élu Sénateur. Il l'emporte face au démocrate Jack Conway avec 55 % contre 45%.

S'exprimant à Bowling Green, avec sa famille autour de lui, dont ses parents Ron et Carole, le nouveau sénateur du Kentucky eut ces mots :

> « J'ai un message de la part du Tea Party, et ce message est puissant et clair, et ne saurait être incompris. Nous sommes venus pour remettre la main sur notre gouvernement. »

CHAPITRE 8
PASSAGE DE TÉMOIN

Débat sur la succession à Ron Paul — Annonce de candidature — Les premiers débats — Succès électoraux dans les premiers États — Victoire de Mitt Romney — Effets positifs de cette campagne — Rand Paul, successeur de son père.

Est-il possible qu'une entrée au Sénat suffise pour vous ouvrir la voie pour une nomination de votre parti pour l'élection présidentielle ? À cette question, la réponse de Rand fut d'abord négative, mais tous ne partagèrent pas son opinion. À la fin de l'année 2010, quand la question de savoir entre qui se jouerait la nomination républicaine pour 2012, le nom de Rand Paul se trouva, ainsi qu'il devait l'être, sur la liste des prétendants éventuels.

Au sein des supporters du libertarianisme de Rand et de son père, les avis étaient partagés. Certains considéraient bien que Ron Paul avait toute légitimité pour poursuivre ce qu'il avait engagé en 2007, et qu'il méritait de retirer les fruits de ses efforts. Ils pensaient en outre que Rand avait encore une carrière politique devant lui, et qu'il aurait l'occasion d'être candidat en 2016. Mais il en était d'autres pour lesquels il était temps pour Ron de passer la main et de laisser son fils, qui après tout n'était plus si jeune, qui avait prouvé sa capacité à remporter des élections difficiles, qui était soutenu par tout le Tea Party, deux ans après son éclosion fantastique, et qui, enfin, avait également fait de nombreux efforts lors des campagnes de 2007, et même 1988, où il avait déjà participé.

Ce débat, au sein des supporters de Ron Paul, dura au moins jusqu'en avril 2011, où il fut clôt par plusieurs annonces successives. Le 14 avril, Ron annonça qu'il réfléchissait à se présenter à la primaire républicaine pour la présidence de 2012. Deux semaines plus tard, il organisait un meeting à Des Moines, dans l'Iowa, et annonçait la création d'un comité exploratoire, destiné à déterminé s'il était convenable pour lui de se présenter. Les résultats furent sûrement très

positifs, car dès le 13 mai, installé à Exeter dans le New Hampshire, Ron Paul annonça officiellement sa candidature.

Le choix, certainement concerté, de Ron Paul, fut pleinement conçu comme justifié par ses supporters dès les premières semaines de la campagne. Tout débat disparut dès le 13 juin 2011, quand Ron participa au premier débat, tenu dans le New Hampshire, et organisé par la chaîne CNN. Furent présents ce soir là : Mitt Romney, candidat malheureux de la dernière primaire républicaine, Rick Santorum, conservateur traditionnaliste de Pennsylvanie, Michèle Bachman, star du Tea Party et élu du Minnesota, Herman Cain, homme d'affaires du Tennessee, Tim Pawlenty, gouverneur du Minnesota, et enfin Newt Gingrich, ancien leader des Républicains à la Chambre, présenté dans le chapitre précédent.

Durant ce débat, comme durant tous les autres, Ron Paul profita de l'attention portée par les électeurs, pour diffuser son message, toujours le même, celui du libéralisme radical, ou libertarianisme, qui consistait en somme à nier à l'Etat toute utilité dans la sphère économique et dans la sphère sociale, en expliquant chaque fois pourquoi l'interventionnisme causait plus de problèmes qu'il n'en résolvait. En réponse à une question, ce soir là, portant sur les cas d'intervention publique dans l'économie de marché qu'il considérait comme justifié, Ron eut cette réponse des plus claires : « Il ne devrait pas y avoir quelque intervention que ce soit. Ce n'est pas moralement correct. Ce n'est pas légal. Ce n'est pas économiquement positif. Ce n'est pas non plus mentionné dans la Constitution. […] C'est une idée fallacieuse que de croire que les hommes politiques et les bureaucrates sont assez brillants pour diriger l'économie. »

À peine un mois plus tard avait lieu le traditionnel « straw poll » de l'Iowa, vote sans conséquence électorale, mais qui fait office de sondage à taille réelle, dans le premier Etat à voter lors de la campagne des primaires. Ron Paul obtint 4 671 voix, ce qui lui fournit la deuxième place, juste derrière Michèle Bachmann, ayant obtenu 152 voix de plus que lui. Après ce jour, et malgré l'unanimité des médias à nier toute importance à ce vote qu'ils annoncèrent pourtant comme crucial depuis des semaines, Ron Paul s'imposa comme un candidat sérieux à la course pour la nomination républicaine.

Ron Paul parmi les nombreux candidats républicains (2011)
(de gauche à droite : Rick Santorum, Newt Gingrich, Michele Bachamnn, Mitt Romney, Rick Perry, Herman Cain, et Jon Huntsman)
Et avec Mitt Romney, lors d'un débat (2012)

Les sondages, effectués à un rythme effréné aux États-Unis, en contraste du calme, déjà relatif, en France, confirmèrent vite ce statut. En septembre, un sondage Harris indiqua qu'un duel Ron Paul contre Barack Obama verrait le membre du Congrès du Texas l'emporter 51% contre 49%. Dans les sondages spécifiques à la course à la nomination républicaine, Paul se trouvait systématiquement placé dans le trio de tête, profitant d'une bonne dynamique liée à ses performances lors des débats télévisés.

Ron profitait également de la valse ininterrompue de ses adversaires, qui montaient dans le haut du classement des sondages d'opinion, pour y redescendre tout aussi vite, et être écarté de la course.

Ce fut le cas de Michèle Bachmann, qui était considérée comme favorite au début de la primaire, et encore davantage après sa victoire lors de l'Iowa Straw Poll, mais qu'il s'effondra littéralement par la suite, jusqu'à jeter l'éponge dès la première primaire, dans l'Iowa justement.

Ce fut également le cas de Rick Perry, le gouverneur du Texas, arrivé un peu après les autres dans la course, avec un statut de favori à assumer, mais qui fut trop lourd pour lui. Après avoir ferraillé avec Mitt Romney, qu'il pensait être son seul rival, il s'effondra dans les sondages à la suite de plusieurs mauvaises performances lors des débats.

Ce fut encore le cas d'Herman Cain, dont le passé d'homme d'affaires à grand succès sembla beaucoup plaire aux électeurs républicains, dont on a rappelé la défiance envers les hommes politiques traditionnels. Personnalité importante du Tea Party, il dérangeait aussi le camp démocrate parce qu'étant Noir, il leur rappelait qu'ils n'auraient pas indéfiniment le monopole du vote des minorités.

Ce fut enfin Newt Gingrich qui, malgré son lourd passé politique, qui prouva qu'il avait de l'expérience, mais indiqua surtout qu'il s'était rendu responsable de l'état actuel de l'Amérique, notamment sur les questions de déficit et de dette, sut séduire provisoirement l'opinion républicaine. Il fut le dernier à connaître une courte gloire, entre novembre et décembre 2011, un mois avant les premières primaires, au cours desquelles il cessa déjà d'apparaître comme un favori, mais où il participa néanmoins jusqu'à ce que, ses comptes de campagnes affichant un déficit trop important — voyez l'ironie —, il prit la décision de jeter l'éponge.

Iowa

Très tôt dans la campagne, des nombreux observateurs politiques s'aperçoivent du fait que Ron Paul pourrait être en capacité de gagner le caucus de l'Iowa, premier Etat à voter, au début de janvier. Au mois de novembre 2011, Ron Paul connaît une progression sensible dans les sondages, et cette possibilité gagne en crédibilité. Le *New York Times* et d'autres médias écrivent alors que Ron Paul est en train de faire grandir sa base électorale dans cet important Etat, lui permettant de prétendre, éventuellement, à la victoire. [161]

La réaction des médias fut immédiate. Dès ce mois de novembre, durant lequel une progression sensible de Ron Paul fut observée dans les sondages, le candidat fut massivement ostracisé. Dans un rare moment de déni de démocratie, la chaîne CBS organisa un débat entre les républicains, débat qui dura plus d'une heure et quart, au cours duquel Ron n'eut le droit qu'à 89 secondes, soit à peine 1.7% du temps total, quand la juste part aurait été de donner plus ou moins 11 minutes à chacun des 8 candidats.

Après deux débats télévisés réalisés depuis l'Iowa, le premier dans la ville d'Ames, le 11 aout, le second le 10 décembre à Des Moines, un troisième débat a lieu dans cet État crucial, le 15 décembre à Sioux City. Ron Paul y tient son rôle de favori, et réalise une performance jugée très correcte.

Les doutes sont pourtant nombreux sur la capacité du membre du Congrès du Texas de remporter l'Iowa. Romney reste le favori des journalistes politiques, mais plus pour longtemps. Le 19 décembre, un sondage du Public Policy Polling va mettre le feu aux poudres. [162]

Ce sondage indique que Mitt Romney stagne, Newt Gingrich perd rapidement du terrain, et que Santorum n'en gagne que très lentement. Au final, c'est Ron Paul qui jouit d'une position favorable. Il se voit accrédité de 23% des intentions de vote, contre 20% pour Romney, 14%

---

[161] Trip Gabriel, "Niche Voters Giving Paul Momentum in Iowa Polls", New York Times, 18 novembre 2011 ; voir aussi : Brad Knickerbocker, "Ron Paul's strength in Iowa shows it's too soon to write him off", Christian Science Monitor, 20 novembre 2011

[162] « Paul leads in Iowa », Sondage du PPP, 19 décembre 2011

pour Gingrich, et 10% pour Santorum, Perry et Bachmann. Largement distancés, Huntsman obtiendrait 4%, et Johnson à peine 2%.

L'appréhension s'empare vite des médias. « Et si Ron Paul gagnait l'Iowa ? » demande avec inquiétude CNN [163] et le Washington Post avec lui. [164] Pour ne pas avoir à concéder à Ron Paul un statut de prétendant sérieux, voire de favori dans cette course à la nomination, de nombreux commentateurs essaieront de diminuer la portée de ce sondage. Ed Morissey, un journaliste conservateur, plaidera l'incertitude, le flou : « Que Paul jouisse actuellement d'une période d'euphorie dans cette bataille, cela ne fait aucun doute, mais le sondage PPP semble bien trop problématique pour que nous puissions tirer des conclusions sur ses chances réelles. » [165] Neil Stevens, mit également en doute les résultats mêmes du sondage, qui affirme que de nombreux électeurs indépendants se déplaceront pour voter pour Paul. « Est-ce que nous pensons vraiment qu'une horde d'Indépendants, qui détestent le Parti Républicain, vont se pointer à la dernière minute, prendre leur carte au Parti Républicain, et participer au caucus pendant des heures avec les Républicains ? Je n'y crois pas, et les Républicains de l'Iowa ne devraient pas le croire non plus. » [166]

La démarche de certains fut même plus étonnante : ils acceptent que Ron Paul soit favori dans l'Iowa, mais trouvent des raisons pour affirmer que cela est sans importance. Roger Simon, de Politico, intervient sur Andrea Mitchell Reports on MSNBC. Selon lui, remporter l'Iowa ne veut rien dire. Huckabee a gagné en 2007, et finalement c'est McCain qui a remporté l'investiture. Nous avons là un effort pour réduire à l'avance la portée d'une victoire de Ron Paul.

Les premières estimations, au soir du vote, donnent Paul, Romney et Santorum à égalité à 21%. Finalement, les résultats définitifs sont les suivants : Santorum arrive premier en termes de voix, avec 25%, juste devant Romney. Paul, qui a reçu 21%, remporte tout de même l'Etat en

---

[163] John P. Alvon, "What if Ron Paul wins Iowa?", CNN.com, 20 décembre 2011
[164] Jennifer Rubin, "What is Ron paul wins Iowa?" *Washington Post*, 20 décembre 2011
[165] James Crugnale, "Ron Paul now the frontrunner in Iowa", MediaIte.com, 19 décembre 2011
[166] Neil Stevens, "Debunking PPP in Iowa", Unlikely Voter, 19 décembre 2011

gagnant le plus de délégués (cela est dû au fait que ses supporters ont mieux investis les différentes strates d'élection des délégués).

C'est un beau succès pour Ron Paul, qui prend la tête du classement du nombre de délégués, le seul qui importe vraiment. En outre, il obtient 21% du vote populaire, soit deux fois plus qu'en 2007.

New Hampshire

Surfant sur le dynamisme de l'Iowa, Ron Paul pouvait ramasser gros dans le New Hampshire une semaine après le dernier vote. C'est néanmoins Mitt Romney qui l'emporte. Paul arrive en deuxième position, avec 23% des suffrages.

Il existe néanmoins de nombreux points de satisfaction. Le premier, c'est que comme dans l'Iowa, les jeunes (18-27 ans) ont voté à plus de 50% pour lui. Le second, c'est que le nombre de prétendants s'est déjà fortement amoindri. Après l'annonce de Michèle Bachmann, au soir du vote dans l'Iowa, c'est désormais Rick Perry et Jon Huntsman qui abandonnent. Jon Huntsman, ancien ambassadeur des US en Chine, avait eu comme stratégie de négliger l'Iowa et de se concentrer sur le New Hampshire. L'idée était de gagner le New Hampshire pour entrer parmi les favoris, ce qu'il ne parvint pas à faire. Arrivé troisième avec 17%, il décide de se retirer.

Le soir du 10 janvier, date du vote dans le New Hampshire, l'enthousiasme est important donc important dans le camp du membre du congrès du Texas. Devant la foule qui s'est pressée pour entendre sa réaction après l'annonce des résultats, Ron Paul vise Romney, qu'il entend double : « nous marchons sur ses talons » clame-t-il à ses supporters qui l'acclament.

Caroline du Sud

Ce devait être l'Etat de la dernière chance pour Rick Perry, après un départ manqué dans l'Iowa, où il avait fini cinquième avec 10%. Finalement, il n'osa pas même y aller, après un très faible 1% dans le New Hampshire.

Rand Paul faisant campagne pour son père dans le New Hampshire
Et ce dernier, très heureux, après sa deuxième place dans cet Etat

Les résultats de ce nouvel État ne confirmèrent aucune tendance, au plus grand désespoir des médias. Après la victoire de Rick Santorum dans l'Iowa, puis de Mitt Romney dans le New Hampshire, c'est cette fois Newt Gingrich qui l'emporte, avec 40% des voix. Suivent Mitt Romney et Rick Santorum. Ron Paul est quatrième, avec 13%. Ils sont les quatre derniers dans la course, mais à cette date, il semble bien impossible de prédire le gagnant.

Les électeurs républicains avaient bien affirmé qu'ils ne voulaient pas de Romney, présenté comme le favori. Accusé d'être trop modéré et de représenter le Conservatisme du passé, il bénéficiait du grand avantage du vide : qui d'autre que lui, en effet, pourrait affronter, et vaincre, le président sortant Barack Obama ? Désormais que Michèle Bachmann, que John Huntsman, que Rick Perry, et qu'Herman Cain avaient tous, tout à tour, jeté l'éponge, restait-il même une seule alternative qui puisse éviter le sacre, attendu mais peu souhaité, du modéré Mitt Romney ?

Les deux premiers mois de la campagne des primaires verront cette incertitude se dissiper peu à peu. Bien que quelques Etats échappent à Mitt Romney, dont le Maine et le Minnesota, remportés par Ron Paul, la mainmise de l'ancien Gouverneur du Massachussetts est presque totale. Après neuf semaines de campagne, il totalise 155 délégués, contre 72 pour Ron Paul, son plus proche adversaire.

Mitt Romney finit donc par apparaître comme le futur nominé du GOP pour cette campagne de 2012. Dans le camp de Ron Paul, on est déçu par cet état de fait, à la fois parce que Romney représente le compromis et la modération, deux idées qui sont tout simplement haïes par les libertariens qui forment la base électorale de Paul. On est aussi agréablement surpris de la dynamique positive impulsée par Ron. Après tout, au bout des 13 premières primaires, leur candidat dépasse déjà largement le nombre de voix qu'il avait obtenu à la présidentielle de 1988, et c'est que sur 13 Etats, et ce n'est qu'une primaire d'un parti.

Malgré une défaite qui sembla inexorable se profiler, Ron Paul pu se targuer d'avoir effectué plusieurs excellentes performances. Sur ces premières semaines de campagne, et outre le Minnesota et le Maine, qu'il remporta, on peut signaler ses 25% dans l'Etat de Washington, ses 19% dans le Nevada, ainsi que ses 21% dans le Wyoming.

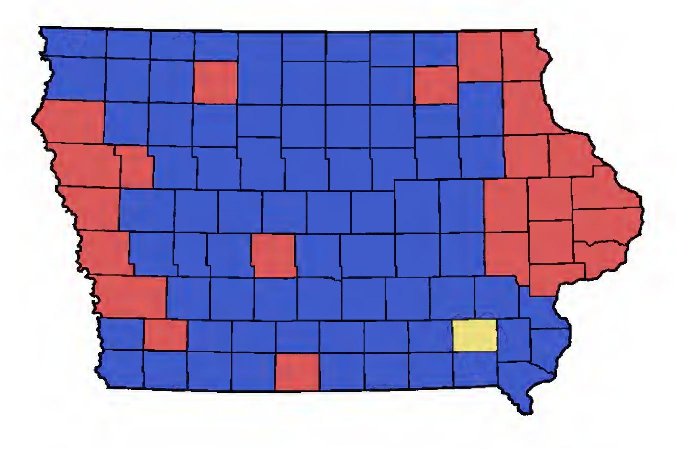
En mars 2012, Ron Paul avait pris la deuxième place dans la course à la nomination républicaine, en engrangeant à cette date pas moins de 72 délégués, contre 29 pour Newt Gingrich et 27 pour Rick Santorum. Il restait néanmoins loin des 155 délégués de Romney.

Mais cela importait peu. Ron Paul n'avait pas eu besoin du rappel constant des médias sur son âge, pour savoir qu'il était déjà bien vieux pour poursuivre jusqu'en novembre une campagne toujours fort éprouvante, et surtout pour rentrer, éventuellement, à la Maison Blanche. Il connaissait ses limites, mais se souvenait surtout des raisons pour lesquelles, depuis toujours, il avait fait de la politique. Dès son entrée en politique, il s'était montré peu soucieux des résultats électoraux, perdant régulièrement de précieuses journées de campagne à convaincre les jeunes, dans les universités, quand bien même ils n'iraient pas voter, n'ayant parfois même pas l'âge requis.

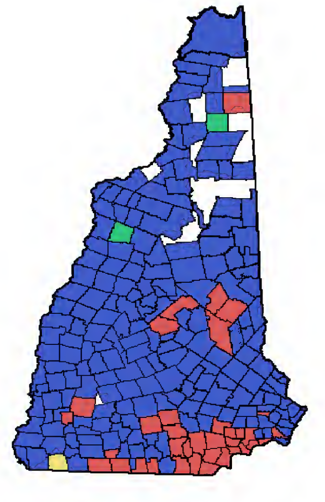
Cette année encore, la stratégie ne fut pas différente. Ron Paul fut par exemple le seul, avec Rick Santorum, à avoir participé à chacun des vingt débats organisés lors de ces primaires. Cela témoigne de son intérêt pour les débats, et illustre son envie de faire de la pédagogie auprès des électeurs. Il profite de ces plates-formes pour diffuser son message.

Les résultats, si étudiés en termes de pédagogie, de diffusion du message libertarien et d'agrandissement de la famille libertarienne, étaient tout bonnement excellents. Électoralement, ils paraissaient nettement moins bons. Mitt Romney n'avait pas tardé à s'acheminer vers une victoire et dès le lendemain du Super Tuesday, l'affaire semblait pliée. Néanmoins, les scores obtenus par Ron Paul étaient loins d'être honteux. Il avait obtenu plusieurs fois la première place, et était resté toujours dans les quatre premières places. Plus encore, Ron reçut plus de la majorité des voix de la part des jeunes électeurs.

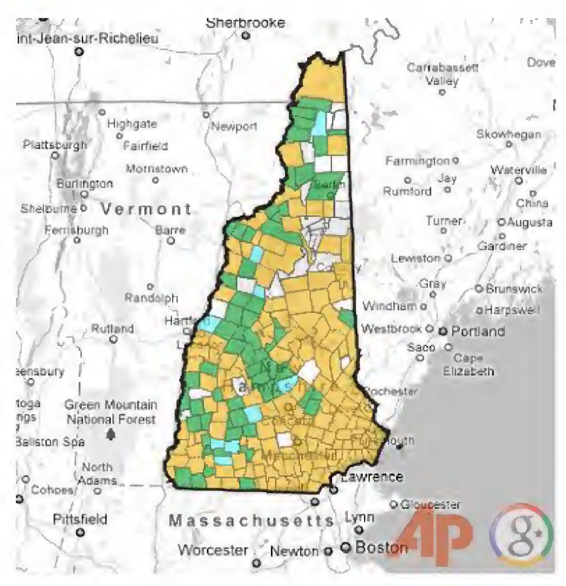
Si nous comparons ses scores dans les différents Etats, entre sa première campagne des primaires, en 2008, et cette nouvelle candidature en 2012, l'évolution nous choque tellement elle est considérable. Dans de nombreux Etats, Ron multiplie son score par 2, 3, voire 10 dans certains cas. Une représentation visuelle des deux premiers Etats illustrera bien cette progression remarquable :



Le comté de Jefferson, très symboliquement, est le premier comté remporté par Ron Paul dans une primaire à la présidentielle. Il est situé dans l'Iowa, qui votait le 3 janvier 2008. Ron Paul remporta également ce comté en 2012, mais il en remporta beaucoup d'autres (ici en vert).



Le 8 janvier 2008 dans le New Hampshire, Ron Paul remporte le comté de Richmount. Il le remporta aussi en 2012, ainsi que de nombreux autres, toujours en vert sur la carte :



Ainsi, si défaite il y avait bien eu pour le camp de Ron Paul, cette défaite masquait des sources considérables de satisfaction. Pour Ron lui-même, il y avait déjà le plaisir d'avoir renouvelé la génération des libertariens. Les masses assemblées dans les meetings et les rallys tout au long de la campagne pour la nomination républicaine formaient désormais un vivier qui enthousiasmait les successeurs de Ron, comme Ted Cruz ou Justin Amash, pour leurs combats à venir.

Mais c'est surtout Rand qui pouvait profiter de ce fantastique tremplin que fut cette campagne enthousiasmante à bien des égards. Collaborateur de son père depuis tant d'années, il pouvait désormais prendre la relève, et assumer le rôle qu'il avait acquis avec sa naissance, mais surtout avec son travail politique : celui d'être le successeur de son père et du mouvement qu'il avait initié.

Il restait encore à recevoir l'assentiment des supporters de Ron Paul. Celui-ci ne sembla pas spontanément lui être acquis. Rand n'avait-il pas développé une stratégie politique, et mêmes certaines convictions en léger désaccord avec son père ? N'avait-il pas surtout osé soutenir publiquement Mitt Romney, l'ancien adversaire de son père, et par ailleurs un conservateur modéré, destiné à prendre la suite des travers des années Bush ?

La réponse à ces questions et ces inquiétudes fut fournie le 25 août 2012, lors du « We are the future rally », organisé à Tampa pour célébrer la fin de la campagne présidentielle de Ron Paul. Rand Paul est introduit sur la scène par sa mère Carole. Il est chargé de fournir une présentation introductive avant l'arrivée de Ron Paul, pour le grand discours de clôture de campagne. Quand il arrivé, il n'est pas hué. À l'inverse, il est accueilli par des acclamations. La foule clame deux mots avec force, avec conviction, des mots qui raisonnent comme un appel, comme une requête : « Paul 2016 ! », « Paul 2016 ! », « Paul 2016 ! ». Si Rand n'était pas encore prêt pour la présidentielle ce jour là, du moins il reçut la confirmation que les supporters de son père, eux, étaient prêts pour la relève.

CHAPITRE 9
L'ICONE DE LA LIBERTÉ

Les premières actions du Sénateur Rand Paul — Les causes de son filibuster — Rand prend la parole — Soutien de ses pairs — Avis critiques et félicitations — Le dénouement de l'affaire.

Un poste de Sénateur ne se sollicite pas uniquement pour la gloire, et quand bien même il serait recherché pour ces raisons, il reste encore, une fois obtenu, à en assumer la responsabilité. Certainement, Rand n'avait pas eu l'imprudence, au cours de sa campagne, de promettre l'éradication de la misère ou le bonheur pour les familles américaines. Il avait néanmoins été élu sur un programme. Après s'être présenté et avoir été présenté par quelques héros du Tea Party, comme un homme politique différent, soucieux de la baisse des déficits et de la dette, ainsi que d'une diminution progressive du périmètre d'intervention de l'État, il fallait désormais prouver et produire des résultats.

Sur la question de la dépense publique, des déficits et de la dette, les réalisations de Paul furent impressionnantes, et, osons le mot, historiques, compte tenu du fait qu'un poste de Sénateur ne vous offre habituellement aucune possibilité d'agir véritablement sur ces questions. Car, en effet, que peut faire un Sénateur, seul, contre la majorité de ses pairs, qui soutiennent la progression illimitée de la dépense publique et l'intervention illimitée de la puissance étatique ?

En vérité, il y a au moins un moyen d'action, un levier, bien qu'il soit parfois, ou devons-nous dire souvent oublié. Car tout Sénateur est en charge d'un budget : ce n'est ni le budget du Pentagone ni celui de la Maison Blanche ; il est plus modeste, et donc plus négligé : c'est son propre budget de fonctionnement. Aux États-Unis, les Sénateurs reçoivent environ 3 millions de dollars par an pour payer leurs dépenses. C'est à cette somme que s'attaqua Rand Paul. Cherchant partout les possibilités d'économie, et essayant d'en faire « autant avec moins », ainsi qu'on le dit familièrement, le Sénateur du Kentucky fut capable de

n'utiliser que 85% du budget qui lui était alloué, et ainsi de rendre au Trésor Américain la somme impressionnante de 500 000 dollars.

Expliquant les raisons de son geste, Rand dira :

> « Mon budget de fonctionnement est la chose sur laquelle j'ai un contrôle. Je voulais montrer aux gens du Kentucky que j'étais frugal avec leur argent, et je voulais leur en rendre. Je suis très heureux que ces contribuables soient là pour recevoir une partie de leur argent. »

Agir ainsi n'était pas impossible. Il suffisait de chercher partout les économies, comme les Sénateurs (Républicains, du moins), affirment procéder pour tous les budgets de l'État américain. Agir ainsi, c'était communiquer un message fort, en montrant l'exemple. C'est en tout cas de cette manière que fut interprété le geste. L'exemple de Rand servit d'ailleurs aux électeurs républicains à mettre la pression sur leurs élus, afin qu'ils imitent la frugalité et le sens de l'économie du jeune Sénateur du Kentucky. Paul indiqua lui-même que si tous les élus agissaient de la même manière, plus de 130 millions de dollars pourraient être épargnés chaque année. Et les fervents défenseurs de l'orthodoxie budgétaire, tels Greta Van Susteren sur Fox News, de se mettre à réclamer : « Si le Sénateur Rand Paul peut agir ainsi, et agit effectivement ainsi, pourquoi les 99 autres Sénateurs et les 435 Membres du Congrès (et tous les comités) ne pourraient pas en faire autant ? » [167]

Car effectivement cela est faisable. Il suffit de s'assurer que toutes les sources de dépenses soient étudiées avec l'idée de supprimer tout gâchis et tout frais superflu. Ce que fit Rand :

> « Nous étudions toutes les dépenses de notre service. Nous regardons aussi bien la machine à café que les ordinateurs que nous achetons, et nous essayons d'acheter les choses comme si c'était notre argent que nous dépensions. Notre objectif est de ne pas tout dépenser. Notre objectif est d'en épargner une partie. »

---

[167] Greta Van Susteren, "If Senator Rand Paul can do it and did it, why can't the other 99 US Senators and 435 Members of Congress (and all the committees???) And yes, this could be headlined "what is wrong with Washington!", FoxNews, 21.02.2013

Rand Paul travaillant au sein d'une des commissions dans laquelle il siège
Et avec son chèque de 600 000 dollars rendu au Trésor

En cette première année, il prévient néanmoins que les montants pourraient être inférieurs l'année prochaine, car le salaire de ses collaborateurs va être revalorisé. Il affirme être capable d'économiser et de rendre un million de dollars sur ses six années de mandate au Sénat.

Et pourtant, un an plus tard, ce n'est pas moins de 600 000 dollars que Rand Paul fut capable de rendre au Trésor américain. Cette fois encore, il indiqua sa méthode : l'étude attentive de chaque poste de dépense.

> « Nous faisons attention à chaque achat : les ordinateurs que nous achetons, le papier que nous achetons, les cartouches d'encre. Nous regardons chaque dépense. »

> « C'est le seul budget que je contrôle. Ce n'est pas assez, mais c'est un début. »

Ces deux annonces, à un an d'intervalle, furent très largement commentées et saluées par les médias. Elles assurèrent une certaine célébrité au Sénateur du Kentucky, qui ne fut plus seulement vu comme un héros du Tea Party, mais comme un homme politique de principe, honorable et respectable. Après sa victoire surprise de 2010, qui avait tourné les caméras sur lui, il grimpait, pas après pas, sur le devant de la scène politique et médiatique.

Ce nouveau statut et les réalisations de ses premiers mois au Sénat, plus encore que sa filiation avec Ron Paul, autorisa Rand à intervenir très régulièrement dans les médias. Chouchou du Tea Party, il est très attendu, notamment par les conservateurs, et les médias, par voie de conséquence, le désirent ardemment. C'est l'occasion pour lui de diffuser ses idées.

Nombreux sont les thèmes qu'il aime aborder dans ces entretiens avec la presse. Très habile dans la rhétorique politicienne, qui n'est certes pas très glorifiante, mais qui est toujours nécessaire, il s'avère surtout efficace dans la pédagogie des idées de liberté et de responsabilité individuelle. Un jour on le trouve vociférant contre la Réserve fédérale américaine et sa politique monétaire expansionniste, qui spolie littéralement la nation américaine, et notamment les plus pauvres, de par l'inflation modérée, mais continuelle. Un autre jour, c'est sur l'amas

réglementaire qu'on le voit protester, afin de demander que l'État américain cesse d'être un ennemi de la création de richesses, mais qu'il l'accompagne de par une réglementation légère, lisible et stable.

Le sujet de la réforme de l'assurance maladie, aussi nommé Obamacare, fut pour ce Sénateur de l'opposition un inlassable cheval de bataille. Un exemple de son argumentaire, et, au fond, des raisons pour lesquelles il reste viscéralement opposé à une réforme qui pourrait nous paraître, à nous Français, tout à fait bénéfique, puisque nous avons marché sur cette voie il y a plusieurs décennies, un exemple de cela, donc, peut être fourni par son intervention dans le Daily Show de John Stewart (émission humoristique traitant en grande partie de la politique, et qui fut copiée en France par les équipes de Canal+ sous la forme du célèbre « Petit Journal »). Lors de cette émission, présentée exceptionnellement par John Olliver, l'acolyte de John Stewart, Rand était invité pour présenter son dernier livre, *Governement Bullies.* La discussion ne tarda pas à porter sur l'Obamacare, l'interviewer demandant si le Sénateur du Kentucky était pour ou contre cette réforme, dont le nom officiel est l'*Affordable Care Act* (La Santé à la portée de tous). Toujours très habile dans la nuance, Rand répondit :

> « J'ai peur que la santé ne soit justement plus à la portée de tous. J'ai peur que tout le monde aura à payer davantage pour se couvrir. Et je pense que les gens que cette mesure est sensée aider, elle les pénalisera, parce qu'ils ne pourront plus se permettre de s'assurer, à cause du fait que le président a exigé des assurances qu'elles couvrent tellement de choses, qu'elles deviendront très onéreuses. » [168]

Cet argument économique, quasi-utilitariste, était de tous le plus à même de convaincre. Face à une audience majoritairement de gauche, il aurait été difficile de répondre à cette question en présentant l'aspect moral. Affirmer en effet qu'il n'est pas moral de forcer les gens à s'assurer aurait eu peu d'effet sur des gens pour qui l'État a toute légitimé pour forcer les gens, si cela est dans l' « intérêt général ». Rand Paul fit ici le choix d'indiquer que cela n'était dans l'intérêt de personne, et surtout pas de ceux que l'on prétendait aider par cette mesure. Il fallait

---

[168] The Daily Show, 12 août 2013, John Oliver, sur Comedy Central

rappeler que les Républicains, bien évidemment, partageaient le souhait de voir une plus grande partie du peuple américain couverte par une assurance maladie, mais que la réforme proposée n'était pas un bon moyen en vue de cette fin, comme les faits l'ont malheureusement démontré. En effet, une étude récente a montré qu'un tiers des personnes non assurées avaient fait le choix de refuser le système public proposé, et donc de rester non assurées, parce que le prix à payer pour se couvrir était trop élevé. [169]

L'implication de Rand Paul, nécessairement, ne se limita pas à des interventions dans les médias. Parvenu, par ses prises de position, à gagner le respect de son camp, malgré ce que son nom de famille rappelait de mauvais souvenirs, Rand se vit attribuer des missions de prestige. Par exemple, en cette année de 2013, c'est lui qui eut la préférence pour prononcer la réponse officielle du Tea Party au discours annuel sur l'État de l'Union, donné par le président Barack Obama. Aux yeux de tous, il était devenu un leader, si ce n'est le leader, de l'opposition républicaine au président.

Non content de cela, en mars 2013, il s'illustra encore.

« I will speak until I can no longer speak »

L'affaire de la prise de parole historique de Rand Paul, le 6 mars 2013, qui allait faire couler tant d'encre aux États-Unis, commença par une démission, celle de David Petraeus, lequel quitta en novembre 2012 la tête de la puissante CIA.

Son successeur annoncé s'appelait John Brennan. Chef de la lutte antiterroriste, Brennan avait créé le scandale en avril 2012 en reconnaissant l'utilisation massive de drones pour l'attaque de zones sélectionnées dans plusieurs pays, dont l'Afghanistan, mais aussi la Lybie, le Pakistan, la Somalie et le Yemen. Dans un discours retentissant, il défendit ces pratiques en présentant l'usage des drones comme parfaitement normales et aucunement immorales. [170] En tant que responsable

---

[169] « One-third of uninsured do not plan to buy insurance, despite ObamaCare deadline », Fox News, 17 mars 2014

[170] John O. Brennan, "The Ethics and Efficacy of the President's Counterterrorism Strategy", Woodrow Wilson International Center for Scholars

de ces actions antiterroristes, Brennan avait en outre créé une « liste des personnes à abattre », que les drones devaient aider à alléger de manière régulière.

La polémique avait bien entendu porté sur les conséquences de l'emploi de ces drones. Selon la New American Foundation, les drones américains ont été responsables de la mort de plus de 300 civils, soit près d'un dixième du total des personnes qu'ils ont abattu.

Malgré cette polémique, d'ailleurs rapidement étouffée, la nomination de Brennan étant désormais prévue, et ses positions sur l'utilisation des drones étant bien connues, Rand Paul prit l'initiative de demander des précisions à Eric Holder, procureur général des États-Unis, sur la politique américaine en matière d'utilisation de drones. Il voulait s'assurer, en particulier, qu'un drone ne pourrait être utilisé sur le sol américain, pour attaquer un citoyen américain. La question était claire, et la réponse pouvait, ou plutôt devait l'être également. Eric Holder pouvait se contenter de répondre « non », et l'affaire aurait été réglée.

Cependant, la réponse d'Eric Holder ne fut pas semblable à celle que tous, y compris Rand, avaient attendu. Dans la lettre qui fut adressée au Sénateur du Kentucky, Holder expliqua sans trembler qu'il était possible, « sous certaines circonstances », d'utiliser des drones sur le sol américain, contre des citoyens américains.

Telle fut la raison pour laquelle Rand Paul prit la parole en ce mercredi 6 mars 2013, souhaitant bloquer le vote attribuant à Brennan la responsabilité de diriger la CIA. Il fit un « filibuster ».

La technique d'obstruction parlementaire connue sous le nom de filibuster fait partie de la vie américaine. Il s'agit de profiter d'une règle interdisant à quiconque d'interrompre le discours d'un Sénateur, afin de bloquer toutes les activités du parlement pendant de longues heures, en signe de protestation. Selon les règles en vigueur, et toujours strictement observées, celui qui entend réaliser un filibuster ne peut en aucun cas quitter la salle, ne serait-ce même que pour aller manger, ou pour boire, ou même pour aller aux toilettes. Il y a donc des limites naturelles à la durée maximale possible. Dans l'histoire politique américaine, le record est détenu par Strom Thurmond, qui parla pendant pas moins de 24 heures et 18 minutes en 1957, à propos de la ségrégation

raciale aux États-Unis. Fait important, et dans un certain sens quelque peu étonnant : il le fit pour *défendre* cette ségrégation raciale.

Le mercredi 6 mars 2013, Rand Paul prit donc place derrière le pupitre du Sénat américain. Il déclara tout à fait solennellement :

> « Je me lève aujourd'hui pour faire obstruction à la nomination de John Brennan à la CIA. Je parlerai aussi longtemps qu'il le faudra pour sonner l'alarme dans chaque coin du pays, car notre constitution est importante, votre droit à un procès est précieux, et aucun Américain ne devrait être tué par un drone sur le territoire américain sans avoir d'abord été inculpé d'un crime, sans avoir d'abord été condamné par un tribunal. »

L'objectif était donc très clair, et Rand le répéta souvent au cours de la soirée :

> « Je suis là pour attirer l'attention sur un principe constitutionnel, pour pousser l'administration à admettre publiquement qu'ils ne tueront pas d'Américains qui ne sont pas combattants. »

Très vite, la scène de cet homme commençant un filibuster fait le tour des médias. Les réseaux sociaux s'enflamment. Sur Twitter le hashtag *#StandWithRand* (Soutien pour Rand) devient le hashtag le plus populaire du jour. Facebook est également très largement utilisée pour commenter et réagir sur cette information. Les chaînes télévisées font même des éditions spéciales pour couvrir l'évènement.

Illustrant la tempête de réactions suivant le début de ce filibuster, un site internet est créé dans la soirée, avec comme nom : Is Rand Paul still talking ? (www.israndpaulstilltalking.com). Tout au long des 12 heures et 52 minutes que dura le filibuster du Sénateur du Kentucky, ce site indiqua un large « Yes » en lettres majuscules, avec le décompte du temps total de parole.

Surpris et enthousiasmés par cet évènement sans précédent, les amis républicains de Paul au Sénat lui présentèrent son soutien, le présentant comme un véritable héros. Ted Cruz le compara au personnage principal de *Mr Smith Goes to Washington*, un film américain relatant juste-

ment l'exercice d'un filibuster : « Vous vous tenez là tel un *Mr Smith Vient à Washington* des temps modernes. Je suis sûr que vous faites sourire Jimmy Stewart. » [171]

Peut-être pour capter eux aussi une part de la lumière, et pouvoir dire qu'ils y ont eux aussi participé, ou peut-être simplement par accord avec la lutte engagée contre l'arbitraire, plusieurs de ces sénateurs républicains vinrent en aide à celui qui était devenu le plus populaire des leurs : Rand Paul. Ted Cruz, sénateur texan, mais aussi Marco Rubio, de Floride, se succèdent au pupitre pour faire durer la protestation de Rand, et permettre surtout au Sénateur du Kentucky de se reposer pendant de précieuses minutes.

Leur intervention ne fut néanmoins pas toujours aussi intellectuelle que celle de Rand Paul, qui lut de larges extraits d'*Atlas Shrugged*, le roman d'Ayn Rand, et cita même des propos de l'économiste français Frédéric Bastiat, aussi célèbre outre-Atlantique qu'il est méconnu en France. Après avoir cité des passages d'*Henri V*, par Shakespeare, Ted Cruz en vint à citer des messages diffusés sur Twitter, ce qui est toutefois, il faut l'avouer, une bien habile façon de passer le temps, puisque ces messages s'affichent sans fin. Quand à Marco Rubio, fidèle à son tempérament, il cita des dialogues du film Le Parain (The Godfather), avant de sur-performer ses deux acolytes en citant des paroles de chansons du rapper américain Wiz Khalifa, puis Jay-Z, qu'il qualifia très sérieusement de « poète des temps modernes ». On l'aura compris, dans le flot de paroles de cette journée épique, qui dura en tout 12 heures et 52 minutes, on trouve des références parfois amusantes.

Ce drôle de cirque finirait par avoir une fin. Durant toute la journée, Rand Paul s'était interdit de boire, afin de ne pas risquer de devoir s'interrompre pour aller aux toilettes, et perdre ainsi la parole. Mais aussi courageux et décidé qu'on puisse supposer un homme, il est des limites naturelles qu'il ne peut vaincre. C'est ainsi pressé par sa vessie que Rand Paul dû interrompre son discours long de 12 heures et 52 minutes. Il était 0h39 aux États-Unis, le jeudi 7 mars 2013. Rand avait parlé près de 13 heures, et prononcé plus de 76 000 mots, soit près de

---

[171] Paul Harris, « Rand Paul anti-drone filibuster draws stinging criticism from Republicans », The Guardian, 7 mars 2013

20 000 de plus que le présent livre. Avant de laisser le micro, il prit le temps d'expliquer : « J'ai découvert qu'il y avait certaines limites à l'obstruction, dont je vais devoir m'occuper dans quelques minutes. »

Ainsi s'acheva l'effort dantesque du Sénateur du Kentucky, au cours d'une journée décidément mémorable, une journée qui avait achevé de le propulser au tout premier rang des hommes politiques républicains, et lui avait fourni une avance considérable, et dans les yeux de tous, en vue de la primaire du GOP pour la présidentielle de 2016.

Ils furent nombreux, dans les médias, dans la sphère politique, mais aussi parmi les simples citoyens américains, à remercier et féliciter Rand Paul pour son action. En marchant dans les rues de Bowling Green, dans son État du Kentucky, il n'aura de cesse d'entendre pendant des semaines des témoignages de soutien. « J'ai eu mal aux pieds pendant de nombreux jours », se plaindra-t-il avec amusement, tandis qu'un passant vantait par exemple son courage.

Dans la sphère politique, les commentaires furent nombreux. La plupart furent positifs, y compris de la part de personnalités ou de groupes qui ne partagent pas un seul pourcent du libertarianisme du Sénateur du Kentucky.

Il est intéressant, néanmoins, de s'intéresser à la réaction de ceux qui furent les adversaires de Ron Paul lors des deux primaires républicaines auxquelles il a participé.

Sean Hannity, par exemple, reçut Newt Gingrich sur Fox News. L'ancien adversaire de Ron Paul lors des primaires de 2012 salua vivement la prestation du Sénateur du Kentucky :

> « C'est un exemple formidable de leadership, de courage et de détermination qu'a fourni le sénateur Rand Paul. […] Je pense que nous avons besoin de davantage de personnes comme Rand Paul, de ces gens qui se lèvent pour dire ce qu'ils considèrent devoir être dit. »

D'autres anciens adversaires de Ron, néanmoins, ne partagèrent pas cette analyse, comme John McCain, qui dira :

> « Je ne pense pas que ce qui est arrivé la nuit dernière ait été utile pour le peuple américain »

Rand Paul et Marco Rubio s'exprimant devant le Sénat américain, lors de ce filibuster de 12 heures et 52 minutes

McCain critiqua les agissements de Rand Paul et qualifia le filibuster de « distorsion de la réalité des dangers que nous devons affronter ». « Ce n'est pas une discussion mature », expliquera le Sénateur de l'Arizona. [172]

Entendant de telles réactions, Gingrich s'indigna. Très critique à propos de cette réaction de l'ancien leader du camp républicain, il eut ces mots : « Nous avons clairement Rand Paul, et les autres, qui sont les pionniers du futur, et malheureusement nous avons d'anciens leaders qui sont devenus les prisonniers du passé. »

Pour critiquer la prestation de Rand, le sénateur Lindsey Graham se présenta devant le Sénat dès le lendemain et expliqua qu'Al Quaida avait causé la mort de 2 958 Américains, tandis que les drones n'en avaient fait aucun. Pour lui, c'était la preuve de l'inutilité de la démarche de son collègue du Kentucky. « Ce que je désapprouve, c'est de traiter de ce débat de façon absurde » affirma-t-il.

Heureusement, les critiques étaient infiniment moins nombreuses que les félicitations et les témoignages de soutien.

Preuve peut-être que Rand Paul sera capable de rassembler autour de sa candidature en 2016, Ron Wyden, un sénateur démocrate de l'Oregon, afficha publiquement son soutien en faveur de Paul. L'organisation Code Pink, très clairement positionné à gauche, salua également la prestation de Rand et le félicita pour cet effort.

L'affaire, la vraie affaire, n'en était pas finie pour autant. Rand avait signalé une vraie inquiétude, et il attendait donc encore la réponse de la Maison Blanche ou des services concernés. Le lendemain, devant la pression médiatique après ce filibuster, Eric Holder fit parvenir une nouvelle lettre au Sénateur du Kentucky, très courte. On pouvait y lire :

> « J'ai appris que vous aviez maintenant une nouvelle question. Le président a-t-il le pouvoir d'utiliser un drone armé pour tuer un Américain qui ne soit pas engagé dans un combat sur le sol américain ? La réponse à cette question est non.

---

[172] Paul Harris, « Rand Paul anti-drone filibuster draws stinging criticism from Republicans », The Guardian, 7 mars 2013

Cordialement,

Eric H. Holder, Jr. »

Grâce à l'intense polémique, et le relai massif qu'elle reçut sur internet, et notamment sur les réseaux sociaux, et plus précisément sur Twitter, où le hashtag #standwithRand survécut longtemps à la prise de parole du Sénateur, la précision demandée avait donc été acquise.

Cela n'empêcha pas la Maison Blanche de confirmer, le lendemain à peine après le filibuster historique de Rand Paul, la nomination de John Brennan à la tête de la CIA, décision qui fut entérinée par un vote du Sénat.

Cependant, ce dénouement pas tout à fait heureux ne desservait par le Sénateur du Kentucky. Courageux, fidèle à ses principes, et prêt au sacrifice pour les défendre, il avait montré devant l'Amérique entière de quoi il était capable. Aux millions d'Américains qui n'écoutent ou ne lisent les sections politiques des journaux que quand ceux-ci versent dans le sensationnel, comme ce fut le cas ce jour là, Rand Paul venait de se présenter de la meilleure des manières. Eux qui abandonneraient à nouveau tout intérêt pour les informations politiques, jusqu'à la prochaine période d'élections, ou jusqu'au prochain séisme politique comme le filibuster de Rand, eux, donc, entendaient parler de ce sénateur audacieux.

CHAPITRE 10
OBJECTIF MAISON BLANCHE

Aboutissement de sa carrière politique — Ceux qui le critiquent — Ceux qui l'encensent — Rand, relève de son père Ron — L'utilité des compromis — Quand le libertarianisme est à la mode — Pourquoi il peut gagner en 2016.

Une vie telle que celle de Rand Paul, un parcours tel que le sien, une persévérance et une envie surtout telles que les siennes, tout cela ne pourrait pas aboutir ailleurs que dans une campagne présidentielle. Cette campagne interviendra-t-elle dès la prochaine élection présidentielle de 2016 ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer avec assurance.

Il est aujourd'hui trop tôt, en effet, pour Rand Paul pour déclarer qu'il est candidat à la primaire républicaine pour la présidence des États-Unis En septembre dernier, sa mère, Carole Paul, grande habituée des campagnes électorales, y compris présidentielles, rappela qu'il était trop tôt pour lancer une campagne, et que son mari était du même avis. « Ron pense qu'il est extrêmement tôt pour commencer une campagne. » [173] Elle avoua néanmoins prévoir qu'il se présente. Mais il devait être patient, et les journalistes et commentateurs aussi. « Rand affirme qu'il ne déclarera pas sa candidature avant la fin de 2014. Il lui faut d'abord achever sa préparation. » [174]

Mais, dès aujourd'hui, que pouvons-nous dire de ses chances de victoire ? Que pouvons-nous dire du soutien dont il bénéficie ? Que pouvons-nous dire, surtout, sur cette longue primaire républicaine qui s'annoncerait pour lui s'il se faisait candidat, comme tout indique qu'il le fera ?

À ne sentir même que la pression mise sur lui par ses potentiels adversaires républicains, il est clair que Rand Paul, s'il n'est pas encore officiellement candidat, l'est au moins dans la tête des prétendants à la

---

[173] Jason Horowitz, ''Could Republican Senator Rand Paul Win the White House?'', *Vogue*, September 16, 2013
[174] *Ibid.*

nomination républicaine. Depuis plusieurs mois, en effet, un flot massif et presque ininterrompu de critiques, tantôt directement adressées, tantôt subtilement jetées avec cette subtilité hargneuse propre aux politiciens, s'est abattu sur le sénateur du Kentucky. C'est à son libertarianisme, surtout, que s'en prennent ses adversaires. Selon Ted Cruz, Rand Paul n'offrirait pas une vision plus claire que celle de son père, et selon Chris Christie, le très populaire Gouverneur du New Jersey, l'idéologie libertarienne défendue par les Paul, père puis fils, serait « très dangereuse ». [175]

Du côté des habituels critiques de Ron Paul et du camp libertarien, les remarques négatives prononcées à l'égard de Rand Paul sont formulées à un rythme nettement plus précipité qu'il y a quelques mois à peine. John McCain, adversaire de Ron Paul en 2007 et défenseur d'une ligne très dure sur la politique étrangère, attaque le non-interventionnisme de Rand — qu'il qualifie d'isolationnisme, en se méprenant sur les deux notions — avec une vigueur qu'on n'oserait plus soupçonner chez un homme de son âge. Dans le même registre, Michael Gerson, conseiller du président Bush lors de son second mandat, a récemment dénoncé dans le *Washington Post* les positions de Rand Paul en politique étrangère, expliquant que les accepter reviendrait à « démolir un siècle et demi de l'histoire politique des Républicains. » [176]

De manière tout à fait significative, Rand Paul a même récemment eu le privilège d'être pris à partie et critiqué directement par le président Barack Obama. Rand Paul avait affirmé que l'augmentation de la durée de couverture chômage et l'amélioration des conditions de cette couverture, aussi bons soient les sentiments qui président à ce souhait en apparence fort noble, risquent de n'avoir pour seul effet que de décourager les personnes sans emploi et à créer ce que la théorie économique appelle des « passagers clandestins », qui profiteraient d'un système trop généreux. Sentant peut-être que ce Rand Paul risquerait à terme d'être un adversaire pour lui, ou du moins pour le candidat démocrate à sa succession, il prit le soin, sans bien entendu nommer

---

[175] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014

[176] Michael Gerson, "Rand Paul can never be a mainstream Republican", *Washington Post*, 19 juillet 2013

directement Rand Paul, de faire entendre sa désapprobation. Le président démocrate expliqua ceci :

> « J'ai entendu l'argument selon lequel étendre l'assurance chômage finira par pénaliser les chômeurs, parce que cela affectera leur motivation à retrouver un travail. Je voudrais vraiment, je voudrais vraiment répondre à cela un instant.
>
> C'est vraiment laisser tomber le peuple Américain. Je rencontre beaucoup de gens, en tant que Président des États-Unis comme en tant que candidat à la présidence des États-Unis, Sénateur, ou élu local. Je rencontre beaucoup de gens. Mais je ne saurais pas citer un seul moment où j'ai rencontré un Américain qui préférerait avoir une indemnité chômage plutôt que la fierté d'avoir un travail.
>
> Les chômeurs de longue durée ne sont pas paresseux. Ils ne manquent pas de motivation. Ils sont les victimes des conséquences de la pire crise économique que nous ayons connue depuis des générations. La vie est dure. Tout le monde a des amis, tout le monde a des voisins qui ont perdu leur emploi, et qui travaillent dur tous les jours pour retrouver un nouvel emploi. » [177]

Ce flot nourri de critiques acerbes nous rappelle cette formule de Gandhi, que Ron Paul aimait souvent reprendre pour expliquer le sens de son engagement, et le peu d'importance qu'il accordait au fait d'être marginalisé par les médias et les hommes politiques partisans du statu-quo : « First they ignore you, then they ridicule you, then they fight you, and then you win. » (« D'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous tournent en ridicule, ensuite ils vous combattent, et enfin vous l'emportez.) Il nous rappelle surtout que Rand Paul a beaucoup de raisons d'être craint, parce qu'il a beaucoup de raisons d'être considéré comme un favori, si ce n'est le favori, pour la primaire républicaine de 2016.

C'est en tout cas l'opinion de nombreux journalistes et commentateurs politiques, car dans la sphère politique même, Rand n'est pas seul et peut compter sur certains soutiens de poids. Et parmi ceux qui ne le soutiennent pas, rares sont ceux qui oseraient nier son statut de can-

---

[177] Tommy Christopher, "Obama slams Rand Paul about extending unemployment", MediaIte.com, 7 janvier 2014

didat naturel du camp républicain pour cette primaire qui s'annonce. Ainsi est le cas de Mitt Romney, candidat malheureux des Républicains lors de la précédente élection présidentielle, après avoir confortablement remporté, devant Ron Paul, la primaire du GOP en 2012. Selon Romney, le Sénateur du Kentucky est « un candidat présidentiel crédible. Il tire parti du sentiment grandissant que notre État est devenu trop étendu et trop intrusif. » [178]

Que Mitt Romney, précédent vainqueur des primaires républicaines, en soit venu à considérer Rand Paul comme un candidat sérieux et crédible, malgré les divergences importantes de vues entre les deux hommes, et malgré les attaques nombreuses et parfois très dures du père de celui-ci lors de la campagne[179], cela prouve certainement que Rand Paul a ses chances, mais quelles en sont exactement les raisons ? Pourquoi peut-on affirmer que le Sénateur du Kentucky est un favori pour cette primaire républicaine à venir ?

1- La relève de son père

L'une des premières forces de Rand Paul, et l'une des raisons pour lesquelles il est destiné à recevoir de nombreux soutiens, c'est qu'il prend la relève de son père Ron Paul, s'affirmant comme son successeur naturel, tandis que cette aurait fort bien pu être occupée par d'autres, comme Justin Amash.

D'aucuns ont voulu faire croire à une réelle différence d'ordre idéologique entre le Sénateur du Kentucky et son père, en dénaturant les positions de Rand, ou de Ron, ou plus souvent des deux à la fois. La vérité est qu'il existe un strict accord entre les deux, non seulement sur leur attachement à un système de valeur (le libertarianisme), mais aussi à leur conception de ce que ce système de valeur signifie dans la pratique, et comment il faut le suivre. « Nous croyons tous les deux à un État limité, affirmera clairement Rand. Nous croyons en une interprétation stricte de la Constitution, une interprétation conforme à ses

---

[178] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014
[179] Voir notamment les publicités télévisées « Three of a kind » et « Consistent »

origines. Nous croyons tous les deux que la politique étrangère a été excessivement interventionniste. »[180]

Les divergences entre les deux hommes et les deux parcours politiques, et aussi faibles soient-elles, sont davantage d'ordre stratégique. D'un côté, et ainsi que nous l'avons indiqué et illustré à de nombreuses reprises durant les chapitres précédents, Ron Paul s'est conformé toute sa vie à l'idée d'être un propagateur d'idées. À chacune de ses campagnes électorales il s'assignait non un objectif en termes de pourcentage de voix accordées, mais une exigence de diffusion maximale du message en lequel il croyait : celui de la liberté individuelle et d'un État réduit aux fonctions régaliennes. De l'autre côté, Rand Paul s'est inséré dans la sphère politique républicaine pour en devenir le chef. Il a soin bien sûr d'étendre la base du mouvement libertarien à l'intérieur du camp de la droite américaine, mais son objectif est surtout de capitaliser sur les efforts de ses prédécesseurs pour transformer enfin le mouvement d'un groupe contestataire à une majorité au pouvoir. « Contrairement à son père, résumera bien John Samples, Rand Paul n'est pas tant intéressé par la pédagogie. Ce qui l'intéresse, c'est la victoire. »[181]

Il est également possible que ces différences viennent davantage de la distance entre deux époques que de la différence entre deux hommes. La faiblesse du mouvement libertarien à l'époque des premières campagnes de Ron Paul ne saurait être comparée avec sa vigueur aujourd'hui. Il est donc difficile de juger et de mettre en balance les deux stratégies, celle de la rigueur et de la pédagogie, et celle du rassemblement large en vue d'une victoire. Ainsi, au lieu de considérer que l'une est irrémédiablement supérieure à l'autre, nous pourrions plutôt accepter de les juger chacune en relation avec le contexte dans lequel elles ont émergé, et évaluer la pertinence de chacune d'elle en fonction de son environnement. Cela empêchera, à l'évidence, de résoudre la question de savoir qui, de Ron Paul ou de son fils, est le meilleur libertarien, mais c'est un mal qui ne nous causera pas grand tort.

---

[180] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014

[181] *Ibid.*

C'est d'ailleurs le souhait de Rand lui-même que de ne pas être sans cesse ramené à son père et comparé à lui. « Je veux être jugé sur qui je suis, non pas sur une relation. J'ai voulu développer ma propre voie, et tisser mes propres liens, je suppose, avec les autres mouvements intellectuels lorsque je suis arrivé à Washington. » [182] Prions donc pour que tous, journalistes comme anciens supporters de Ron Paul, cessent de ne juger Rand qu'en comparaison avec les choix effectués par son père.

2- *Le rassemblement passe par quelques compromis*

La plus grande et plus décisive différence entre les deux hommes, en vérité, ne serait-elle pas que Rand est capable d'accepter quelques compromis sur des points de détail, tandis que son père ne l'était pas ?

Cela est très certainement vrai, et tient pour une large part dans une différence de tempérament, et d'époque.

De tempérament d'abord, car Rand possède un esprit plus souple, moins partisan, et plus ouvert peut-être aux idées extérieures que son père, qui a cet éternel défaut des autodidactes, qui est de s'accrocher solidement aux conclusions auxquelles ils sont parvenus.

D'époque, aussi, car défendre les idées libertariennes aujourd'hui ne vous oblige plus, comme hier, à vous enfermer dans une tour d'argile, pour résister aux assauts de hordes de politiciens interventionnistes. D'impossible, la coalition des forces libérales apparaît désormais faisable, et peut-être plus encore : urgente.

Rand Paul en est même plus conscient que les autres hommes politiques qui défendent les mêmes idées que lui. Au cours de sa jeunesse, il a suivi les efforts de son père, efforts toujours intenses quoique rarement couronnés de succès. Il a observé l'efficacité de la pédagogie, de l'explication des idées, dans l'attente de leur diffusion. Avec le mouvement du Tea Party, il a observé autre chose : que l'Amérique était prête, et qu'une majorité pouvait être constituée autour des idées libertariennes, si on acceptait de n'en garder que l'essentiel.

---

[182] Sam Tanenhaus & Jim Rutenberg, "Rand Paul's mixed inheritance", *New York Times*, 25 janvier 2014

Surtout, et de par cette même expérience, Rand a la volonté d'être efficace, et de faire gagner ses idées. Il connaît trop les échecs de son père, et l'échec de Reagan avant lui, pour accepter de céder devant ses adversaires. Ayant vécu ses grandes années d'engagement politique sous deux présidents aussi peu satisfaisants l'un que l'autre, à savoir George W. Bush et Barack Obama, Rand est prêt au compromis, si c'est le prix à payer pour éviter que le retour des Républicains aux affaires ne soit celui d'un conservatisme modéré, qui étende encore le périmètre d'intervention de l'État, qui alourdisse encore les déficits et la dette, et qui poursuive, par manque de courage politique, les désastres de l'interventionnisme militaire américain.

Son ouverture aux Républicains, qu'il matérialisa en son temps par un soutien officiel apporté au candidat Romney, quand bien même le candidat perdant n'était d'autre que son père, ne tarda pas à porter ses fruits. Plus fréquentable que Ron, bien que leurs idées soient en beaucoup de points semblables, Rand parvient à attirer l'attention de personnalités influentes, qui pourraient lui être d'un secours crucial lors de sa probable campagne pour la primaire républicaine de 2016. Rupert Murdoch, l'influent propriétaire de journaux et médias, dont Fox News et le *Wall Street Journal*, a demandé à le rencontrer. Karl Rove et les principaux donateurs d'American Crossroads, une fondation républicaine, ont également rencontré Rand récemment, sans doute pour évoquer sa candidature en 2016.

Enfin, la présentation plus nuancée du message non-interventionniste du libertariannisme a également beaucoup séduit les Républicains que la position de Ron avait toujours dérangés. Ainsi peut-on citer le cas emblématique d'Henry Kissinger, secrétaire d'État auprès des présidents Richard Nixon et Gerald Ford, qui affirma, après avoir entendu Rand Paul parler de politique étrangère : « Je suis surpris et impressionné. » [183]

[183] Robert Wenzel, "Rand Paul Skips His Father's Speech to Meet With Karl Rove", *Economic Policy Journal*, 26 janvier 2014

3- Un message qui parle aux gens

Le message de Rand — et par cela il faut entendre non seulement sa philosophie libertarienne, mais aussi les thèmes qu'il développe à partir de celle-ci — apparaissent parfaitement en phase avec l'opinion, et c'est là une grande force pour le Sénateur du Kentucky. Lutter contre l'État obèse est à la mode ; défendre les libertés sur internet est à la mode ; être Républicain et en même temps ouvert sur les questions sociales telles que le mariage pour les couples de même sexe est à la mode : bref, les idées de Rand Paul sont à la mode.

Cela est d'autant plus vrai si l'on considère une partie cruciale de l'électorat : les jeunes.

Rand Paul est convaincu que son combat pour la protection de la vie privée lui apportera un soutien massif de la part des jeunes. « Le message de la vie privée est quelque chose qui est capable d'attirer les jeunes de toutes sortes — aussi bien les étudiants de gauche de l'université de Berkeley que ses étudiants conservateurs ou que ses étudiants indépendants. C'est une question qui unifie la jeunesse. » [184] Or la jeunesse est justement l'électorat capable de faire la différence lors de l'élection générale de novembre 2016.

4- Le Parti Républicain a évolué dans son sens

Un fait qui avantage encore Rand Paul dans sa course probable pour la nomination républicaine, c'est que son parti s'est récemment rapproché de manière très nette, et tout à fait perceptible, en direction de son message. Cette évolution avait déjà été notée lors de la campagne de Ron Paul en 2012.

Symbole de cette conversion massive des grands noms du mouvement conservateur au libertarianisme de Ron et de son fils, est Glenn Beck. Ce journaliste de Fox News, très aimé des Républicains, avait été en 2007 un ardent critique de Ron Paul. Trois ans plus tard, il accueillit le mouvement du Tea Party avec scepticisme, puis avec un enthou-

[184] Alex Pappas, "Inside a Berkeley coffee house with Rand Paul", Daily Caller, 20 mars 2014

siasme considérable. Devenu l'une des coqueluches du mouvement, il poursuivit son évolution idéologique jusqu'à affirmer être de plus en plus libertarien. Voici ses mots :

> « Je deviens de plus en plus libertarien chaque jour. Je crois que le tartre se décolle progressivement de mes yeux, à mesure que je fais davantage de recherches et que l'apprends ce qu'est l'histoire réelle. C'est au tournant du siècle, en 1900, avec Teddy Roosevelt — un Républicain — que nous avons commencé à dire : "nous allons faire la leçon au reste du monde", "nous allons répandre la démocratie", et nous sommes vraiment devenus, nous nous sommes vraiment comportés comme des voyous et des barbares en Amérique Latine. Cela s'est même empiré avec le progressiste suivant, Woodrow Wilson, un Démocrate progressiste, et nous l'avons fait, nous avons construit l'empire. Les Démocrates sentaient que nous avions de construire un empire avec un mouvement global géant. Les Républicains le comprirent comme s'il s'agissait de dire : "nous allons avoir des dirigeants du monde et nous seront ces dirigeants du monde"… Je ne pense pas que nous devrions être cela. Je pense que nous devons nous occuper de nos affaires et protéger notre peuple. Lorsque quelqu'un nous attaque, répliquons sévèrement, et puis rentrons à la maison. »

Avec ce type de discours, nous étions loin des idées de l'ancien Parti Républicain, celui des John McCain, des Rudy Giuliani ou même des Mitt Romney. Le nouveau GOP est celui de Rand Paul. Les nouveaux conservateurs sont ceux de Rand Paul.

***

En 2016, lors d'une primaire qui s'annonce déjà comme très relevée, Rand a toutes les qualités et tous les atouts pour tirer son épingle du jeu. Il bénéficie de l'expérience d'avoir déjà participé auprès de son père Ron, à de nombreuses campagnes électorales à travers les États qui seront visités par la primaire, et l'avantage d'être un homme neuf, qui ne s'est pas rendu coupable des errements du camp républicain depuis des années. Grâce à son père, il bénéficie d'ores et déjà d'une armée de supporters dévoués, et de cadres qui lui sont acquis, dans de nombreux

États. À eux de montrer s'ils sont capables d'être à la hauteur de l'enjeu, afin de porter enfin un candidat ayant leurs idées au sommet du pouvoir. À eux, s'ils en assument la responsabilité, de relever cet immense défi. L'Histoire, désormais, les regarde.

SOMMAIRE

Introduction p.11

Chapitre 1 : Être jeune comme les autres p.21

Chapitre 2 : Un père engagé p.47

Chapitre 3 : Le temps des études et de la vie p.61

Chapitre 4 : Quand la politique vous séduit p.73

Chapitre 5 : Dans l'ombre d'une superstar p.95

Chapitre 6 : La naissance du Tea Party p.123

Chapitre 7 : La campagne au Kentucky p.151

Chapitre 8 : Passage de témoin p.169

Chapitre 9 : L'icone de la liberté p.183

Chapitre 10 : Objectif Maison Blanche p.197